

## Verdict anachronique à Kaboul

Il est douteux que la condamnation à dix ans de prison du journaliste français Alain Guillo soit plus « dissuasive » que le verdict — dix-huit ans de détention — infligé au mois d'octobre 1984 à Jacques Abouchar, lui aussi accusé d'espionnage. Le droit d'information, qui est ici en cause, comporte à l'occasion le devoir de courir des risques — en Afghanistan comme dans d'autres pays, — et il est certain que d'autres restent prêts à les prendre.

Il est rafraîchissant à cet égard de voir le PCF, comme il l'avait fait pour Jacques Abouchar, affirmer haut et fort lui aussi, par la voix de M. Lajoinie, que « les journalistes doivent avoir la liberté de faire leur travail ». Est-ce l'annonce qu'un dénouement identique à celui qui avait permis le retour en France de notre confrère d'Antenne 2 est déjà envisagé à Moscou, où se prononce, comme on sait, les véritables décisions ?

Le jugement prononcé contre Alain Guillo, quelles que soient ses suites, est en tout cas anachronique à plus d'un titre. Il survient, d'abord, alors que la presse et la télévision soviétiques elles-mêmes, lèvent depuis plusieurs mois, la voile sur les réalités d'un conflit de plus en plus mal supporté en URSS.

Le temps n'est plus où la guerre en Afghanistan était présentée, à Moscou, comme une simple affaire de maintien de l'ordre où les soldats soviétiques ne faisaient qu'assister les forces afghanes pour réduire quelques poignées de « bandits ». Les récentes images de la bataille de Khost, entre autres, en disent beaucoup plus long. Fera-t-on grief à un journaliste occidental de ne pas avoir respecté un secret qui n'est plus un pour personne ?

Cette volonté de censure, en outre, quelque chose de surréaliste au moment où le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, débâcle à Kaboul avec l'intention déclarée de progresser vers une solution du conflit afghan qui comportera, inévitablement, de nouvelles concessions de la part de M. Najibullah. Moscou a, en effet, fait savoir qu'il entendait bien que la prochaine session, en février à Genève, des pourparlers indirects sur l'Afghanistan soit la dernière.

La présence simultanée au Pakistan du sous-secrétaire d'Etat américain, M. Armacost, incite à penser que les Etats-Unis sont prêts, eux aussi, à contribuer à un règlement. Celui-ci ne peut être, avant tout, que politique, la question essentielle étant de savoir quel genre de pouvoir pourra s'installer à Kaboul, ne fût-ce que pour un temps, quand les troupes soviétiques commenceront à se retirer.

Si tel est aujourd'hui le véritable enjeu en Afghanistan, on voit mal l'importance des secrets militaires qu'Alain Guillo aurait commis le crime de vouloir découvrir.

(Lire nos informations page 3.)

**La visite de M<sup>me</sup> Thatcher en Afrique noire**  
Lire page 4

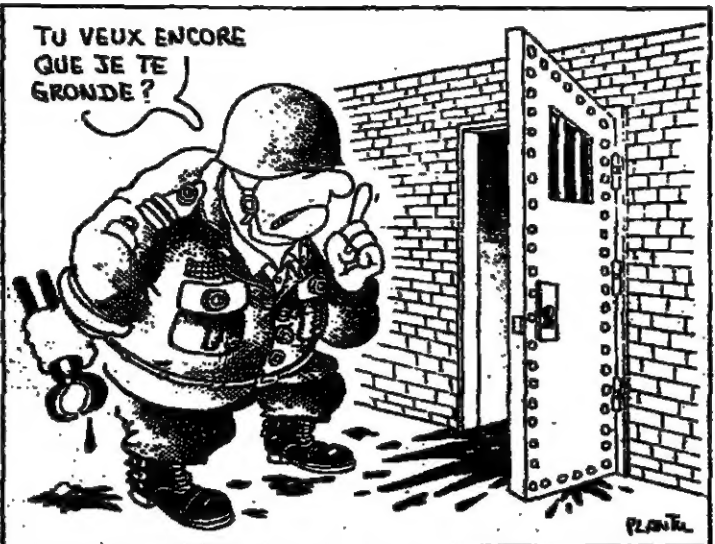


3790147004500 01060

## Emprisonnements, tortures, exécutions

### Amnesty International dénonce les violences contre des enfants

La violence des Etats n'épargne pas les enfants. Un rapport d'Amnesty International, publié le mardi 5 janvier, souligne que des milliers d'entre eux dans le monde sont victimes d'emprisonnement politique, de torture, de condamnation à mort, voire d'assassinat pur et simple. De nombreux pays sont cités par l'organisation humanitaire, qui publie chaque année un rapport plus général sur les détenus politiques. Avec divers autres organismes, Amnesty réclame une convention internationale pour garantir « les droits de l'enfant ». Une commission des Nations unies doit en discuter cette année.



Lire page 13 l'article de Robert Solé.

## Seule république marxiste du monde arabe

### Le Yémen du Sud en équilibre fragile...

Il y aura bientôt deux ans, au Yémen du Sud, un coup d'Etat sanglant renversa le président Ali Nasser Mohamed. Epilogue de ces affrontements sans merci, qui firent plus de quatre mille morts : trente-quatre anciens dirigeants, dont le chef d'Etat déchu, ont été condamnés à mort la semaine dernière. Cinq d'entre eux furent aussitôt exécutés. A l'approche de ce funeste anniversaire, les équilibres politiques entre les divers clans et au sein de l'armée restent très fragiles.

ADEN  
de notre envoyé spécial

Près de deux ans après les sanglants événements du 13 janvier 1986 qui faillirent ébranler les fondements de l'unique république marxiste du monde arabe, tout ou presque semble être rentré dans l'ordre à Aden. Le quartier résidentiel de Khormakkar, qui fut l'un des principaux théâtres des affrontements a pansé ses plaies. Seuls, quelques rares édifices pas encore restaurés témoignent de la violence des combats.

A Tawahi, sur les hauteurs dominant le port, les ravages causés par la guerre civile sont

## Interventions massives des banques centrales

### La reprise du dollar entraîne celle des marchés boursiers

Par leur ampleur — près de 2 milliards de dollars durant la seule journée du lundi 4 janvier — les interventions concertées des banques centrales ont impressionné les marchés. Le dollar a poursuivi, le mardi 5 janvier, sa remontée de la veille (124 yens à Tokyo), entraînant dans ce mouvement de hausse les places boursières (+2,92 % en fin de matinée à Paris). L'indice Dow Jones avait repassé à Wall Street la barre des 2000. Ce premier test de la détermination des sept principales puissances industrielles à concrétiser leur accord sur la nécessité d'enrayer la baisse du dollar a été passé avec succès.

Les banques centrales ont marqué un point contre la baisse du dollar. Après avoir soigneusement attendu la reprise d'un volume normal d'opérations sur les marchés, au lendemain des fêtes de fin d'année, les instituts d'émission sont massivement intervenus le lundi 4 janvier. Entre le Japon, les Etats-Unis et l'Europe, près de 2 milliards de dollars ont été rachetés pour soutenir le billet vert. A New-York, le dollar reprenait des couleurs et Wall Street gagnait 4 %, l'indice Dow Jones repassant la barre des 2000. Une action concertée, confirmée le mardi 5 janvier par de nouvelles interventions de la banque centrale japonaise qui a permis à la devise américaine de remonter à 124,07 yens à Tokyo après avoir clôturé la veille à un nouveau plancher historique de 121,65 yens.

La Bourse japonaise, entraînée par ce mouvement, annulait pratiquement ses pertes de la veille et gagnait 330,44 points. L'Europe confirmait la tendance : le dollar s'échangeait dans la matinée à 124,80 yens, 1,6040 DM et 5,42 FF. Comme toujours en pareil cas, le recul de la devise allemande bénéficiait au franc français, qui se raffermissait vis-à-vis du mark à 3,3790 F.

Reste à savoir si ce premier test, passé avec succès par les principales puissances industrielles, suffira à inverser durablement la tendance sur le dollar. Sur ce point, la prudence l'emporte, dans les salles de change comme chez les principaux signataires de la déclaration du groupe des Sept du 23 décembre, selon laquelle le dollar ne doit plus baisser.

FRANÇOISE CROUGNEAU.  
(Lire la suite page 26.)

## Les accusations d'un ministre britannique

Le chef adjoint du Foreign Office a dénoncé sur place la situation dans les camps de réfugiés palestiniens à Gaza.

PAGE 5

## Emprunt d'Etat

12 milliards de francs en janvier.

PAGE 30

## Le théâtre et l'histoire en URSS

Quand Trotski met Staline en accusation.

PAGE 4

## Transatlantiques pharmaceutiques

OPA d'Hoffmann-La Roche sur la société américaine Sterling.

PAGE 27

Le sommaire complet se trouve en page 30

## Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

### Le gène de la différenciation sexuelle

Au terme d'une compétition scientifique acharnée, une équipe américaine vient d'isoler sur le chromosome Y le gène qui détermine le sexe de l'espèce humaine. Ce fragment d'ADN est retrouvé chez l'ensemble des mammifères où il remplit la même fonction. Obtenue grâce aux techniques de génie génétique, cette découverte fondamentale constitue une étape essentielle dans la compréhension des mécanismes de la différenciation cellulaire et de l'évolution. Son application au domaine vétérinaire pourrait avoir d'importantes conséquences.

- Hypothèses sur une sixième force.
- Les plantes et leurs défenses.
- Les utilisations des rafles de maïs.

Pages 15 à 17

André Delvaux adapte le roman de Marguerite Yourcenar au cinéma

### « L'Œuvre au noir » en gros plan

Le tournage vient de s'achever près de Gand. Marguerite Yourcenar ne verra pas le film que son livre a fait naître. Mais elle en avait approuvé le scénario et avait donné son accord « sans réticences sinon sans angoisse » à André Delvaux.

Le château était austère. Et le froid sévère. Il y a quelques semaines, André Delvaux tournait près de Gand les dernières scènes de l'Œuvre au noir. Sans y croire tout à fait, comme on conjure le sort que l'on craint contraire. Il disait qu'il attendait la venue imminente de Marguerite Yourcenar, qu'elle avait promis sa visite, différait plusieurs fois son voyage, certes, mais qu'il espérait encore...

Voilà. La dame de Petite Plaisance ne verra donc jamais le film que son livre aura fait naître. Mais on peut dire sans mentir qu'elle a sincèrement adhérent au travail déjà accompli et que l'aventure est jusqu'ici marquée

par une dignité et une grâce assez inhabituelles.

Il y a six ans, lorsque le producteur Philippe Dussart lui proposa d'adapter l'Œuvre au noir, André Delvaux y voit « un défi total » et retrouve « cette sorte d'exaltation » éprouvée à la lecture de la nouvelle de Julien Gracq qui allait devenir Rendez-vous à Bray.

Ce n'est pas le tout d'être estampillé « représentant officiel en grands textes ». « Que faire, dit Delvaux, lorsqu'on a l'impression d'être confronté à un classique ? Car pour moi il n'y a pas de différence essentielle entre Racine, Choderlos de Laclos et Yourcenar. Afin d'apprivoiser ce grand roman, de plonger sans m'y noyer dans la Flandre de l'Inquisition, je décidai d'adresser une très longue missive à Marguerite Yourcenar. Je lui disais que je ne souhaitais pas prendre l'Œuvre au noir comme tremplin à mon imagination, ni utiliser le retour de Zénon au pays natal, Bruges,

comme un réservoir de décors. Que le trajet que je voulais reconstituer était intérieur et idéologique et non géographique ou historique, que mes guides cinématographiques seraient plutôt Dreyer et Murnau que les réalisateurs hollywoodiens, et mes inspirateurs graphiques, Dürer et Cranach... Que je ne voyais pas l'itinéraire de Zénon, médecin alchimiste et esprit libre, comme celui d'un anticlérical radical du début du siècle, mais comme un contestataire d'aujourd'hui, un dissident. Je lui demandais son accord « sans réticences sinon sans angoisse ». Je terminais en lui précisant que j'avais l'âge de Zénon... »

Marguerite Yourcenar répondra vite. Une lettre chaleureuse. « En vous lisant, écrit-elle à Delvaux, je me suis dit, ce qui pour moi devient rare, émue comme je le suis quant aux contacts humains, voilà quelqu'un que j'aurais plaisir à connaître... »

DANIELE HEYMANN.  
(Lire la suite page 9.)

## Hélène Deutsch La psychologie des femmes



Tome 1 :  
"Enfance et adolescence"  
336 pages  
49 F.  
Tome 2 :  
"Maternité"  
432 pages  
49 F.

Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; DA : 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,450 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الاصل



# Débats

## La crise financière et les Etats débordés

par FRANÇOIS RACHLINE (\*)

Pour interpréter la situation économique actuelle, on peut s'appuyer sur un exemple frappant dans le domaine monétaire.

Il y a vingt ans, les marchés de capitaux obéissaient aux Etats : expression de la souveraineté étatique, les taux de changes étaient garantis officiellement, ou, ce qui revient au même, les gouvernements contrôlaient les prix des monnaies. Face aux réserves officielles de changes (principalement l'or et les devises) des dix Etats les plus développés, les avoirs privés ne pouvaient guère imposer leur loi. Le rapport était de 5 contre 1. Avec de telles réserves, les Etats pouvaient intervenir sur les marchés pour réguler le cours des changes. Les marchés enregistraient les décisions des autorités avec une relative docilité.

Il y a dix ans, les forces des marchés contrecarriaient déjà rudement les pesanteurs étatiques. Maintenir des taux de changes fixes se révélait impossible — ce qui conduisit certains à croire qu'ils en avaient décidé volontairement l'abandon ! Les dévaluations de monnaies atteignaient 700 milliards de dollars, tandis que les réserves officielles cumulaient représentaient, en comptant l'or, 200 milliards de dollars. De 5 à 1, le rapport était passé à 1 contre 3 environ, en faveur des marchés. Les taux de changes flottaient à l'impression.

Aujourd'hui, le rapport est de 1 contre 10 (ou exclu, puisqu'il est démonétisé). Ce sont plus de 2400 milliards de dollars (1) que

détiennent les banques ou les entreprises qui les déplacent au gré des opportunités. Les Etats sont débordés.

Même si ces chiffres n'expliquent pas tout, ils témoignent de la profonde évolution qui marque ces vingt dernières années. Non seulement les marchés n'obéissent plus aux Etats, mais ils les contraignent de plus en plus à modifier leur politique.

Le retour est complet. Certes, le mouvement est à l'œuvre depuis longtemps, mais la forme spectaculaire de la crise récente l'a rendu clairement visible.

### Identité et déclin

Deux réflexions naissent de ce constat. La première conduit à penser que les politiques économiques ne sont plus perçues par les agents privés comme le cadre à l'intérieur duquel ceux-ci exercent leur activité, mais comme un élément, parmi d'autres, de leur environnement. La transnationalisation des firmes et la mondialisation financière permettent aux entreprises et aux banques de se jouer des mesures gouvernementales en jouant des différentiels que les Etats font inévitablement naître : différentiels d'intérêts et d'inflation bien sûr, mais aussi différentiels de réglementations.

De là cette inquiétude après chaque décision étatique, améri-

caine, allemande ou japonaise : le marché entérinera-t-il les mesures arrêtées ? Sous entendu : s'il ne les accepte pas, il faudra en prendre d'autres pour obtenir son consentement.

La deuxième réflexion invite à s'interroger sur les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui. Il est dans la nature des Etats de vouloir connaître les flux qui les traversent (idéas, individus, marchandises, capitaux, informations, etc.) et de les maîtriser autant que possible. Or de nos jours, les Etats ne parviennent plus à contenir (au double sens d'endiguer et de contrôler) les flux économiques, à commencer par les flux monétaires.

Pour restaurer une autorité qui se dilate, il leur faudrait entraver les mouvements de capitaux, casser l'activité, élever de nouvelles frontières, briser l'économie triomphante. Autrement dit, reconquérir leur souveraineté à la

(\*) Economist.

favor d'une crise économique majeure. Rien ne permet de penser que cette solution sera écartée. Ici et là, des voix ne s'élèvent-elles pas pour réclamer moins de fluidité sur les marchés de capitaux ?

Réactifs, les Etats luttent actuellement pour la survie de leur identité. Dans la bataille qui les oppose aux forces incontrôlables des marchés, ils cherchent des solutions désespérées : concertations interétatiques ou dictats isolés. Même si les uns comme les autres ne leur apportent que des déceptions, ils ont parfaitement compris qu'il y va de leur existence en tant que principes organisateurs et régulateurs de la vie économique et sociale.

L'avenir dira bientôt s'il leur faut une crise économique d'une ampleur insoupçonnée pour retrouver leur maîtrise, ou si nous assistons à un épisode supplémentaire de leur déclin.

(1) Estimation de la BRI à la fin 1986.

## Procréation et théologie

### Eglise frileuse

par JACQUES LANSAC (\*)

QUE des médecins se voient interdire de pratiquer une technique médicale maintenant bien classique, comme la fécondation *in vitro* pour motif religieux, à Paris, en cette fin du vingtième siècle : on croit rêver !

Que l'Eglise soit contre l'avortement, on le comprend bien, au nom de la défense de l'être à venir sans défense dans le sein de la mère. Mais pour la fécondation *in vitro* qui permet à un couple stérile de partir de l'ovule et du spermatozoïde, d'avoir un enfant, on ne comprend plus.

Une fois de plus, l'Eglise, par peur frileuse du progrès scientifique, bannit l'homme de sciences. Sans revenir sur l'affaire de Californie, qu'on se souvienne de l'interdiction, sous peine du bûcher, de la dissection des cadavres. L'œuvre de Dieu ne pouvait être étudiée par l'anatomiste ! Qui aujourd'hui ne reconnaît le courage de ces hommes qui ont permis l'avancement de la médecine jusqu'à son d'organe, la plus belle geste de charité ?

Qu'on se souvienne encore de la condamnation des vaccinations mises au point par Pasteur : quel blasphème d'introduire de l'animal dans l'homme ! Pasteur, bon catholique, disait qu'il était obligé de laisser sa foi avec son chapeau à l'entrée de son laboratoire ! Qui condamnerait aujourd'hui les vaccins que tout soignant animé par la foi porte aux peuples en voie de développement ?

Sur la contraception, l'Eglise se trompe encore de discours et oppose le thermomètre catholique apostolique et romain, seul moral, à la pilule impie. La chrétienté n'est-elle pas appelée à la liberté, et quel plus beau témoignage d'espérance que de procréer consciemment plutôt que d'accueillir un enfant surprise ? N'y a-t-il pas plus de valeur dans un acte procréateur conscient que dans le coït instinctif du préadolescent ? Oui, mais, vous diriez-à Rome (ou à l'archevêché de Paris), il ne faut pas séparer l'acte sexuel de la procréation.

Certes, mais oubliez-vous qu'une femme n'ovule au plus que 12 fois sur 385 jours dans l'année ? Le risque de fécondation à chaque cycle est situé entre 10 et 20 %, ce qui fait que la majorité des rapports sont le plus naturellement du monde inféconds. Ne soyez pas tristes dit l'Ecriture. Pourquoi le sexe le serait-il en terre chrétienne ?

Plutôt que la pilule, dénoncez, messieurs les prêtres catholiques, l'égoïsme de l'Occident, qui au plus fort de sa richesse hésite à faire des enfants que seuls ou presque les pauvres émigrés acceptent d'avoir. Plutôt que la pilule, dénoncez la peur de l'avenir de chrétiens sans espérance qui ont pour seul horizon la rentabilité, l'argent, le chien, le chat, la voiture...

Pour la procréation médicalement assistée, vous vous trompez encore. La dissociation de l'acte sexuel et de la procréation est ici l'inverse de celle de la contraception, et les couples préféreraient bien une conception naturelle. Jean-Paul II n'avait-il pas raison lorsqu'il adressait des félicitations aux parents de la petite Louise Brown, premier bébé conçu en éprouvette en indiquant que ses parents avaient peut-être plus de mérite devant Dieu que les autres qui avaient conçu plus simplement ?

Messieurs les clercs, vous avez peur de ces bouleversements dans les méthodes de la reproduction pour l'espèce. Alors, en 1988, il est né en France 750 000 enfants après application par les couples de la méthode mise au point par notre père Adam. 1 000 seulement sont nés après fécondation *in vitro* et 28 après congélation.

La procréation médicalement assistée est et restera un mode de reproduction bien marginal pour des raisons de simplicité, d'agrément, sans parler du prix. Et c'est là que vous pourriez vous élever pour vous exprimer sur les problèmes éthiques que posent les réalisations d'une médecine de riches (pas seulement en matière de reproduction), alors qu'à deux heures d'avion de chez nous, on meurt encore de tuberculose, de polio, de malnutrition.

Demain, on modifiera le zygote, c'est sûr, et je ne vois pas où serait le mal si cela permet à des couples d'avoir des enfants normaux, alors qu'aujourd'hui, ils sont contraints à la stérilité, à engendrer des enfants porteurs de maladies graves ou encore à l'avortement.

Pourquoi avoir peur de la science ? C'est l'esprit dans lequel les choses sont faites qui est important. Le médecin n'invente pas les problèmes : il constate la douleur de son frère et essaie d'y porter remède. La stérilité en est une comme toute autre. Pourquoi sublimer le sexe par rapport à l'appareil cardiovasculaire ou digestif ?

Il y a des médecins, des scientifiques chrétiens — dont je suis — qui partagent la même espérance que vous et sont tristes de penser que l'Eglise une fois de plus se trompe et, devant ces problèmes de technique de procréation, prend peur et énonce mal l'espérance du message évangélique.

Le Christ a ressuscité Lazare, guéri l'aveugle, la femme hystérique, il ne leur a pas fait un sermon sur le sexe à donner à leur souffrance. Suivez cet exemple et acceptez que les médecins fassent aussi, avec leurs moyens, des miracles.

(\*) Professeur de gynécologie obstétrique, reproduction humaine (CHU de Tours).

## Au Courrier du Monde

### FORMULE

#### Diplômes du Maroc

Bien que parfaitement conscient des difficultés que connaît le royaume du Maroc dans le domaine des droits de l'homme, j'ai été profondément choqué par la lettre de M. Yves Daram, de Bayonne, publiée par le *Courrier du Monde* du 2 décembre 1987 (...).

Il est inadmissible de prétendre qu'on ne puisse devenir avocat « parce que trop pauvre pour acheter sa licence en droit ». La formule de votre lecteur ne peut même pas être acceptée dans un sens figuré, si l'on tient compte de l'effort remarquable, et d'une importance exceptionnelle pour un pays en développement, accompli par les pouvoirs publics pour assurer la scolarisation d'une jeunesse particulièrement nombreuse et permettre, grâce à un système de bourses généralisées, l'accès des catégories sociales défavorisées à l'enseignement supérieur.

De même, affirmer que l'avenir de la jeunesse est dans la prostitution en vue de s'acheter un « vrai faux passeport » pour quitter le pays relève de l'affabulation et de la désinformation.

DENYS SIMON, professeur à l'université Robert-Schuman de Strasbourg.

### CLUB

#### La « Corpo » des années 50

Un fonctionnaire qui nous demande de préserver son anonymat nous écrit :

Dans un article du *Monde* du 17 décembre sur M. Le Pen, la Corpo de droit de Paris, dans les années 50, est présentée comme « un club de drague et de beuverie ».

Je suis entré au comité de la Corpo en 1949 et j'y ai appartenu quatre ans, tout en travaillant pour vivre et nourrir les miens, et tout en poursuivant mes études. J'y ai animé la commission syndicale. Je me suis occupé de cours polytechniques, du logement des étudiants, de restaurants universitaires, de bourses et d'aide sociale, d'organisation des études, sans parler des sujets nationaux et internationaux traités dans les conseils et congrès de l'UNEF, dont la Corpo était membre.

Certes, je n'oserais assurer que tous mes camarades de la Corpo vivaient alors comme des moines. Il y avait à la Corpo un ping-pong, un bar et un piano, et le groupe catholique (centre Saint-Yves), d'orientation progressiste et qui ne tirait argument pour nous faire une réputation affreuse. Elle nous flattait et nous poursuivait encore.

En réalité, j'ai vu à la Corpo, comme dans les autres associations membres de l'UNEF d'alors, beau-

coup de temps sacrifié au service des étudiants — en liaison avec les dévoués fonctionnaires du CROUS comme MM. Persson, Szanab et Pollak, pour ne parler que des disparités — et je me sens le devoir d'en porter témoignage avant que la légende recouvre définitivement les faits.

J.-P. D.

### MISÈRE

#### Les moyens de la BN

A propos de l'article résumant le rapport Beck, publié dans le *Monde* daté 6-7 décembre, je souhaite apporter les précisions suivantes :

M. Beck propose de détacher le centre de prêt de la Bibliothèque nationale, c'est vrai. Mais il est faux d'ajouter « comme en Angleterre ». En effet, l'équivalent du centre de prêt, le British Library Document Supply Center est un département de la British Library, bien que situé en plein Yorkshire, à trois heures de train de Londres.

A titre de comparaison, cet organisme effectue trois millions de prêts par an avec sept cents personnes. Avec vingt-cinq personnes, le centre de prêt effectue 30 000 prêts, ce qui prouve bien que la francophonie est moins bien défendue que l'anglophonie.

L'insuffisance reconnue par M. Beck est une insuffisance de moyens, pas de rentabilité. Avec six personnes en moins, le centre de prêt traite deux fois plus de demandes qu'il y a cinq ans. Comment être « au point » avec seulement vingt-cinq personnes, réparties en 3 locaux différents, et alors que les locaux en partie livrés en 1975 ne sont pas encore terminés, et que les magasins ne sont pas chauffés !

Le rapport Beck émet des critiques vigoureuses et souvent justifiées contre la Bibliothèque nationale (...), mais comme de nombreux articles de presse, il se trompe de cible et ne pousse pas assez la comparaison. Accuser les conservateurs, parler de corporatisme et de sclérose est facile, mais il faut dire que les moyens en personnel et en crédits des bibliothèques étrangères auxquelles on compare la BN sont trois à quatre fois supérieurs aux siens (trois fois pour la British Library). La bibliothèque municipale de Milwaukee a le même budget que la BN ! (...)

Tant que les gouvernements et les utilisateurs, c'est-à-dire les professeurs, chercheurs, étudiants, n'auront pas compris le rôle primordial de la documentation dans la recherche, donc des bibliothèques, et qu'ils ne les soutiendront pas, comme les universités américaines soutiennent les leurs, la France restera un pays sous-développé dans ce domaine.

MARC CHAUVENEC (Conservateur en chef, centre de prêt de la Bibliothèque nationale)

## Bonheurs

### Ne supposez pas le pire

par ALBERT MEMMI

Si vous avez chaud, ne dites pas aussitôt que vous avez de la fièvre, ouvrez la fenêtre ou diminuez le chauffage.

Si vous avez vraiment de la fièvre, ne diagnostiquez pas aussitôt une tuberculose ; ce n'est probablement qu'une petite grippe, un simple rhume qui disparaîtra de lui-même au bout de quelques jours, le plus souvent sans aide médicamenteuse. Il existe dans le milieu médical une boutade au sujet de la grippe : « On en guérit en huit jours avec un traitement, en une semaine sans traitement. »

Bien entendu, faites appel à votre médecin si vous en avez vraiment besoin ou envie, mais rappelez-vous que le corps humain, comme tout ce qui vit, se défend de lui-même : pourquoi d'abord ne pas lui faire confiance ? La médecine est une aide complémentaire, pour hâter la guérison, pour pallier la douleur, pour prévenir des complications, mais elle suppose elle-même cette donnée naturelle : la guérison est dans l'ordre des choses, non l'aggravation et la mort.

A priori, ne supposons pas la catastrophe, pour notre santé

comme pour le reste ; c'est notre imagination qui nous y pousse, notre inquiétude. Lorsque je rentre de voyage, je suis régulièrement saisi par la crainte qu'il ne soit arrivé quelque malheur aux miens. Cela me prend en général dans la dernière demi-heure, dans l'attente du train du retour. C'est raisonnablement absurde ; s'il s'était passé quelque chose d'important, j'en aurais été averti bien avant.

L'imagination est capable du pire, mais aussi du meilleur : éduquons-la à l'optimisme.

En tout cas, n'en rajoutons pas ; ne gonflons pas de notre anxiété des dégrèvements passagers, des difficultés le plus souvent sans conséquence.

L'homme serait-il encore une bonne prévention ; dans le *Maisle imaginaire*, Motère, qui était réellement malade, se moquait des médecins mais surtout de lui-même.

Mauvais exemple, diriez-vous : cela ne l'a pas empêché de mourir. Oui, mais en attendant, cela l'a aidé à vivre.

Si le pire arrive ? Et bien ! nous aurons au moins fait l'économie de nos alarmes.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général :  
Bernard Wozniak.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.  
Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an. 24 heures sur 24

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F  
ÉTRANGER (par messagerie)  
L — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 069 F 1 398 F  
IL — SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 808 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 — Tapez LEMONDE

Impression  
de « Monde »  
7, rue de Montessuy  
PARIS-07

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Votre PEUGEOT  
en livraison immédiate  
c'est possible  
chez NEUBAUER



Gilles Neubauer et son équipe  
vous souhaitent une extraordinaire  
année 1988 en PEUGEOT

NEUBAUER  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



AFGHANISTAN : accusé d'« activités subversives » et d'« espionnage »

# Alain Guillo a été condamné à dix ans de prison par un tribunal spécial révolutionnaire

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

L'ambassade de France à Kaboul a été informée des démarches visant à obtenir l'expulsion d'Afghanistan d'Alain Guillo, le journaliste français condamné lundi 4 janvier à dix ans de détention par un tribunal spécial révolutionnaire pour « activités subversives et espionnage pour le compte de puissances occidentales ».

Le dialogue avec les autorités afghanes n'est pas interrompu, souligne-on de source diplomatique, et la décision du tribunal de prononcer une sentence de dix ans, plus d'un an à laquelle avait été condamné Jacques Abovich en 1984, peut être interprétée comme un signe encourageant pour de futurs développements. La condamnation n'est pas susceptible d'appel, mais Alain Guillo peut formuler un recours en grâce auprès du président afghan, M. Najibullah, ce à quoi, semble-t-il, les représentants français à Kaboul se sont immédiatement employés.

Le chargé d'affaires à Kaboul, M. Christian Lambert, qui n'avait été autorisé à rencontrer l'accusé qu'une seule fois, le 22 décembre, a été informé lundi vers midi (heure locale) que le procès s'ouvrait à 14 heures, et que l'ambassade serait autorisée à y envoyer un observateur. Un conseiller, M. Raymond Petit, s'est



rendu en compagnie d'un interprète au service du protocole, d'un « guide » les a conduits au tribunal révolutionnaire. Mais ce n'est qu'à 18 h 40 qu'ils ont été introduits dans la salle d'audience, de même que sept ou huit journalistes soviétiques et de pays socialistes, pour l'énoncé du verdict. A l'issue du procès, M. Petit a pu s'entretenir quelques instants avec Alain Guillo, qui lui a paru « en bonne forme et vigoureux ».

## Une place forte

Le journaliste, d'après les diplomates, a eu l'occasion de s'exprimer longuement au cours du procès. La télévision soviétique a d'ailleurs diffusé un reportage sur le procès dans

son principal journal du soir, où l'on a vu Alain Guillo, très calme, en pull-over clair, prenant la parole dans le box des accusés, sans que l'on puisse entendre ce qu'il disait. Le correspondant soviétique a également pris soin d'interroger « un éminent juriste afghan », qui a assuré que le procès s'était déroulé « conformément aux droits internationaux ».

Un avocat et un interprète afghans avaient été commis d'office pour assister l'accusé. L'arsenal d'« espion » d'Alain Guillo a également été présenté à la télévision : selon l'accusation, on avait saisi sur lui lors de son arrestation le 12 septembre, près de la frontière soviétique dans le nord de l'Afghanistan, vingt-six cartes topographiques, un carnet de route, des informations détaillées d'ordre militaire, des photographies et des vidéo-cassettes,

dont le contenu était d'« intérêt militaire ». Le guide et l'interprète d'Alain Guillo, qui ont déposé contre lui, ont tous deux été condamnés à seize ans de détention pour trahison.

Pendant que le tribunal spécial révolutionnaire se réunissait, Kaboul prenait les allures d'une place forte avec déploiement de chars et d'hélicoptères pour accueillir à 15 heures le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, dont la visite a été entourée d'une grande discrétion dans la presse soviétique. Son arrivée a été précédée d'une demi-heure par une forte explosion qui a provoqué une colonne de fumée au-dessus de Kaboul, selon un diplomate occidental.

S. K.

INDE : la succession de Ramachandran au Tamil-Nadu

## La veuve et l'orpheline

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Les spectateurs (ils sont près de 65 millions au Tamil-Nadu), ne perçoivent pas toujours les coups de théâtre successifs de la pièce qui se joue devant eux. Tout avait commencé comme une tragédie grecque. Lorsque M. M.G. Ramachandran, dit « MGR », cette légende vivante au charisme et dévastateur (une douzaine de suicides après sa mort), disparut, le 24 décembre (le Monde daté 27-28 décembre), sa veuve, M<sup>me</sup> Janaki, bien « naturellement », se présenta, pour récupérer l'héritage : un titre — ministre en chef du Tamil-Nadu — et un pouvoir politique considérable.

Mais, derrière la veuve, apparaît très vite l'orpheline, M<sup>me</sup> Jayalalitha, secrétaire à la propagande du puissant parti au pouvoir, l'AIADMK (All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam) qui fut longtemps, à l'écran, la jeune héroïne de nombreux films aux côtés de « MGR », alors acteur de renom, avant d'être peu à peu formée à la politique par le « maître ».

M<sup>me</sup> Jayalalitha a beaucoup appris dans les règles de la politique. Elle a patiemment pris le contrôle du parti, en même temps peut-être qu'elle s'est imprégnée de l'esprit de son mentor.

M<sup>me</sup> Janaki n'a jamais tenu le tête d'affiche : actrice dans les années 50, elle renoua à sa carrière pour épouser l'homme qu'elle avait aimé au cinéma.

## Trahisons, coups bas et argent

Commence alors un procédé cinématographique bien connu : en premier plan, les acteurs jouent le grand drame. En même temps, dans la coulisse, une autre pellicule s'inspire, celle d'un film de série B, à grand renfort de trahisons, de coups bas, de faux enlèvements et surtout d'argent : chaque clan (celui de M<sup>me</sup> Janaki, celui de M<sup>me</sup> Jayalalitha) est lancé dans une course de vitesse pour rallier sous sa

banne le plus grand nombre de parlementaires et de cadres de l'AIADMK. Lutte sévère car, bien sûr, la veuve éplorée est chaperonnée par un grand camassier : M. R.M. Veerappan, l'homme fort du groupe parlementaire de l'AIADMK.

M<sup>me</sup> Jayalalitha, de son côté, est fort épaulée par M. Nadurajachariyan, qui devient ministre en chef par intérim. Pendant huit jours, chaque camp va s'arracher les lambeaux de la dépouille spirituelle de « MGR ». Et puis le verdict tombe : la faction Janaki — Veerappan affirme disposer du soutien de 97 (sur 131) parlementaires de l'AIADMK contre 70 pour Jayalalitha. L'arbitrage étant quelque peu malmené, on refait les comptes, et M<sup>me</sup> Jayalalitha n'a plus que 34 parlementaires. Le gouverneur du Tamil-Nadu décide alors, de façon précipitée, de désigner le vainqueur. M<sup>me</sup> Janaki est présentée pour former le nouveau gouvernement. Le 7 janvier, elle prête serment. Entre-temps, M<sup>me</sup> Jayalalitha s'est autoproclamée secrétaire générale de l'AIADMK.

Rien n'est vraiment réglé : le gouverneur, qui a quelques scrupules, a fixé une condition. Dans un délai de trois semaines, M<sup>me</sup> Janaki doit faire la preuve, par un vote, qu'elle dispose de la majorité au sein de l'Assemblée locale, qui compte 222 sièges. Il lui faut donc déboucher quinze parlementaires. Tous les moyens, on s'en doute, seront employés. Pour le moment, le Congrès (Indial) se cantonne dans un rôle d'observateur, sachant qu'avec soixante-cinq parlementaires il peut, le moment venu, faire pencher la balance.

Le nouvel épisode qui s'ouvre sera délicat à interpréter. Forte du soutien d'une fraction probablement majoritaire de cadres du parti, M<sup>me</sup> Jayalalitha n'a pas l'intention de lâcher prise, au risque de jouer la politique du pire. Si l'AIADMK ne parvient pas à s'entendre, une menace se profile : l'insurrection de l'administration directe par New-Delhi.

LAURENT ZECCHINI.

## Le Quai d'Orsay exprime « surprise » et « réprobation »

Le Quai d'Orsay a manifesté sa « surprise » et sa « réprobation », lundi 4 janvier, après l'annonce par Moscou et Kaboul de la condamnation à dix ans de prison du journaliste Alain Guillo par un tribunal révolutionnaire spécial afghan. Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères déclare que « les autorités françaises ne peuvent que marquer leur surprise et leur réprobation devant les conditions dans lesquelles M. Guillo a été accusé d'espionnage et condamné, après que l'accusé qui devait le défendre ait été autorisé à se rendre à Kaboul. Elles demandent aux autorités soviétiques d'user de leur influence pour que ce journaliste soit libéré dans les meilleurs délais ». L'ambassadeur d'URSS à Paris, M. Raymond Petit, a été reçu mardi matin au Quai d'Orsay par M. Raymond, qui devait lui faire part de ce communiqué.

M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a déclaré pour sa part que « l'épave morale subie jusqu'à ce jour par un journaliste qui n'a fait que son métier est inadmissible, sa prolongation ne pourrait être acceptée longtemps ». M. Malhuret, qui « espère vivement que, comme dans le cas du docteur Philippe DUBUSSÉ, le verdict rendu soit suivi d'une expulsion rapide de notre compatriote et de son retour en France », a ajouté que « le contraire porterait une pièce supplémentaire au dossier qui tend à montrer jour après jour les limites de la

« glasnost ». Depuis le précédent de l'affaire Abovich, la politique d'indulgence engagée par le gouvernement afghan contre les journalistes se poursuit ».

Interrogé sur TF1, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a souhaité que M. Guillo « bénéficie des mêmes dispositions favorables que Jacques Abovich ». Les journalistes doivent avoir la liberté de faire leur travail. Ils prennent des risques, c'est évident, sur un champ de bataille, mais ils doivent avoir la liberté de faire leur travail ».

M. Lajoinie, premier secrétaire du PS, a qualifié sur la Cinq la condamnation de M. Guillo de « tout à fait scandaleuse » et a estimé que c'était à l'URSS « de témoigner qu'elle peut bouger dans cette affaire ».

## Procès « simulacre »

L'avocat du journaliste français, M. Yves Jouffé, a déclaré qu'« on a voulu faire un exemple » et déploré que les autorités afghanes se soient « arrangées pour que je ne puisse pas y aller ». La compagne de M. Guillo, M<sup>me</sup> Jeanne Lesieur, a indiqué que, selon les informations dont elle disposait, celui-ci « avait commencé le 18 décembre dernier une grève de la faim ». Elle a qualifié le procès de « simulacre ».

Agé de quarante-cinq ans, reporter-photographe et cameraman

depuis vingt ans, M. Guillo travaillait principalement pour l'agence Sygma et s'était déjà rendu à plusieurs reprises en Afghanistan pour de longs séjours. Il est le quatrième Français à avoir été condamné par les tribunaux de Kaboul depuis le début du conflit. En 1984, M. Jacques Abovich, qui effectuait un reportage pour l'agence 2, avait été condamné à dix-huit ans de prison pour « entrée illégale en Afghanistan avec un groupe armé » ; il avait été gracié au bout de quelques jours.

L'année précédente, le docteur Philippe Auguyard avait été condamné à huit ans de détention pour avoir « collaboré avec des éléments contre-révolutionnaires » et après avoir été contraint de faire des « aveux » au cours d'un procès-tévé, six jours plus tard, il était libéré. En 1981, le photographe Jean-Claude Sylve, condamné à cinq ans de prison, avait été libéré après neuf mois de détention.

Un journaliste italien, M. Fausto Binello, est actuellement détenu dans une prison afghane. M. Guillo avait été capturé par les forces de Kaboul après avoir été « donné » par un commandant local de la résistance, Rasool Palawan, passé du côté gouvernemental. Le sort des Occidentaux qui opèrent en Afghanistan, que ce soient des journalistes, des médecins ou des membres d'organisations humanitaires, apparaît actuellement de plus en plus périlleux. En 1987, plusieurs journalistes ont été tués, des médecins décapés ou dépouillés de char-

gement qu'ils transportaient. Fin 1986, Thierry Niquet, qui travaillait pour une organisation humanitaire française, avait disparu au nord de l'Afghanistan. Des informations récentes ont révélé qu'il avait été tué par un chef local du mouvement extrémiste musulman Hezbi Islami. C'est également ce parti qui a été accusé par l'épouse d'un cameraman travaillant pour la BBC, Andy Skrzypkowski, d'avoir tué son mari. Recherché par les services spéciaux soviéto-afghans, qui offrent des primes importantes pour leur capture, les Occidentaux qui opèrent dans le pays risquent en même temps d'être victimes du fanatisme religieux ou de l'appât du gain de certains groupes afghans.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chine

#### Vingt-trois exécutions à la suite de procès populaires

Dix-sept personnes accusées de meurtre, vols et viol ont été exécutées le 25 décembre, immédiatement après avoir été condamnées à mort lors d'un procès populaire public, a annoncé lundi 4 janvier le radio de Shenyang, en Mandchourie. Au cours d'autres procès publics au Hubei, au centre du pays, six autres « criminels » ont été exécutés d'une balle dans la tête ; selon un journal local, « ces procès publics attaquent tous les crimes, font de la propagande pour le système légal et éduquent les masses ».

D'autre part, à Pékin, l'ambassade du Mexique est intervenue auprès des autorités chinoises pour exiger une enquête et obtenir le châtiment de ceux qui ont gravement blessé un étudiant mexicain dans la nuit du 30 au 31 décembre (le Monde daté 5 janvier). Ce dernier, M. Francisco Reyes, a eu la colonne vertébrale brisée.

Il a raconté comment il avait été pris à partie au cours d'une soirée dans un hôtel par un jeune Chinois « maîtrisant parfaitement les techniques de combat », qui l'a traité d'« espion » et l'a accusé d'« aller avec des femmes chinoises ». Le personnel de l'hôtel l'a empêché de s'enfuir, et il a été jeté du haut du toit par plusieurs personnes. Conduit au commissariat de police, il a été traité comme un ivrogne et un criminel », avant d'être conduit dans un

hôpital, où, dit-il, « il m'est traité comme un passif ». M. Reyes ne trouvait à Pékin pour organiser une exposition de peintures chinoises au Mexique. La police de Pékin a démenti ces mauvais traitements, affirmant que M. Reyes était tombé du toit après avoir bu. — (UPI, AP, AFP, Reuters.)

### Suède

#### Reprise des négociations avec l'URSS sur la Baltique

La Suède et l'URSS ont entamé, le mardi 5 janvier, à Moscou de nouvelles pourparlers sur la délimitation des eaux territoriales et des zones économiques en mer Baltique. Ces discussions ont lieu à la demande des autorités soviétiques.

La zone maritime, dite « zone blanche », située entre l'île suédoise de Gotland et les côtes baltes soviétiques fait l'objet de contestations de la part des deux pays depuis dix-huit ans. Elle couvre une superficie de quelque 13 500 kilomètres carrés. Les précédentes rencontres n'ont donné aucun résultat. La Suède entend faire reconnaître que ses eaux territoriales s'étendent depuis la côte orientale de l'île de Gotland tandis que pour les Soviétiques, seul le littoral continental suédois doit être pris en compte.

Selon le quotidien conservateur de Stockholm, Svenska Dagbladet, le gouvernement suédois serait prêt à faire une concession en échange de

la reconnaissance par l'URSS de la souveraineté suédoise sur la zone.

Le différend sur la « zone blanche » devrait être au centre des entretiens prévus la semaine prochaine à Stockholm entre les responsables politiques suédois et le premier ministre soviétique, M. Nikolai Rykov. — (AFP.)

### Yougoslavie

#### Nombre record de grèves en 1987

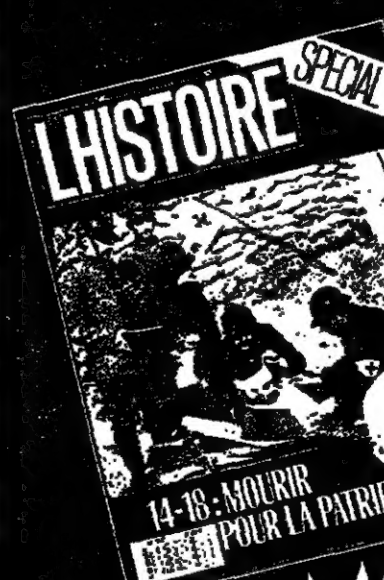
La Yougoslavie a connue en 1987 le plus grand nombre de grèves de son histoire : 1 570, selon des statistiques syndicales, soit près de deux fois plus qu'en 1986. Elles ont touché 350 000 travailleurs.

La grève, qui a désormais pris place dans le vocabulaire politique aux dépens du pudique euphémisme d'« arrêt de travail », est définitivement entrée dans les mœurs sociales yougoslaves.

Lasés par de multiples plans d'austérité qui n'ont pas réussi à juguler une inflation de l'ordre de 200 %, les Yougoslaves avaient répondu en mars dernier aux décrets gouvernementaux proclamant le blutage des salaires par une vague de grèves qui devait annoncer une année chaude sur le plan social.

C'est la Croatie (ouest du pays), l'une des républiques les plus industrialisées du pays, qui a connu le plus grand nombre de débrayages (411), touchant 88 580 salariés, suivie par la Serbie (351 grèves), la Bosnie-Herzégovine (227 grèves) et la Slovaquie (222 grèves). — (AFP.)

# L'HISTOIRE



Un numéro spécial à ne pas manquer

## 14-18 : MOURIR POUR LA PATRIE

MOURIR POUR LA PATRIE par Antoine Prost

AU NOM DE LA PATRIE... par Michel Winock

LA DERNIERE JOURNEE DE PAIX par Jean-Pierre Rioux

L'ANNEE 14 par Pierre Miquel

L'ENFER, C'EST LA BOUE! par Stéphane Audoin-Rouzeau

PETAIN ET LES MUTINERIES DE 1917 par Jean-Pierre Azema

ET LA GUERRE DEVIENT MONDIALE par Pierre Milza

RUMEURS, BOBARDS ET PROPAGANDE par Fred Kupferman

LA PAIX INACHEVEE par Serge Berstein

ETC.

N° 107 / 31 F

EN VENTE PARTOUT EN JANVIER

حکومت الامم



## Europe

URSS : le théâtre et les « pages blanches » de l'histoire

## Quand Trotski met Staline en accusation

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

« Plus loin, plus loin... » (Datché, datché, datché.) C'est le titre et le mot de la fin de la nouvelle pièce du dramaturge soviétique Mikhaïl Chatrov, dont les œuvres historiques sont très en vogue à Moscou. Celle-ci, dans le droit fil des « pages blanches » de l'histoire qu'il faut désormais remplir, met en scène à la fois Lénine, Staline, Trotski, Karsinski, Boukharine, Kamenev, Ordjonikidze, Dzerjinski et d'autres... Publiée dans le numéro de janvier de la revue Znamia, elle a pour sous-titre « Version d'auteur des événements qui se sont produits le 24 octobre 1917 et beaucoup plus tard ».

Lorsque le rideau se lève, les personnages se présentent : Trotski, Lev Davidovitch Bronstein. Pseudonyme du parti : Trotski. Fils, sans doute, du seul grand propriétaire foncier juif de Russie (...). J'ai adhéré au mouvement révolutionnaire en 1896, à dix-sept ans. J'ai participé au deuxième congrès du parti. J'ai rejoint les mencheviks, ce qui m'a valu quinze ans de prison avec Lénine. En 1905, j'étais l'un des dirigeants de la première révolution russe. (...) Arrêté, jugé, condamné à l'exil à perpétuité en Sibirie, je me suis évadé et j'ai émigré. En 1917, après février, je suis rentré. J'ai pensé que je pourrais apprendre quelque chose de la révolution, mais il s'est trouvé qu'on manquait de professeurs, et ce fut finalement à moi d'enseigner la révolution. En août, j'ai rejoint le parti bolchevik. Au sixième congrès, j'ai été élu membre du comité central. (...) Après octobre, commissaire du peuple aux affaires étrangères (...), de profondes divergences m'ont opposé à Lénine sur des questions essentielles, théoriques et politiques, qu'il a baptisées mon « non-bolchevisme ». Des divergences plus profondes avec Staline et le parti devaient aboutir à mon expulsion du pays : ce aussi c'est vrai. Mon activité à l'étranger en

vue de la création de la Quatrième Internationale contre la Troisième, ce n'est pas de l'invention. Tout cela a existé. Je suis un soldat de la révolution mondiale et je me présente sans défaillir devant le tribunal des descendants.

Seulement, ce qui n'a pas existé et ne le pourra jamais, ce que je rejette avec mépris, ce sont

apparences d'un jugement, Staline !

Staline : On ne va pas s'embarrasser de considérations formalistes, d'arguments de la morale bourgeoise, lorsque l'on a affaire à une bande d'espions et d'assassins sans idéal qui ont depuis longtemps cessé d'être un courant politique dans la classe



les services secrets. Je n'ai eu aucun contact avec les services secrets sauf, pardon, un seul et unique... (un silence). Le 20 août 1940, chez moi, dans mon bureau, j'ai été mortellement blessé d'un coup de pistolet par un dénommé Jackson sous l'identité duquel agissait l'Espagnol Ramon Mercader. Le diabolique sentiment de vengeance triomphait.

Staline : Le châtiment n'est pas une vengeance, le châtiment est toujours juste. Nous, les bolcheviks, nous nous sommes toujours placés dans cette catégorie morale. En ce qui concerne notre camarade espagnol Ramon Mercader, son rôle était simple et clair : il a exécuté la sentence du tribunal prolétarien.

Trotski : Vous m'avez tué sans même vous soucier des

ouvriers. (Se tournant vers la salle) : Je ne me présente pas. Personne, ici, n'a oublié les étapes de ma carrière. L'étape principale, c'est que j'ai gagné la guerre, une guerre comme l'histoire de l'humanité n'en avait jamais connue. J'ai sauvé l'héritage léniniste, j'ai construit le socialisme. Je vous demande de partir de ce postulat.

« Cette idiotie que vous avez orchestrée »

Beaucoup plus avant dans la pièce, Staline et Lénine engageant un grand débat sur la démocratie et l'unité au sein du parti, Lénine se montre très critique à l'égard de Staline.

Staline : Mais vous minimisez mon rôle dans la lutte des années 20 ?

Lénine : Non. Lorsque vous avez mené une lutte éternelle pour l'héritage d'octobre, nous étions avec vous. Mais lorsque s'est cachée sous un amalgame de marxisme, ce ne sont pas seulement les vivants qui ont eu honte. Par exemple, cette idiotie que vous avez orchestrée...

Staline : Je vois à quel point vous faites allusion. J'ai supporté tout ce bêtise, tous ces aléas, car je savais quelle joie naïve cela apportait à notre peuple. Mais vous-même, vous n'avez pas à vous plaindre, votre nom a toujours été aimé et honoré, vos portraits sont restés accrochés, on vous a adoré...

Lénine : Il n'est pas de meilleur moyen pour tuer un homme politique que d'en faire une icône. Et, à propos d'amour, le conservateur du Kremlin, Vedenine, a découvert, en faisant l'inventaire, des tas de livres cachés sous des chiffons poussiéreux sous l'escalier. C'étaient les livres de ma bibliothèque. Sur votre ordre on a transformé mon appartement en bureaux et on s'est débarrassé des livres sous l'escalier.

Staline : Vous voulez en faire quoi, un musée ?

Lénine : En faire don à une bibliothèque eût été plus juste que sous l'escalier...

A la fin de la pièce tous les personnages sortent un à un pour laisser Lénine seul. Mais Staline ne sort pas. Lénine attend. La pause se prolonge. Staline ne sort pas, Lénine attend. Et lorsque la situation devient tout à fait insupportable, Staline ne tient plus et rompt le silence.

Staline : Je voudrais vous parler, m'expliquer.

Lénine (sursautant) : Nous n'avons rien à nous dire les deux, nous ne sommes que deux hommes de passion que d'habitude.

La scène se termine ainsi éloignée l'un de l'autre. On voudrait beaucoup que Staline sorte... mais il reste sur scène...

SYLVIE KAUFFMANN.

BELGIQUE : la crise politique

## M. Willy Claes, socialiste flamand, est chargé de « négocier » la formation d'une coalition de gouvernement

BRUXELLES  
de notre correspondant

M. Guy Spitaels, le président du Parti socialiste belge, chargé par le roi Baudouin d'une mission d'information en vue de former un nouveau gouvernement, a présenté, lundi 4 janvier, ses conclusions au souverain. Celui-ci a alors nommé un « négociateur », le socialiste flamand Willy Claes, pour tenter de dénouer l'écheveau politique complexe créé par le résultat serré des élections du 13 décembre. Pour sa part, M. Spitaels, dont le parti avait été le principal vainqueur du scrutin, préconise une alliance entre les socialistes et les sociaux-chrétiens.

« Cette solution, a-t-il déclaré, tient compte du sens du scrutin et serait à même d'assurer la majorité dans les deux régions du pays. » En effet, si les socialistes sont majoritaires en Wallonie, les sociaux-chrétiens restent, malgré leur défaite aux dernières élections, le parti le plus puissant en Flandre. Même s'il ne l'a pas dit ouvertement, M. Spitaels semble estimer que le poste de premier ministre pourrait de nouveau revenir aux sociaux-chrétiens flamands (CVP), le parti de M. Wilfried Martens, premier ministre démissionnaire.

En fait, beaucoup dépend encore de l'attitude que vont adopter les responsables du CVP. Transmis

par sa défaite du 13 décembre, ce parti paraît profondément divisé. Si certains préconisent une alliance avec les socialistes, d'autres penchent pour une coalition de centre droit avec les libéraux - qui ne disposent alors que d'une très courte majorité, soit une « tripartite » entre socialistes, sociaux-chrétiens et libéraux. Cette dernière solution semble, de l'avis unanime, difficilement viable, car elle pourrait déboucher sur de nouvelles élections.

Certains responsables du CVP considèrent aussi qu'une cure d'opposition ne serait pas forcément une mauvaise chose pour leur parti, qui a été au pouvoir en Belgique pratiquement sans interruption depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Si la mission d'information de M. Spitaels a permis d'éclaircir très légèrement la situation, celle-ci, on le voit, demeure complexe. D'où la décision du roi de désigner un « négociateur », prétexte à la nomination d'un « formateur », lui-même premier ministre potentiel. Ce négociateur, M. Willy Claes, âgé de quarante-neuf ans, apparaît comme un des responsables les plus modérés du Parti socialiste flamand. Ancien ministre de l'éducation nationale et des affaires économiques, il s'est déjà acquitté plusieurs fois dans le passé de cette tâche.

JOSE-ALAIN FRALON.

## Le « lundi perdu » des fonctionnaires...

BRUXELLES  
de notre correspondant

Peu traumatisés, c'est le moins que l'on puisse dire, par la crise politique que traverse leur pays, les fonctionnaires belges ont fêté, le 4 janvier, leur « lundi perdu » avec autant de ferveur et de passion que d'habitude. La tradition remonte, paraît-il, au Moyen Âge, époque où les artisans avaient le droit de travailler « pour eux » le premier lundi de l'année. Officiellement pourtant, la journée n'est pas considérée comme fériée.

Vers 11 heures du matin, les « employés », comme on les appelle ici, arrivent au bureau pour recevoir les vœux de leurs supérieurs. On boit l'apéritif et, grand seigneur, le directeur général prononce la formule rituelle : « ... Maintenant, allez boire un verre à notre santé ! » Aussitôt dit, aussitôt fait. Des milliers de fonctionnaires s'éloignent alors dans les rues de la capitale et, par groupes entiers, se précipitent dans les cafés et restaurants. En début d'après-midi s'ouvre dans la grande salle de la Madeleine le bal annuel, sans doute un des moins chers du genre puisque le droit d'entrée, après être resté longtemps à 50 francs belges (environ 8 francs français), ne dépasse pas maintenant 30 francs belges.

L'après-midi se prolonge au son du pasco-doble et du tango jusqu'à 22 heures, mais les fonctionnaires les plus zélés continueront jusqu'à tard dans la nuit de célébrer dans une union rare entre francophones et néerlandophones leur dévouement au ser-

vice public. « C'est le seul jour de l'année où je laisse le linge de ma pompe à bière à 15 heures pour ne le relever qu'à 3 heures du matin », commente un patron de bistrot, qui avoue avoir tout juste le temps de changer les fûts.

Mais les plus anciens estiment que les temps ont bien changé et que les « petits nouveaux » se sont singulièrement assagis. « Avant, raconte l'un d'entre eux, nous arrivions à 6 heures du matin au bureau et nous buvions... l'après-midi jusqu'à midi. Nous étions déjà complètement « sett ». Je ne vous dis pas dans quel état nous nous trouvions au petit matin... » Même remarque de Guy Lion, ancien manager des tournées de Jacques Brel, et organisateur du bal : « Il y a quelques années, j'étais obligé d'appeler plusieurs fois dans la journée des ambulanciers afin d'évacuer les personnes tombées en coma éthylique. »

Autre souvenir : vers 17 heures, les cabines téléphoniques étaient prises d'assaut par les employés désireux prévenir leurs familles qu'ils étaient « surchargés de travail et devaient rester plus longtemps au bureau. »

« Avant, conclut tristement un employé du ministère des finances, les tournées étaient si nombreuses qu'on ne parvenait même pas à finir nos verres. » Raison de cette diminution de la consommation : « Le ballon, monsieur, ce ballon dans lequel ils nous obligent à souffler ! » Et puis, aussi, la crise économique, évidemment. Cessez la politique...

J.-A. F.

## Nouvelle législation sur les soins psychiatriques

Un nouveau « statut sur les soins psychiatriques », prévoyant des garanties légales de recours en cas d'internement forcé, a été adopté par le présidium du Soviet suprême de l'URSS, a annoncé lundi 4 janvier l'agence soviétique Tass, sans préciser la date à laquelle cette décision a été prise. Cette annonce fait suite à une série d'articles parus ces derniers mois dans la presse soviétique pour dénoncer les abus dans les internements en psychiatrie, qui avaient valu à l'URSS d'être exclue du Congrès mondial des psychiatres, qu'elle cherche aujourd'hui à réintégrer.

Ce nouveau statut devrait mettre un terme à l'existence des « hôpitaux psychiatriques spéciaux », sous tutelle du ministère de l'intérieur, où étaient souvent emprisonnés des personnes condamnées pour des raisons politiques. L'agence soviétique ne fait pas explicitement état de ces « hôpitaux spéciaux », mais souligne que le nouveau statut prévoit « le traitement obligatoire des malades mentaux ayant commis des actes criminels dans des hôpitaux psychiatriques dépendant des services de santé ».

Tass indique aussi qu'« une législation sera élaborée » pour définir les conditions du premier examen psychiatrique et les hospitalisations d'urgence. L'agence ajoute que « les malades, leur famille ou leur représentant légal pourront porter plainte contre la décision prise par un chef psychiatrique ou une commission ».

19, av. Victor Hugo - 16<sup>e</sup>

SOLDES D'HIVER

Barnett

Chemiste-Habilleur

Manteau 65 % Cashmere 2490 F 1890 F

COSTUME 21 % Polyester 1250 F 1090 F

BLAZER 21 % Polyester 1390 F 890 F

Veste Homme Tricot 1490 F 1290 F

WIPER 2000, 2000, 2200 F 1490 F

Chemises, pulls, chemises, gilets, etc.

Offre spéciale :

COUVERTURE LÉGERE INOUSTRIELLE

Purs Laine Polaire 2000 F

TCHÉCOSLOVAQUIE

## « Rude Pravo » refute toute comparaison entre les réformes de 1968 et la « perestroïka »

VIENNE  
de notre correspondant

Dans un éditorial destiné à marquer le vingtième anniversaire de la session du comité central du Parti communiste tchécoslovaque du 4 janvier 1968, qui avait vu l'avènement d'Alexandre Dubcek et qui est considérée comme le point de départ du « printemps de Prague », l'organe du PCT, Rude Pravo, a qualifié, lundi 4 janvier, de « mensonge outrageux, honteux et peu convaincant » toute comparaison entre les objectifs des réformes de 1968 et ceux de la « perestroïka ».

Rude Pravo rappelle la thèse officielle selon laquelle les réformes adoptées lors de la session de janvier

avaient été utilisées par « les forces de droite », afin de « trahir les bases du socialisme dans le pays ».

Estimant que la Tchécoslovaquie se trouvait en 1968 « au bord de la contre-révolution », l'organe du PCT a de nouveau justifié l'intervention soviétique qui a mis fin au « printemps de Prague », et pour couper court à toute spéculation sur une éventuelle réhabilitation des dirigeants de cette époque, Rude Pravo ajoute que « la tentative de tous ceux dont les plans politiques ont échoué en 1968 de profiter de la reconstruction en vue de préparer leur retour politique et d'obtenir leur réhabilitation n'est que l'expression d'une conception grossièrement déformée de la reconstruction et une tentative de pour-

voir une politique qui a échoué il y a vingt ans ».

Evocant le « programme de changement » adopté par le dernier plénum du comité central en décembre 1987, Rude Pravo précise que « l'essence des changements qui seront réalisés sous la direction du Parti communiste consiste dans une réforme économique, des changements fondamentaux dans le système de gestion, l'approfondissement de la démocratie socialiste, la transition d'une gestion dominée par des considérations d'ordre administratif vers une gestion dominée par des considérations d'ordre économique et l'élimination des vieilles pratiques et stéréotypes dans la pensée et l'action ».

W. B.

## Afrique

Le premier ministre britannique en visite au Kenya et au Nigéria

Les retrouvailles africaines de M<sup>me</sup> Thatcher

M<sup>me</sup> Thatcher est arrivée, le lundi 4 janvier, à Nairobi, première étape d'une tournée de cinq jours au Kenya et au Nigéria. Sa précédente visite en Afrique remonte à 1979, année de son accession au pouvoir : elle avait participé au sommet du Commonwealth qui devait conduire, l'année suivante, à l'indépendance du Zimbabwe, ancienne Rhodésie.

Peut-être parce qu'elle a moins de raisons de se soucier des anciennes colonies qui utilisent sa langue, la Grande-Bretagne n'a pas une politique africaine comparable à celle de la France. Les sommets du Commonwealth réunissent des États de tous les continents : des réunions du type du sommet franco-africain, qui a lieu tous les ans depuis 1973, n'ont pas d'équivalent britannique. De même n'existe-t-il pas à Londres de « cellules africaines » comparables à celles de l'Elysée et de Matignon, et

les voyages officiels entre le continent noir et les bords de la Tamise n'ont-ils pas le caractère incessant des échanges de bons procédés entre francophones.

Le Times de Londres citait lundi un porte-parole du président nigérian Babangida : « M<sup>me</sup> Thatcher a mis huit ans pour revenir en Afrique. Combien de voyages par an y effectuent le président et le premier ministre français ? » Tout en étant prompts, comme les francophones, à dénoncer le néocolonialisme, les Africains anglophones sont parfois dépités de constater que l'intérêt de l'ancienne puissance tutélaire se porte davantage sur l'Asie, notamment l'Inde.

Il était prévisible que le tapis rouge soit d'abord déployé à Nairobi. Comme l'Inde, le Kenya reste cher au cœur des Britanniques. Le pays des salaris demeure une destination prisée par les aïeules royales, et il est considéré comme un des

rars partenaires encore présentables sur le plan démocratique. Pendant la première décennie des indépendances, l'Afrique anglophone passait pour plus respectueuse des valeurs et des traditions empruntées au colonialisme. Cela est moins vrai aujourd'hui. Une série de putschs a mis à bas les régimes civils et, globalement, sur le plan de la misère et des folies sanguinaires, l'Afrique francophone n'est pas pire que l'anglophone, l'histoire récente de l'Ouganda en témoigne.

## Les sanctions contre Pretoria

Le Kenya lui-même perd peu à peu son ancien vernis démocratique. Le pouvoir supporte, de plus en plus mal les critiques des correspondants de presse britanniques au sujet des atteintes aux droits de l'homme. Le jour de l'arrivée de M<sup>me</sup> Thatcher, le quotidien du parti unique publiait

en première page une diatribe d'un ministre contre la BBC, accusée de chercher à créer une « intimité » entre le Kenya et l'Ouganda.

La tentative d'entraînement d'un opposant réfugié à Londres, l'ancien ministre Umaru Dikko, avait passablement envenimé les relations entre la Grande-Bretagne et le Nigéria en juillet 1984. Au 10 Downing Street, on souligne que cette affaire « appartient au passé ». Pas plus au Nigéria qu'au Kenya, la « dame de fer » ne veut embarrasser ses hôtes dans ce domaine. D'une façon générale, les autorités britanniques laissent à la presse la responsabilité des commentaires sur les atteintes au droit de l'homme. En mars 1987, à l'occasion d'une visite du président Arap Moi à Londres, la Foreign Office avait jugé « plutôt bon » le bilan du régime kenyan, objet à l'époque des critiques d'Amnesty International.

En revanche, M<sup>me</sup> Thatcher ne paraît pas disposée à faire de conces-

sions aux bons usages diplomatiques sur la question des sanctions contre l'Afrique du Sud, réclamées par le Kenya et, sur un ton encore plus pressant, par le Nigéria. Elle avait clairement indiqué son opposition à de telles sanctions lors du dernier sommet du Commonwealth. Dans une interview donnée à la presse britannique à l'occasion de son voyage, elle a dénié à des hommes « installés dans des hôtels de luxe » le droit de « décider combien de gens mourront de faim en Afrique du Sud » en réclamant des mesures propres à paralyser l'économie de ce pays.

L'existence de l'Apartheid dans un pays qui demeure la « bonne Afrique » aux yeux de nombre de ses citoyens constitue un problème délicat pour la Grande-Bretagne. Elle est encore plus préoccupée par ce dossier que la France, et c'est une des raisons pour lesquelles elle a adopté un profil relativement bas sur la question.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



## Amériques

ETATS-UNIS : le financement des candidatures

### L'attribution des fonds publics marque le véritable début de la campagne électorale

WASHINGTON  
de notre correspondant

Cette fois, c'est parti pour de bon : après une interminable « pré-campagne » qui a occupé presque toute l'année 1987, la vraie course à l'investiture pour l'élection présidentielle est lancée, avec, pour douze des treize candidats, quelques dizaines de dollars en guise de *starting blocks*.

Lundi 4 janvier, en effet, l'argent public, qui doit aider les postulants à financer leur campagne, est arrivé, et tous les candidats, à l'exception du pasteur Jesse Jackson qui n'a pas encore déposé les formulaires requis, ont commencé à recevoir des fonds fédéraux.

Depuis 1976 — en fait depuis les efforts de « moralisation » de l'après-Watergate — le financement des campagnes électorales est assez strictement réglementé, mais, en échange, les candidats reçoivent une aide qui varie selon leur propre poids financier, ou, plus exactement, selon le nombre de « petites » contributions (moins de 250 dollars) qu'ils ont déjà recueillies, par leurs propres efforts, auprès du public.

M. Michael Dukakis, qui l'emporte haut la main, grâce notamment aux contributions apportées par la communauté grecque américaine : il touchera, dans un premier temps, 2,5 millions de dollars.

#### Ballon d'oxygène

Pour certains, ces sommes seront les bienvenues pour arroser un trésor de guerre toujours insuffisant, tant les campagnes sont devenues dispendieuses. Pour d'autres, endettés jusqu'au cou, ou confinés aux sous-sols des sondages, c'est, au mieux, un ballon d'oxygène, au pis, le moyen de limiter les dégâts et d'apurer quelques dettes avant de former boutique. Mais il y a aussi une troisième catégorie : les représentants, à vrai dire, par un seul candidat, le « télévangéliste » républicain, M. Pat Robertson, qui s'est longuement interrogé sur l'opportunité d'accepter les fonds fédéraux, avant de finir par se faire une douce violence et de recevoir 4,5 millions de dollars.

M. Robertson a, en effet, déjà collecté tant d'argent auprès de ses partisans qu'il aurait pu choisir de s'en satisfaire, et d'utiliser cet argent comme il le jugerait bon — notamment en « mettant le paquet » sur les États où se tiendront les premières primaires, à la mi-février.

En revanche un candidat qui reçoit de l'argent public doit se soumettre à des règles assez contraignantes : ne pas consacrer toutes ses dépenses sur un ou deux États, et surtout rendre compte, publiquement, de l'utilisation de tous les fonds, publics et privés, dont il dispose. Après avoir satisfait aux conditions initiales, il reçoit alors autant d'argent que la commission électorale

que ce qu'il a collecté en contributions de 250 dollars ou moins.

Les dons privés peuvent dépasser cette somme, mais seulement jusqu'à un plafond de 1 000 dollars par citoyen américain, dûment identifié, pour les primaires, et autant pour l'élection proprement dite. Il y a parfois des tricheries (en 1980, tous les cuisiniers chinois et le personnel d'un grand restaurant de New-York étaient censés avoir versé des contributions à la campagne de Jimmy Carter), mais les contrôles sont en principe stricts, et les candidats doivent toujours être en mesure de rendre des comptes. Ce qui n'est pas seulement un problème d'honnêteté, mais d'organisation et de bonne gestion des « petites chèques », qui doivent être soigneusement vérifiées, éventuellement photocopiées pour qu'un double puisse être transmis à la commission des élections.

Mais tout cela demande du temps. Pour certains, hautement organisés comme M.M. Bush ou Dukakis, l'affaire est réglée comme du papier à musique. Mais d'autres, comme le pasteur Jackson — en retard dans ses formalités — ou Gary Hart, le candidat qui n'en était plus à mais l'est redevenu, s'en tirent moins facilement. Ainsi, M. Hart, qui serait en principe en position de demander 1 million de dollars, (le Monde des 27 et 28 décembre) n'a pu jusqu'à présent recevoir que dix fois moins. La commission des élections d'autre part décide que cet argent ne pourra être utilisé pour payer les dettes accumulées par l'ex-sénateur du Colorado pendant sa campagne de 1984. Ce qui est une excellente nouvelle pour un homme qui s'intéresse beaucoup plus à son avenir qu'à son passé, mais a mis en rage des créanciers aux idées plus étroites.

JAN KRAUZE.

## Proche-Orient

ISRAËL : l'agitation dans les territoires occupés

### Jérusalem s'inquiète de la dégradation de ses relations avec Le Caire

Les pays arabes ont demandé lundi 4 janvier une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies à la suite de l'ordre de harcèlement lancé par les autorités israéliennes à l'encontre de neuf Palestiniens des territoires occupés. D'autre part, la réunion du comité Al Qods (Jérusalem) de l'Organisation de la conférence islamique, qui devait s'ouvrir lundi soir à Irbane, au Maroc, et être essentiellement consacrée à la situation dans les territoires occupés, a été reportée ; le roi Hassan II, qui en est le président, étant souffrant.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Les autorités s'y attendaient : l'agitation a repris lundi 4 janvier en Cisjordanie, au lendemain de la mort d'une Palestinienne, dans le village de Ram, au nord de Jérusalem. Les jeunes de la localité ont affronté l'armée à coups de pierres, après avoir dressé des barrières de pneus enflammés sur les routes alentour. Ailleurs, dans les villes jumelles de Ramallah, et El-Birah, comme dans la partie arabe de Jérusalem, de nombreux commerçants observaient une grève de protestation. Enfin, le couvre-feu a été maintenu dans plusieurs camps de réfugiés. Ces divers événements n'ont cependant pas pris d'ampleur, et l'armée a annoncé un allègement de ses effectifs dans les territoires occupés, cependant qu'une cinquantaine de jeunes Palestiniens étaient à nouveau libérés dans la journée de lundi.

Au-delà de cette agitation sporadique, le gouvernement paraît préoccupé par la dégradation accrue des relations israélo-égyptiennes. Pour nombre d'observateurs à Jérusalem, il ne fait pas de doute que les événements dans les territoires occupés ont fourni des arguments inopérants aux opposants égyptiens

au président Moubarak et à tous ceux qui, en Egypte, combattent l'accord de paix israélo-égyptien. L'éditorialiste du quotidien *Al-Hamishmar* (gauche démocratique) rappelle le lien établi à Camp David et trop souvent oublié entre la question palestinienne et les relations israélo-égyptiennes : « La partie des accords qui lie expressément la paix avec l'Egypte à la résolution de la question palestinienne n'était pas simplement formelle. Les récents incidents prouvent que les deux ne peuvent être dissociés. »

A en croire un entretien accordé à la presse du Golfe par M. Osama Al-Baz, conseiller du président Moubarak, l'Egypte, au cours de ces dernières semaines, aurait refusé de recevoir un émissaire israélien pour discuter de la situation dans les territoires occupés. M. Al-Baz a toutefois souligné que son pays n'entendait pas rompre ses relations avec Israël ni même réduire le niveau de sa représentation diplomatique. Et ce, a-t-il dit, afin de maintenir une « liaison » avec Israël ainsi qu'un « moyen de pression pour dissuader ce pays de poursuivre la politique qu'il mène dans les territoires occupés ».

#### M. Shamir et les expulsions

Il reste que les mesures de bannissement décidées par Israël à l'encontre de neuf Palestiniens et vivement critiquées en Egypte, n'ont pas amélioré le climat entre les deux pays. Alors que M. Moubarak avait demandé à Jérusalem de renoncer à

ces sanctions, le premier ministre, M. Shamir, s'est efforcé, lundi, de les justifier. « On ne peut pas laisser passer plusieurs années en prison et, une fois libérés, on continue à inciter à des actions violentes », a-t-il dit, ajoutant : « Les expulsions sont la seule méthode efficace que nous puissions utiliser. »

Les avocats des neuf prévenus ont annoncé, mardi, que tous allaient interjeter appel de la décision prise à leur encontre. Une commission militaire devrait ainsi se prononcer dans les jours à venir sur les arrêts de bannissement. Si elle les confirme, les avocats ont indiqué qu'ils saisiraient alors la Cour suprême. Celle-ci ne se prononce pas sur le fond ; elle ne juge que la légalité de la procédure, mais prend en général plusieurs mois avant de rendre son jugement.

Le premier ministre a encore estimé que la récente vague de violence dans les territoires « n'avait pas créé une situation nouvelle ». Il a observé : « Les Arabes de Cisjordanie et de Gaza ne veulent pas vivre sous l'administration israélienne, et de son côté, Israël ne peut pas vivre à l'intérieur des frontières de 1967 ; nous devons donc trouver une solution pour vivre ensemble. » Pour M. Shamir, cette solution passe par la relance des négociations sur l'autonomie dans les territoires occupés, et il a renouvelé ses appels à tous les projets de réunir une conférence internationale ; ce serait, a-t-il dit, « un suicide pour Israël ».

ALAIN FRACHON.

#### Un ministre britannique en visite à Gaza

« Les conditions d'existence ici sont un affront aux valeurs de la civilisation »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Ce n'est pas dans les habituels du Foreign Office, où l'on pratique plus volontiers l'euphémisme, mais, cette fois, M. David Mellor, ministre adjoint au Foreign Office, avait laissé à Londres toute réserve diplomatique. En visite, lundi 4 janvier, à Gaza, il a confié à une escouade de journalistes britanniques l'accompagnement dans les camps de réfugiés qu'il avait été « particulièrement ému » par ce qu'il avait vu. « Les conditions d'existence ici », a-t-il notamment déclaré à la BBC, « sont un affront aux valeurs de la civilisation. Il est étonnant qu'il y ait quelques kilomètres plus haut, sur la côte (en Israël), ce soit la prospérité alors que dans les camps de Gaza, ce soit la misère. »

Sur le même ton, M. Mellor, qui doit en principe être reçu dans les jours à venir par les autorités israéliennes, a ajouté : « Il faut faire quelque chose. Le gouvernement israélien ne peut échapper à ses responsabilités à l'égard de cette population. Compte tenu des conditions d'existence dans ces camps, il

est honteux que l'argent [des impôts] puisse quitter ce territoire pour aller dans les caisses israéliennes alors que rien n'est investi ici. » M. Mellor fait allusion au fait, souligné par le sociologue israélien Meron Benvenisti — qu'Israël retire plus en impôts des territoires qu'il n'y consacrerait d'investissements publics.

Dans le camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord de Gaza, le ministre britannique s'en est publiquement plaint à un officier israélien qui voulait arrêter un garçon de quatorze ans soupçonné d'avoir lancé des pierres : « Colonel, je n'ai pas vu que des pierres étaient lancées, vous devriez en tenir compte ; ce n'est pas bien, pas bien du tout. »

Commentaire mardi du *Jerusalem Post* : « Le prochain ministre israélien qui se rend en visite officielle à Londres devra d'abord faire une tournée en Irlande du Nord (...), et là, devant la télévision israélienne, rencontrer un père catholique dont le fils vient juste d'être arrêté, puis s'adresser alors à un officier des Forces spéciales israéliennes et lui dire à son tour : « Ce n'est pas bien, pas bien du tout. »

AL. FR.

## Diplomatie

La fin de l'Assemblée générale de l'ONU

### Le ton a changé, la crise financière persiste...

NEW-YORK  
de notre correspondant

Après trois mois de réunions souvent longues et fastidieuses, la quarante-deuxième Assemblée générale a pris fin, le 3 janvier, à la fin de la première partie de ses travaux, lors des derniers jours de l'année, après avoir adopté près de deux cents résolutions. Ces résolutions reprennent, pour la plupart, des thèmes déjà débattus depuis plusieurs années, voire des décennies, n'introduisant que de rares nouveautés et confirmant que, malgré plusieurs récentes tentatives de renouveau, la vie internationale reste une idée mais pauvre en moyens d'action, les Nations unies demeurent un endroit où les gouvernements préfèrent s'écouter, à défaut de s'entendre. Présidé par M. Peter Florin (RDA) — qui s'exprimait en russe et donnait du « camarade » à tous les orateurs plus ou moins proches de la famille marxiste —, les travaux n'ont pas comblé ceux qui estiment impossible une réforme véritable de « plus grand Parlement du monde ».

#### La contribution américaine

L'année 1987 aura sans doute marqué un recul des espoirs en tous genres, à commencer par celui d'une meilleure entente Nord-Sud, créée pourtant dans une enthousiasme débordant par les deux Assemblées antérieures. L'Assemblée a adopté le budget biennal, malgré l'opposition d'Israël et l'abstention des États-Unis, de l'Australie et du Japon, renvoyant aux calendes grecques le principe du consensus, célébré pourtant il n'y a pas si longtemps encore comme une période diplomatique que sans équivalent. D'un montant de 1,77 milliard de dollars, le budget prévoit, pour les deux années à venir, une activité à tel point similaire à celle qui avait provoqué les critiques occidentales que seul l'œil très exercé d'un expert pourrait y déceler un quelconque signe de changement.

Certes, le tiers-monde, notamment l'Afrique noire, continue de croire que les positions dominantes du monde industrialisé doivent être sans cesse contestées par une approche politique de l'ensemble des actes qui constituent la vie quotidienne

d'une organisation internationale. Néanmoins, les États-Unis, dont les menaces auraient pu être salutaires, ont manqué le virage nécessaire au moment où le tiers-monde esquissait le sien : ne sachant pas comment finir la guerre, le Congrès américain n'a pas compris qu'un changement de ton des témoins d'Afrique et d'Asie, il convenait de répondre en établissant la contribution budgétaire dans son montant légal. Pour la deuxième année consécutive, et malgré l'opposition du département d'État, le Congrès n'accorde à l'ONU qu'une partie des sommes dues, et Washington reste redevable d'environ 300 millions de dollars. « Si la contribution américaine n'est pas réglée rapidement, les chances de l'ONU seront vides à la fin du mois d'avril 1988 », annonce le secrétaire général. Pourtant, dans un geste sans précédent, soucieux de donner corps au soutien théorique accordé par M. Gorbatchev au « Parlement des peuples », l'Union soviétique a réglé, rubis sur l'ongle, plus de 200 millions de dollars d'arriérés accumulés depuis 1945. Rien n'y fit.

Si l'humeur du Congrès n'a pas évolué, l'Union soviétique a dû, pour sa part, avaler des couleurs de taille respectable. Violamment critiqué et condamné pour sa présence militaire en Afghanistan et pour son appui au régime proviétarien au Cambodge, Moscou a même dû replier son grand « plan pour la paix et la sécurité internationale ». Suprême désaveu : la résolution sur la sécurité a été torpillée non pas tant par l'Occident que par le tiers-monde, dont soixante-trois représentants ont préféré l'abstention.

CHARLES LESCAUT.

## Le Monde

Mercredi 6 janvier sur minitel à 16 heures

### PROF : UN MÉTIER D'AVENIR ?

Posez vos questions à J.-M. Croissandeau  
rédacteur en chef du « Monde de l'Éducation »  
36.15 TAPEZ LEMONDE puis DEBAT

## la crise politique

### socialiste flamand

#### « négocier » la formation de gouvernement

par la défaite de 13 députés, le parti socialiste flamand (SP) a été contraint de renoncer à son rôle de pivot dans la coalition gouvernementale. Cette déroute électorale a ouvert la voie à une nouvelle configuration politique, marquée par la prise de pouvoir du parti libéral (Vlaams Blok) et du parti chrétien (Christen-Enkel).

## des fonctionnaires

### « perdu »

vice-président, « C'est le seul de l'armée qui ne fasse pas partie de la pompe à buse à 150 pour ne le renvoyer qu'à 20 de buse, qui a été renvoyé à la buse, qui a été renvoyé à la buse, qui a été renvoyé à la buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

« Mais les plus anciens sont ceux qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse, qui ont le plus de buse... »

### salons en cuir, copies

d'acheter et d'acquiescer sont le plus souvent vendus 3 fois leur prix d'achat, pas étonnant qu'en ces heures noires et notre formule de dépôt vous les trouve à 40 % moins chers dans les 3000 m<sup>2</sup> d'exposition du dépôt-vente de Paris, 81, rue de Lagny (20) - Tél. : 43-72-13-91 - M<sup>me</sup> Paris-Pas-Cher - Sélectionné par « PARIS PAS CHER »

JEAN DE LA SERIE

سكنا من الاصل



سكنا من الامم

## Proche-Orient

### Le conflit du Golfe

#### La tournée régionale du secrétaire américain à la défense

Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, est arrivé lundi 4 janvier au Koweït, première étape d'une tournée de près d'une semaine dans le Golfe, au cours de laquelle il doit également se rendre en Arabie saoudite, à Bahreïn et à Oman. L'examen de « toutes les formules susceptibles d'assurer la liberté de navigation » sera au centre de ses entretiens, indique-t-on de sources officielles dans la région, où l'on souligne que les navires de commerce non escortés, traitant avec les pays arabes du Golfe, sont plus que jamais la cible des attaques iraniennes en dépit de la présence massive de la flotte américaine.

On s'est toutefois refusé, de mêmes sources, à préciser si l'éventualité d'un renforcement de la flotte américaine ou de l'extension de sa protection à des bâtiments non américains sera examinée lors des entretiens de M. Carlucci, notamment avec l'émir Jaber du Koweït et le roi Fahd d'Arabie saoudite. « Toutes les options seront examinées », s'est borné à déclarer à ce sujet un haut responsable de la région, en s'abstenant de commenter la tendance qui commence à se dessiner dans le Golfe en faveur d'une force navale dépendant des Nations unies.

A New-York, le représentant britannique à l'ONU, Sir Crispin Tickell, qui assume en janvier la présidence du Conseil de sécurité, a entamé lundi une série de consultations bilatérales pour envisager de nouvelles initiatives dans le conflit Iran-Irak. A la veille de

Noël, les membres du Conseil avaient réitéré leur appel à la paix à l'Iran et à l'Irak et manifesté leur détermination à recourir, si nécessaire, « à de nouvelles mesures » pour mettre un terme au conflit. C'était là une allusion indirecte à la mise en œuvre éventuelle d'un embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran au cas où les dirigeants de Téhéran continueraient à maintenir leur intransigeance.

#### Un « réseau clandestin » démantelé à Bahreïn

Par ailleurs, les services de sécurité bahreïnais ont récemment démantelé un « réseau clandestin » de trois personnes de nationalité britannique qui se préparaient à commettre « des actes de sabotage » contre des installations économiques et des services publics, a annoncé lundi un porte-parole du ministère bahreïnais de l'intérieur. Les inculpés ont fait des aveux complets devant le juge d'instruction, et tous les documents relatifs à cette affaire ont été saisis, a-t-on ajouté de même source.

Aucune précision n'a été donnée sur la date et les circonstances de ces arrestations, ni sur l'identité des personnes arrêtées. L'un des trois accusés a avoué avoir reçu un entraînement « dans un camp d'entraînement militaire à l'étranger », alors que les deux autres ont reconnu lui avoir apporté leur aide, a ajouté le porte-parole, qui a précisé que les trois accusés passeraient bientôt en jugement. — (AFP.)

### RFA : le procès d'Abbas Ali Hamadei

#### Les ravisseurs de M. Rudolf Cordes menacent Bonn de représailles

A la veille de l'ouverture, mardi 5 janvier, à Düsseldorf, du procès d'Abbas Ali Hamadei, accusé de complicité dans l'enlèvement de deux ressortissants ouest-allemands à Beyrouth et de détention d'explosifs, les ravisseurs du dernier des deux otages allemands, M. Rudolf Cordes, ont publié, lundi 4 janvier, un communiqué liant le sort de l'inculpé à celui de M. Cordes. « Ils [le gouvernement ouest-allemand] doivent nécessairement faire attention à ce qu'ils font. Ce sont eux qui devront en assumer les conséquences, car

#### BONN de notre correspondant

Le cas est unique dans les annales de la justice occidentale : mardi s'ouvrira devant la cour criminelle du tribunal de Düsseldorf le procès d'un homme accusé de prise d'otage, alors que l'un d'entre eux, l'ingénieur ouest-allemand Rudolf Cordes, est toujours détenu au Liban par ses ravisseurs, des extrémistes chiites. Abbas Ali Hamadei, vingt-neuf ans, possesseur de la double nationalité libanaise et ouest-allemande, avait été arrêté le 20 janvier 1987 à l'aéroport de Francfort, alors qu'il regagnait son lieu de résidence habituel, à Merzig, en Sarre, venant de Beyrouth. Quelques jours avant, le 13 janvier, son frère Mohamed avait été interpellé au même endroit, lui aussi en provenance du Liban. Il transportait douze litres d'explosif liquide dans ses bagages.

Le parquet fédéral est aujourd'hui persuadé qu'Abbas Ali Hamadei a participé, avec un autre de ses frères vivant à Beyrouth, Abdel Hadi Hamadei, à l'enlèvement, le 17 janvier 1987, du direc-

teur de la filiale libanaise de Hoechst, Alfred Schmidt, et le 21 janvier, à celui de Rudolf Cordes, travaillant au Liban pour le compte de la société Siemens. Alfred Schmidt a été libéré par ses ravisseurs le 7 septembre dernier. La presse ouest-allemande avait évoqué l'hypothèse d'une forte rançon versée par la firme Hoechst à l'occasion de cette libération.

Quelques jours après les enlèvements, le gouvernement ouest-allemand recevait une lettre accompagnée des photos des otages menaçant d'exécuter ces derniers si Mohammed Hamadei était extradé vers les États-Unis. La justice américaine le soupçonne, en effet, d'avoir participé, le 14 juin 1986, au détournement sur Beyrouth d'un avion de la TWA au cours duquel un militaire américain avait été assassiné. Mohammed Hamadei est toujours détenu à Francfort, dans l'attente de son procès.

#### La plus grande discrétion

Tout au long de cette affaire, le gouvernement de Bonn a agi avec la plus grande discrétion. L'embargo le plus strict a été maintenu sur les

informations relatives aux négociations concernant les otages. L'opposition social-démocrate a été tenue au courant de l'évolution de la situation dans le cadre des réunions du « cabinet de crise », comme cela s'était passé au plus fort de la vague terroriste de la Fraction armée rouge en 1977. Dans le même temps, la diplomatie ouest-allemande multipliait les gestes de bonne volonté envers Téhéran, ce qui n'a pas été sans créer quelques malentendus entre Paris et Bonn. Le gouvernement français n'avait pas apprécié le « tapis rouge » déroulé au mois de juillet 1987 en l'honneur du ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, au moment même où Paris rompait ses relations diplomatiques avec Téhéran à la suite du refus de Wahid Gerdji de se présenter devant le juge d'instruction français.

Le procès d'Abbas Ali Hamadei est prévu pour durer jusqu'à la mi-février. L'audition de soixante-neuf témoins et de quatre experts a été jugée nécessaire à l'établissement de la vérité. Des précautions policières exceptionnelles ont été prises pour protéger le tribunal.

LUC ROSENZWEIG.

### Le Parti socialiste et l'expulsion des réfugiés politiques iraniens

M. Georges Sarre, secrétaire national du PS, a rendu visite, lundi, aux grévistes de la faim iraniens qui protestent contre l'expulsion de réfugiés politiques. Les grévistes, proches parents des quatorze iraniens et des trois nationalistes kurdes originaires de Turquie expulsés de France vers le Gabon, début décembre, observent une grève de la faim depuis vingt-huit jours devant le siège du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, à Neuilly. Depuis le début de leur mouvement, plusieurs d'entre eux ont reçu des soins médicaux à la suite de malaises.

« En expulsant des réfugiés iraniens à qui la France avait accordé l'asile politique, le gouvernement a violé une règle fondamentale de la République et a commis une faute contre l'honneur », a déclaré M. Sarre, qui était accompagné d'une délégation d'élus socialistes de Paris. « Tout homme persécuté pour son action en faveur de la liberté trouve asile sur le territoire de la République, au terme de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. En contrevenant à cet engagement de la France, le gouvernement et le ministre de l'Intérieur ont trahi la parole donnée pour satisfaire un marchandage. Le cynisme a ses limites. Le droit d'asile n'est pas à la discrétion d'un ministre. Il engage le pays. Il ne saurait être bafoué pour satisfaire la victoire de l'imam Khomeiny », a ajouté M. Sarre, demandant au gouvernement de « rapporter ces mesures iniques qui ternissent l'image et la réputation de la France dans le monde ».

### Seule République marxiste du monde arabe

## Le Yémen du Sud en équilibre fragile...

(Suite de la première page.)

Ce qui fait dire à certains que le culte de la personnalité tant haïni qui avait entouré l'ancien président Ali Nasser a été remplacé par le « culte des morts » qui « frappe de paralysie la politique du nouveau régime ».

En réalité derrière les portraits des quatre « chers disparus » se dissimule une direction collective groupant les différentes tendances de la coalition hétéroclite, laquelle s'était constituée au cours de la lutte contre le pouvoir personnel du président déchu. Infirmant les prévisions les plus pessimistes, le nouveau régime a su mettre une sourdine à ses dissensions internes. Ainsi fut évité un grave conflit de pouvoir supplémentaire qui aurait fait voler en éclats une république fragilisée.

Le mérite en revient en grande partie au nouveau secrétaire général du parti, Salem Ali El Beidh. Bien que dépourvu de charisme, ce dernier a su, grâce à ses qualités de médiateur, neutraliser les rivalités personnelles et concilier les divergences idéologiques entre les « pragmatistes », qui ont une « vision réaliste des choses », et les « doctrinaires » qui souhaitent imposer au régime une orientation franchement axée sur les thèses du socialisme scientifique prôné par le parti.

#### Le compromis entre « modérés » et « radicaux »

Ce dernier est le grand vainqueur de l'affrontement de janvier 1986. Il demeure la plus haute autorité du pays, celle dont « la voix ne peut être recouverte par nulle autre voix », ainsi que le proclament les innombrables inscriptions qui ont fleuri à travers tout le pays. La conférence générale du parti, qui s'est tenue en juin 1987, a en quelque sorte institutionnalisé le nouveau consensus fondé sur un esprit de compromis mutuel. Bien que

contestés, les « modérés » emmenés par le président Haydar El Attas n'ont pas été attaqués de front par les « radicaux » et ont, grosso modo, conservé leurs postes au sein du bureau politique dont la composition n'a pratiquement pas été modifiée.

Il n'empêche que, lentement mais sûrement, les « fatalistes » — les héritiers d'Abdel Fattah Ismail, l'idéologue du parti et sa grande figure charismatique — ont marqué des points dans la lutte pour le pouvoir qui se poursuit quand même à fleur de mouche. D'ores et déjà, ils contrôlent la plupart des postes-clés du parti, de l'armée et des différentes institutions de l'Etat.

#### La prédominance des « fatalistes »

Ils préparent la relève de la « vieille garde » compromise dans les combats de janvier 1986. Les vingt-cinq nouveaux suppléants, promus au comité central du parti par la conférence de juin dernier, sont pour la plupart de jeunes cadres appartenant de près ou de loin à la mouvance « fataliste ».

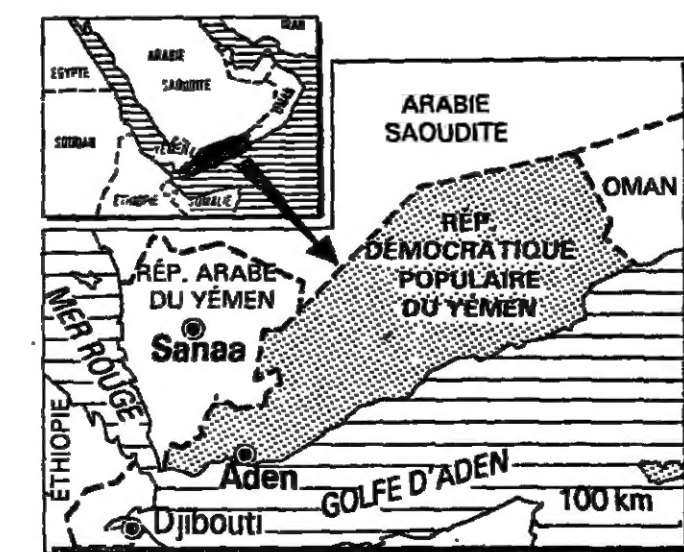
La prédominance des « fatalistes » à la tête du parti explique le durcissement idéologique qui s'est manifesté lors de la conférence avec l'adoption d'un document « analysant et critiquant l'expérience révolutionnaire au Yémen du Sud ». Loin de constituer une autocritique, ce texte n'est qu'une tentative maladroite de réécriture de l'histoire du mouvement révolutionnaire en justifiant « a posteriori » les thèses des « idéologues ».

Il passe totalement sous silence les erreurs commises par Abdel Fattah Ismail, qui lui avaient valu en 1980 cinq années d'exil à Moscou. Il rejette l'entière responsabilité des échecs du parti sur les « opportunistes de gauche et de droite », en l'occurrence Salmine, cette autre grande figure de la révolution, exé-

cuté en juillet 1978 à la suite d'une sombre conspiration contre l'Etat dont il était le chef, et l'ancien président de la situation économique du Yémen du Nord depuis janvier 1986.

#### La dégradation de la situation économique

La pureté doctrinale est ainsi maintenue même si elle n'est pas toujours mise en application face aux nécessités de la gestion quotidienne des affaires de l'Etat qui, quant à elle, demeure « pragmatique ».



que ». Exemple : la politique d'ouverture de M. Ali Nasser vers les pays arabes modérés et vers l'Occident n'a pas été remise en question, mais simplement « recentrée ». D'où un certain resserrement des rapports avec les pays de l'Est, partenaires privilégiés d'Aden.

Les absents ont toujours tort et l'ancien chef de l'Etat ne fait plus peur.

Le calme le plus total dans lequel se sont déroulées en novembre les cérémonies du vingtième anniversaire de l'indépendance et l'absence de dispositif policier apparent dans les rues de la capitale montrent que les autorités contrôlent parfaitement la sécurité.

Il serait faux cependant de prématurément considérer l'ancien « homme fort » du régime comme fini. M. Ali Nasser dispose en effet d'appuis non négligeables dans certains pays arabes, notamment au Yémen du Nord où il maintient des milices armées, et également en Syrie, en Libye et en Algérie, où il est reçu avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat.

Homme politique habile et énergique, il n'a pas abandonné son rêve

de rentrer à Aden où il jouit toujours d'un certain coefficient de sympathie qu'entretenait la lente dégradation de la situation économique du pays. Tout récemment encore des tracts distribués dans certaines régions affirmaient : « Ali Nasser était peut-être un traître, mais au moins, sous son règne, nous mangions à notre faim ». Certes, le Yémen du Sud ne souffre pas de la famine, mais les mesures d'austérité visant à redresser une situation économique gravement compromise par la guerre civile ont porté atteinte au niveau de vie de la population. La mendicité et la délinquance, deux

Pour tenter de désamorcer ce qui ressemble à un début d'opposition au nouveau régime, les dirigeants d'Aden se sont attelés à la tâche délicate de parvenir à la réconciliation nationale. En raison des divergences entre « modérés » et « doctrinaires », cette politique est cependant restée limitée, les premiers souhaitant faire table rase du passé, tandis que les seconds aimeraient bien sanctionner pour l'exemple les seuls responsables, selon eux, des sévices commis pendant la guerre civile.

Ouvertes le 2 décembre 1986, presque un an après les affrontements sanglants d'Aden, les séances de la Cour suprême chargée de juger les partisans d'Ali Nasser furent, dans un premier temps, intégralement diffusées par la télévision. Mais dès le début des dépositions des témoins et les embarrasantes plaidoiries des avocats qui, au Yémen du Sud, font partie de l'unique corporation professionnelle ayant gardé une certaine indépendance à l'égard des autorités, le huis-clos a été imposé. D'où un net sentiment de malaise dans l'opinion publique.

Les sentences relativement sévères prononcées le 12 décembre marquent la victoire des thèses des « fatalistes ». L'un des chefs de file des « doctrinaires », M. Mohamed Saïd Abdullah, qui occupe l'important poste de secrétaire du comité central, nous a déclaré à ce propos que le but recherché par les procès était surtout « éducatif » et que les autorités souhaitaient « expliquer au peuple pourquoi et comment s'étaient déroulés les regrettables événements de janvier 1986 ».

Cette explication ne semble pas satisfaire les « modérés », notamment le président Haydar El Attas, qui aurait fait savoir qu'il ne contre-signerait pas d'éventuelles condamnations à mort, et le ministre des affaires étrangères Abdel Aziz El Dhali, qui, à plusieurs reprises, a préconisé la clémence, en affirmant qu'il fallait renoncer une fois pour

La dégradation des moyens d'existence alimentaire en outre une source d'opposition au régime, qui demeure cependant inorganisée. Elle se manifeste surtout au sein de l'appareil administratif, resté le même que sous le régime précédent, malgré des épurations successives qui n'ont touché que certains fonctionnaires haut placés. Elle s'exprime par le boycottage systématique des directives gouvernementales, pratiquement ignorées, voire contraires. La résistance passive au régime se retrouve également dans le secteur privé. Elle explique en partie la pénurie de certains produits de consommation courante subventionnés par l'Etat qui sont détournés vers le Yémen du Nord où ils font l'objet d'un trafic lucratif.

#### Une opposition inorganisée

toutes à l'« esprit de revanche ». Cette prise de position lui a coûté en octobre son poste au bureau politique du parti.

#### Le retour des réfugiés

La décision du Conseil suprême du peuple (sorte de Parlement), qui a ratifié onze des sentences de mort, n'a pas été chose facile. D'éventuelles mesures de clémence auraient cependant l'avantage de convaincre la grande majorité des quelque trente mille personnes réfugiées au Yémen du Nord d'accepter l'offre d'amnistie — déclinée en mars 1986 puis reconduite jusqu'au 31 décembre 1987. Cette offre promet l'impunité à tous ceux qui accepteraient de retourner au pays et la restitution de tous les avantages économiques et sociaux dont ils bénéficiaient avant les événements, sauf toutefois leur garantir le droit de récupérer leurs fonctions politiques antérieures.

Les de vivre dans des camps de regroupement au nord de la frontière, les réfugiés dans leur majorité semblent prêts à accepter ces propositions, mais ils ne sont pas apparemment libres de leurs décisions, les miliciens d'Ali Nasser, qui ne sont pas concernés par les propositions d'amnistie, exerçant sur eux un contrôle sévère. De même, les Yéménites du Nord ne paraissent guère pressés de renoncer à ce qu'ils tiennent pour une carte précieuse dans les difficiles négociations qu'ils mènent avec le Sud.

Il n'empêche qu'une mesure de grâce — souhaitée par les Soviétiques — qui évierait ou gèlerait les peines de mort entrainerait par la Cour suprême faciliterait la réconciliation nationale. Le nouveau régime consoliderait ainsi ses assises en prouvant qu'il est suffisamment solide et sûr de lui pour se payer le luxe d'être généreux.

JEAN GUEYRAS.

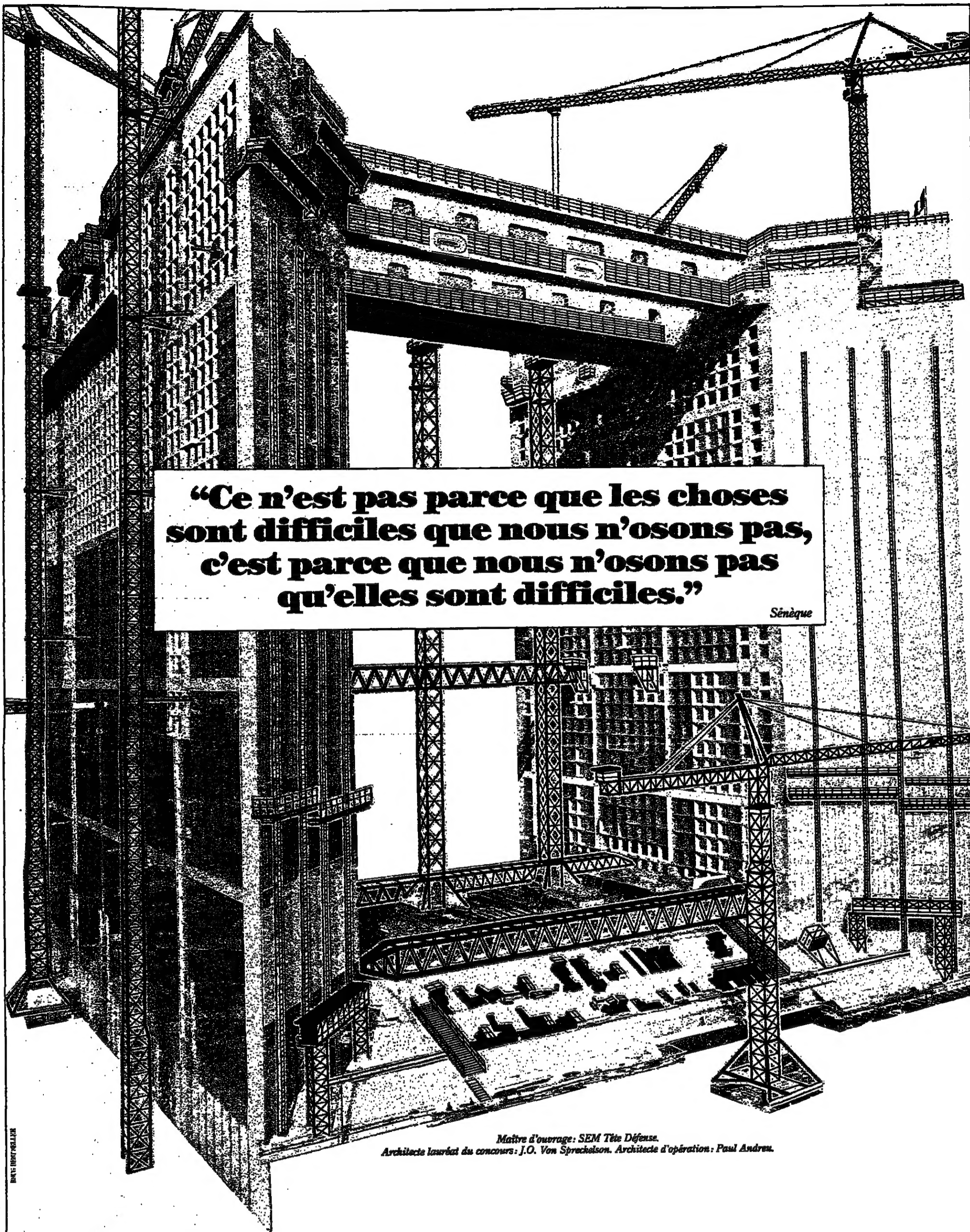
« Mondes en devenir »  
**LA COOPERATION ARABO-AFRICAINE**  
DIMENSIONS ET PERSPECTIVES  
AZOUZ KERDOUM  
Préface de AHMED MAHMOUD  
13,5 x 20 cm - 264 p. - 100 F  
**Berger-Levrault**  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

(Publicité)  
**1988 : L'ANNÉE DE TOUTES LES ÉLECTIONS**  
Des élections, législatives ou présidentielles, doivent se dérouler en France et en Iran (avril), au Liban (été), en Israël et aux États-Unis (novembre). Michel Jobert, Paul-Marie de la Cour et Jean-Christophe Eschmann dans quelle mesure ces élections vont-elles modifier les rapports de force au Moyen-Orient ?  
Dans le numéro de janvier d'ARABIES, en kiosque et en librairie  
78, rue Jaffroy, 75017 Paris  
Tél. : 46-22-34-14

**isth** Institut privé des Sciences et Technologies Humaines depuis 1954  
« Pour vous aider à réussir à l'expertise comptable »  
**D.E.C.S. UV 6012**  
• Enseignements semestriels de JANV. à AOÛT  
• Session intensive  
5 semaines AOÛT-SEPTEMBRE  
Cours de réussite continue  
**Tél. : 42.24.10.72 45.85.59.35**

(Publicité)  
**CARNIVAL EN RUSSIE**  
MONDOUROS vous propose pour le carnaval, un voyage à Moscou et Vladimir/Souzdal. 8 jours : du 6 au 13, du 13 au 20 et du 20 au 27 février 1988. 4 490 F au départ de Paris. Pension complète, hôtels 1<sup>re</sup> catégorie, excursions quotidiennes, spectacle, dîner de gala.  
**MONDOUROS :**  
Tél. : 42-47-14-46.  
Lis A721 ou votre agence de voyages.





**“Ce n’est pas parce que les choses sont difficiles que nous n’osons pas, c’est parce que nous n’osons pas qu’elles sont difficiles.”**

*Sénèque*

*Maître d'ouvrage: SEM Tête Défense.  
Architecte lauréat du concours: J.O. Von Spreckelsen. Architecte d'opération: Paul Andreu.*

A l'instar des Pyramides, de la Tour Eiffel, de l'Empire State Building, la Grande Arche de La Défense est un monument qui représente un défi. Un défi technique par son poids et ses dimensions: 110 mètres de haut, 300 000 tonnes de béton. Il fallait du savoir-faire, nous l'avons. Un défi comme symbole de la France dans un

monde moderne de confrontation et de compétition. Il fallait une farouche volonté d'entreprendre, nous l'avons.

Pour nous, chaque projet est un nouveau défi qui génère le progrès dans la conception, la technique et dans les hommes.

**BOUYGUES**

**L'ESPRIT DE CHALLENGE.**

هكذا من الاصل



# Politique

## Les cérémonies de vœux à l'Élysée MM. Chirac et Mitterrand font l'éloge de la cohabitation

L'échange de vœux de Nouvel An entre le premier ministre et le président de la République, en présence du gouvernement, le lundi 4 janvier à l'Élysée, a montré que rien n'est changé dans le style des relations institutionnelles entre les deux chefs de l'État. Les quatre mois à venir avant l'élection présidentielle sont abordés par MM. Jacques Chirac et François Mitterrand de la même façon qu'ils ont terminés l'année 1987. Les échéances internationales, surtout européennes, imposent cohérence et harmonie entre les principaux responsables de l'État.

Le premier ministre a esquissé un court bilan de la cohabitation, en en rappelant la justification — la Constitution et le résultat des élections législatives de mars 1986 — et en déclinant un satisfecit au chef de l'État autant qu'à lui-même. M. Chirac veut tirer bénéfice d'avoir assumé le risque et les inconvénients de cette période « assez inhabituelle ». Loin de se détourner de ces vingt mois de coexistence, il entend, au contraire, en revendiquer le mérite et profiter autant que

possible du statut de « sortant » qu'ils lui imposent.

M. Mitterrand ne pouvait qu'approuver l'éloge de la cohabitation et des cohabitants qu'il venait d'entendre de la bouche de M. Chirac. Il fait, lui aussi, le pari que la sagesse, qui a prévalu après les turbulences des affaires, sera de rigueur plus encore dans les semaines à venir, alors que le premier ministre est gâté par un Raymond Barre prêt à exploiter le moindre incident institutionnel.

Le président est demeuré sur la réserve qui lui sied et qui le sert, en se gardant de tous les pièges protocolaires et verbaux qui, aux oreilles attentives, eussent annoncé le candidat. Ainsi a-t-il entretenu les corps constitués, reçus après le gouvernement, des difficultés qui « les » attendent au cours de l'année, sans s'inscrire parmi ceux que ce programme concerne. M. Mitterrand était, humi, le président d'un septennat en cours et s'est interdit de sortir de ce rôle.

P. J.

## Le président de la République souhaite une justice « non partisane, égale pour tous, indépendante »

M. Jacques Chirac a présenté à M. François Mitterrand, le lundi 4 janvier, au palais de l'Élysée, les vœux du gouvernement pour la nouvelle année. Dans une atmosphère marquée, selon divers assistants, par la sérénité, la dignité et l'absence de crispation, le premier ministre a évoqué la « période assez inhabituelle » vécue depuis mars 1986 et qu'il avait imposée « l'esprit des institutions et la volonté du peuple ».

Observant que « chacun, à sa place, a fait ce qu'il devait faire », M. Chirac a tenu le souhait que les mois à venir et l'échéance de l'élection présidentielle soient abordés « avec la même sérénité ». Il a souligné que, dans les années qui viennent, « il faut que la France gagne en Europe et porte son message dans le monde ».

Le président de la République a approuvé les paroles du premier ministre, en soulignant que « le sens de l'État et la volonté de servir la France » doivent commander l'attitude des responsables dans l'avenir comme dans le passé. « Il n'y a pas de raison pour que cela change et il ne faut pas cela changer », a observé M. Mitterrand.

Le chef de l'État, après avoir relevé que la bonne année se souhaite « à la famille, aux amis, et puis à ceux que l'on rencontre... » a

serré la main des membres du gouvernement.

En réponse aux vœux présentés par M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'État, au nom des corps constitués — vœux dans lesquels l'ancien secrétaire général du gouvernement a souhaité plus de « clarté », de « transparence » et de « fermeté » dans l'exercice du droit — M. François Mitterrand a mis l'accent sur la « neutralité républicaine » de l'appareil d'État à l'approche de l'élection présidentielle. « En 1988 », a dit le chef de l'État, les Français auront à élire un président de la République au terme normal du mandat présidentiel et, comme il est de règle dans une véritable démocratie, il faudra que les opinions s'expriment en conscience, librement, hors de toute contrainte et de toute pression, sans dommage pour l'unité nationale. »

Mettant l'accent sur les principes constitutionnels, « fragiles », de la République, dont « trop de peuples [...] sont aujourd'hui privés », M. Mitterrand a souligné que « nos libertés ont besoin de paix civile et de paix sociale ». Il a engagé à « éviter tout rejet », soit des « défavorisés », soit de quiconque en fonction de « son origine, sa nationalité, sa croyance, ses opinions, sa culture ou son ethnicité ». Il a souhaité une justice « non

partisane, égale pour tous, indépendante », qui doit subir une « simplification nécessaire ».

« D'ici à quelques mois », a insisté le président de la République, les Français vont devoir s'exprimer, et le rôle de l'administration, de la justice et de nos grands services publics ne sera pas de peser sur le choix de nos concitoyens, mais « au contraire de créer et de maintenir l'environnement indispensable à l'expression de leur détermination ».

Après avoir évoqué « l'exercice de la liberté » et « la sécurité des personnes et des biens », le chef de l'État a déclaré, à l'adresse des corps constitués : « Je sais que la République peut compter sur vous. En 1988, et au-delà, les tâches sont immenses, celles que vous attendent. Il a enfin espéré « que 1988 soit une grande année pour la liberté, l'unité et la grandeur de la France ».

## La réunion du comité central du PCF

### M. André Lajoinie ouvre la seconde phase de sa campagne

Le nouveau comité central du PCF, élu au vingt-sixième congrès en décembre dernier, devait se réunir le mercredi 6 janvier. Cette première session de l'année 1988, ouverte par un rapport de M. Pierre Biotin, membre du bureau politique, est consacrée à « la campagne du parti pour l'élection présidentielle ».

Pour la première fois depuis les élections européennes de 1984, le « parlement » communiste se réunit sans contestataires déclarés en son sein. Exit MM. Marcel Rigout et Claude Poperen, démissionnaires en janvier 1987, pour refus d'acceptation du terme « liquidateur », choisis par M. Georges Marchais pour qualifier les « rénovateurs ». Exit MM. Pierre Juquin et Claude Lla-bres, démissionnaires pour cause d'élection présidentielle : le premier est candidat, le second coordonneur sur le plan national les activités des communistes hors du parti. Tous deux ont été exclus du PCF. Exit M. Félix Damiens, non-réélu au comité central « pour des raisons politiques ». Après trois années de tangage, le parti de M. Marchais se retrouve en ordre de bataille à moins de quatre mois de l'échéance présidentielle.

### Une inquiétude nommée Juquin

Au siège du parti, place du Colonel Fabien, on indique en substance, que pour réussir, la candidature de M. André Lajoinie doit impliquer dans la campagne « les six cent mille adhérents du parti » pour en faire autant de candidats du PCF. Plus modeste, par nature, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, a remarqué, le lundi 4 janvier à France-Inter, que les assemblées d'adhérents en janvier vont réunir « peut-être deux cent mille communistes, ce qui est énorme ».

Quel que soit le chiffre, gonflé ou non, de communistes qui vont faire la campagne officielle du PCF, les dirigeants du parti semblent compter sur deux facteurs : le décollage de la candidature Lajoinie et l'effacement, voire la disparition de la

## La préparation de l'élection présidentielle

### « Nous ne gouvernerons que si nous pouvons rassembler une majorité de progrès » affirme M. Lionel Jospin

Invité, le lundi 4 janvier, de l'émission « La preuve par 5 » sur la S. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a appelé les socialistes à être « solidaires » et à « avoir la maîtrise de leurs nerfs et du temps, pour comprendre que ce n'est pas encore maintenant » que le PS peut désigner son candidat pour 1988. M. Jospin a réaffirmé que M. François Mitterrand serait le meilleur candidat et que, sinon, M. Michel Rocard a « de l'avance » dans les sondages d'opinion.

Le premier secrétaire du PS a souligné que « le problème de la succession n'est en rien posé ». Pour lui, « le coran des éléphants tient bon la barre ». Il a ajouté, quant à son propre avenir : « Qui pour dit qu'on ne peut combiner des fonctions de parti et des fonctions gouvernementales ? » M. Jospin a remarqué, à propos de la prépa-

ration de 1988, que « certains dirigeants sont parfois plus impatientes que les militants ». A propos de l'après-88, le premier secrétaire du PS a déclaré que son parti a « l'intention d'être une force de progrès qui ne passera aucun accord, aucune alliance, qui ne fera aucune compromission avec la droite » au lendemain de l'élection présidentielle. Quant à une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale, en cas de victoire de la gauche, M. Jospin a affirmé : « Je pense que nous pourrions dissoudre, mais c'est une affaire d'opportunité. » « Laissez, a-t-il ajouté, l'arme de la dissolution au président et que le PS, lui, soit clair sur ce qui le regarde, les alliances. » M. Jospin a souligné : « Nous ne gouvernerons que si nous pouvons rassembler une majorité de progrès à l'Assemblée nationale, sinon, nous ne gouvernerons pas. »

M. Jospin a encore affirmé qu'il n'a « pas le moindre doute » sur le fait que l'électorat communiste

votera au second tour de l'élection présidentielle pour le candidat de gauche. A propos des « affaires », le premier secrétaire du PS a précisé que son parti a décidé de « contre-attaquer » quand il s'est rendu compte qu'il était face à « une opération politique » dirigée contre le PS. Les socialistes ont l'intention de « crever l'abcès » afin que « les choses soient derrière nous ». M. Jospin a précisé qu'il ne demande pas la démission de M. Alain Chalon, pour l'affaire Chalonnet, mais qu'il demande seulement que, sans être « désavoué », M. Chalonnet « change de poste au gouvernement ». Quant à M. Jean-François Dubon, ancien conseiller de M. Charles Hernu, mis en cause dans l'affaire Luchaire, M. Jospin précise qu'il est son « ami » et « un homme intègre ».

Soulignant enfin la nécessité d'un effort financier pour la recherche, l'éducation et la formation, M. Jospin a jugé que celui consacré à la défense est « suffisant ».

## A usage interne

COMME n'importe quel dirigeant politique en période présidentielle, M. Lionel Jospin se préoccupait, le lundi 4 janvier sur la S. M., de convaincre les téléspectateurs du bien-fondé du programme que défendra le candidat de son parti. Mais le premier secrétaire du PS doit au moins aussi soucieux de délivrer un message à usage interne, après les remous qui ont suivi le vote des budgets régionaux d'Ile-de-France et de Champagne-Ardenne.

« Solidaires », ce n'est sans doute pas un hasard si ce mot a été presque quotidiennement prononcé par M. Jospin au cours de la semaine. L'occasion de sa mise en minorité pendant le bureau exécutif du 16 décembre et après les échanges parfois peu amicaux qui ont suivi le vote du budget Champagne-Ardenne grâce à la neutralité honteusement des socialistes, M. Jospin n'avait pas caché en privé, quelques inquiétudes sur l'unité future du PS. D'où son rappel à « la base » du parti qui, remarque-t-il, est parfois plus raisonnable que

les dirigeants. Au reste, l'actuel premier secrétaire a toujours été plus populaire parmi les militants qu'au sommet du PS. Dans le même esprit, M. Jospin a réaffirmé que sa succession n'est pas ouverte. Il tente ainsi de dissiper l'impression tenace d'une lassitude de sa part qu'il avait ordonné, cas derniers mois, certaines de ses déclarations publiques ou semi-publiques.

### Gagner sans gouverner

Troisième élément du message transmis par M. Jospin : la réaffirmation de l'ancrage à gauche du PS. Comme cela avait été le cas avant les élections de mars 1986, M. Jospin s'emploie à couper court au « coup de pouce », à son encontre, de « dévotion dévotion ». Il entend ainsi empêcher divers positionnements qu'il juge « tactiques » à l'intérieur du PS. Sont surtout visés MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Popperen. M. Jospin apporte toutefois un

élément d'information qui dépasse les débats internes du PS. En refusant toute « compromission » avec la droite, en souhaitant — sans vouloir l'imposer au président — une dissolution de l'Assemblée en cas de victoire de la gauche en 1988, en précisant que le PS n'a au gouvernement que s'il dispose d'une « majorité de progrès à l'Assemblée », M. Jospin semble faire sien un schéma défini par M. Pierre Mauroy (le Monde du 25 décembre). Selon ce schéma, si le président nouvellement élu peut dissoudre avec des chances de succès, il doit le faire. Sinon — et comme il semble exclu de dégrader une « majorité de progrès » dans l'actuelle Assemblée — la cohabitation continuera avec un premier ministre choisi dans le rang de l'actuelle majorité. Ainsi MM. Jospin et Mauroy préféreraient-ils, si le choix se pose en ces termes, gagner sans gouverner plutôt que de risquer l'avenir du PS dans des combinaisons nouvelles, sinon incertaines.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

## M. Balladur presse M. Chirac d'engager le combat contre le chef de l'État

En étant le premier invité de « L'heure de vérité », le mercredi 6 janvier, M. Edouard Balladur donnera, en fait, le signal de départ de la campagne électorale... du candidat qu'il soutient.

Le ministre d'État estime inutile et hypocrite de laisser traîner encore les choses trop longtemps. Ainsi qu'il l'a affirmé à plusieurs reprises, M. Balladur souhaiterait que la campagne électorale n'interfère pas avec la dernière session parlementaire de 1987, celle au cours de laquelle le budget a été débattu et voté.

Ce cap est désormais franchi. Il estime donc que la fiction n'a plus de raison d'être indéfiniment maintenue d'un premier ministre exclusivement occupé à gouverner. M. Balladur souhaite non seulement que M. Chirac fasse ouvertement acte de candidature mais qu'il révèle publiquement sa décision sans tarder, c'est-à-dire à la fin du mois de janvier. Il restera alors à peine trois mois avant le premier tour du scrutin du 24 avril ce qui, à ses yeux, n'est pas un délai excessif pour mener une campagne intensive. Au même moment, M. Chirac annoncera formellement qu'il abandonne la présidence du RPR, ce qui lui évitera d'apparaître comme le candidat d'un parti et d'un seul. Déjà l'état-major de campagne de M. Chirac a choisi son siège parisien en louant des locaux 8, rue du Général-Foy, dans le huitième arrondissement, près de l'église Saint-Augustin... et du ministère de l'Intérieur, et non loin de l'Élysée.

M. Balladur estime que cette déclaration de candidature aura pour effet de clarifier les conditions de la compétition. M. Chirac ne sera plus enfermé dans sa stricte tâche de gestionnaire de l'action gouvernementale alors que ses concurrents ne subissent pas d'entrave comparable. C'est le cas pour M. Raymond Barre qui n'a aucune responsabilité dans l'action et qui ne peut donc prêter le flanc à des décisions d'ordre gouvernemental qui — inévitablement — mécontentent toujours une fraction de l'opinion. Le député du Rhône utilise d'ailleurs pleinement cette faculté de remontrance voire de critique.

Mais c'est aussi le cas, selon M. Balladur, pour M. François Mitterrand, le ministre d'État est, en effet, particulièrement sévère pour juger le comportement du président

de la République. Si la cohabitation, qu'il a le premier conceptualisée dans un article du Monde du 16 septembre 1983, n'a pas correspondu dans la réalité à l'idée qu'il s'en faisait, c'est, selon M. Balladur, que M. Mitterrand l'a déformée. Que le président de la République après les conseils des ministres — même pendant — fasse publiquement connaître ses désaccords, qu'il multiplie dans ses discours les attaques insidieuses, les critiques allusives, les reproches implicites, qu'il tienne en privé des propos désobligeants sur le premier ministre — que rapporte la presse — tout cela ne pouvait donner de la « coexistence » une image sereine et efficace.

D'autant plus, devrait assurer le ministre d'État, que depuis mars 1986, M. Chirac n'a jamais tenu en public, pas plus qu'en privé, la moindre parole qui aurait été désagréable pour M. Mitterrand. En trouvant, par l'annonce de sa candidature, sa liberté de ton et son droit normal de critique publique, M. Chirac devrait donc donner à la campagne le caractère d'un débat plus clair et plus franc. Il ne serait pas normal, selon M. Balladur, que la cohabitation aboutisse à la neutralisation d'un des deux partenaires lorsque arrive le moment tant attendu de la compétition, c'est-à-dire de la confrontation entre deux choix politiques.

Car, selon le ministre d'État, il s'agit bien de cela lors du scrutin du 24 avril. L'élection d'un président de la République — affirme-t-il — n'est pas un acte mineur de la vie politique nationale, même s'il est de l'intérêt de certains candidats de le banaliser. Et pour M. Balladur le candidat socialiste — que ce soit M. Mitterrand ou un autre — « sera toujours un candidat socialiste ». C'est-à-dire qu'il proposera une politique opposée à celle pratiquée par l'actuelle majorité depuis 1986. Tout en affirmant qu'il ne voit pas quel est le programme des socialistes — hormis le retour à celui de 1981 — M. Balladur devrait enfin exposer les raisons « précises » nombreuses qu'il a de convoier les Français à voter pour M. Chirac, au-delà de ce qui jouera un rôle éminent pendant cette campagne présidentielle qu'il préfère de voir commencer.

ANDRÉ PASSERON.

## L'erreur du protocole

M. Gholam Reza Haddadi, chargé d'affaires iranien à Paris, a été invité par erreur, le lundi 4 janvier à l'Élysée, pour la cérémonie des vœux du corps diplomatique. Après que des sources autorisées à l'Élysée aient imputé cette erreur au ministère des affaires étrangères, le quel d'Orsay a précisé ce mardi que « les invitations à cette réception ont été effectuées par le président, sous sa seule et unique responsabilité, à partir des listes conservées sur un ordinateur installé à l'Élysée ». Le ministère des affaires étrangères a ajouté qu'il procède aux invitations dont il a la charge à partir de ses listes propres régulièrement tenues à jour, et que dans ce cadre le chargé d'affaires iranien n'a plus été invité au quel d'Orsay depuis la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran.

Le chef du protocole de l'Élysée a affecté à M. Haddadi une place discrète, derrière la délégation du Pakistan, d'où le chargé d'affaires iranien a entendu M. Mitterrand dénoncer les preneurs d'otages et les États complices. « Il n'est pas concevable », a déclaré M. Mitterrand, que la société internationale accepte, quelle que soient les raisons, des méthodes qui sont celles de la barbarie. On doit désigner comme indignes de prendre part à la vie internationale ceux qui se livrent à de tels actes ou qui les protègent. Le chef de l'État a évoqué le sort des otages, « ces personnes arrachées, on ne sait pourquoi, sinon comme monnaie d'échange — contre quoi, contre qui ? — à leur famille, leurs amis, leur pays, à la vie tout simplement. »

## SCIENCES-PO

FORMATION CONTINUE

### LA VIE POLITIQUE EN FRANCE EN 1988 « POLITIQUE FRANÇAISE ET ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE »

- Cycle de 20 conférences destiné à un large public (non étudiant) : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes...
- A partir du 25 janvier 1988, les lundis et jeudis de 18h30 à 20h30.
- Le programme portera sur l'évolution des institutions, la situation des partis et des candidats, le contexte économique, les syndicats, l'évolution des médias, les sondages, les enjeux de l'élection.
- Le cycle est placé sous la conduite d'Alfred GROSSER.
- Avec le concours de Gérard ADAM, Roland CAYROL, Jean CHARLOT, Olivier DUHAMEL, Jérôme JAFFRÉ, Jean-Noël JEANNENEY, Georges LAVAL, Michel PEBEREAU, Jean-Louis QUERMONNE, Bruno REMOND, René REMOND, Gérard VINCENT.

Programme détaillé et inscriptions : Service de Formation Continue  
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS  
215, 8d Saint-Germain 75007 Paris - Tél. : 45.49.51.94  
45.49.50.98 - 45.49.50.99



## CINÉMA

### « L'Œuvre au noir » en gros plan

(Suite de la première page.)

La rencontre sera assez longtemps différée, Delvaux devant réaliser *Benvenuto* (d'après la *Confession* anonyme, de Suzanne Lilar) avant *L'Œuvre au noir*. Et lorsqu'elle aura lieu, elle sera brève, tout ou presque ayant été dit, et la conversation s'étant poursuivie au travers d'une correspondance légère. « Elle m'envoyait des petits mots, des cartes postales glissées dans des musettes, un buste en terre-cotta notamment, sa façon de voir Zénon... Et de fait, Gian Maria Volonté, qui finalement incarne, à la même adresse, et sera, il se dégage de lui la même noblesse ardente... »

Aujourd'hui, au château de Laarne, on tourne une scène intime : Zénon et son poète dans la cour exigée de la prison. La feuille de service est un poème, ce qui est rare pour une feuille de service. Séquences : 94 : Zénon et Gilles se promènent encore ; 99 : on parle des anges qui vont être brûlés ; 122 : Zénon et Gilles se promènent toujours. Il neige...

Il va neiger, en effet. Une soufflerie fait voltiger de faux flocons plus vrais que nature qui fondent docilement en touchant le sol. André Delvaux pris au lasso d'une longue écharpe rouge saute de joie comme un gamin comblé, se jette dans les bras de Gian Maria Volonté et crie : « C'est Noël, c'est Noël ! »

#### Des visages et des âmes

Rassurante spontanéité chez un homme qui n'hésite pas à glisser au détour d'une phrase anodine : « Comme dit Sophocle, l'âme des hommes est infinie... ». Et d'enchainer aussitôt sur une anecdote illustrative. « Au-dessus de cette cour reconstruite pour l'histoire d'un village doit se découper le ciel de Bruges, que j'ai déjà filmé et qui « raccommode ». Au bord de ce puits de lumière, je voudrais que se penchent, immobiles, une dizaine de pigeons. Impossible ! Pas du tout, il faudrait de sa propreur des pigeons de deux jours exactement. A cet âge-là, ces oiseaux paraissent adultes mais n'ont pas encore la faculté de voler... »

Toujours plus près pour aller plus loin, telle est la devise de ce futur jival qui dissimule son exigence sous une affabilité trompeuse. Et pour aller jusqu'à l'âme des visages et des âmes. Au cinéma, cela s'appelle le gros plan. Ainsi durant le tournage de *Benvenuto*, Delvaux se lance dans la recherche éperdue de l'église baroque la plus baroque de Naples. Il la trouve. Engage des négociations ardues (et somnantes) avec l'évêque, l'archiprêtre, le curé, les congrégations, la police, la municipalité, la Mafia. Lorsque enfin les autorisations sont accordées, Delvaux investit l'église. Mais n'obtient finalement la nef grandiose que sur 3 mètres au plus. Juste la place d'y inscrire un visage...

Aucun obstacle décidément ne peut s'opposer à la volonté orgueilleuse et modeste d'André Delvaux. Habitué par la passion d'enseigner, il poursuit depuis vingt-cinq ans, parallèlement à sa mission de « transmetteur », une œuvre solitaire et solitaire, qui va de l'Homme au crime rasé à *Un soir un train*, d'un essai sur Woody Allen à une étude sur le Don Juan de Mozart (1). Il crée, entouré d'une « famille » de techniciens et de comédiens (Marie-Christine Barault, Jean Bouise, Anne Karina, Mathieu Carrière l'ont une nouvelle fois rejoint). Il bâtit à son rythme un univers de signes et de sortilèges où

la musique est un langage. Etudiant, déjà, aux séances de l'Ecran du Séminaire des arts, le plus grand ciné-club bruxellois, n'improvisait-il pas au piano l'accompagnement des grands films muets ?

Mais la seule religion de cet agnostique est sa Belgique : il l'affirme, et l'assume : « Je peux avoir la tentation de regarder de l'autre côté de la baie, mais je ne me sens libre que dans mon petit jardin, dans mon petit pays... »

*L'Œuvre au noir* sera donc une coproduction franco-belge (les deux communautés, flamande et wallonne, participent pour la première fois à parts égales au financement d'un film). « Dix fois mieux que le Non de la rose », précise Delvaux, qui fait remarquer que, travaillant depuis plusieurs années sur le livre de Marguerite Yourcenar, il a plutôt devancé que suivi la vague médiatique touchant le cinéma. Il admet cependant que le succès de Jean-Jacques Annaud l'a aidé à rassembler des fonds, et que « ce bateau-là l'a porté ».

#### Le noir et le blanc

Son bateau à lui touche bientôt au port, et accostera peut-être en mai, à Cannes. Rien en tout cas n'aura été laissé au hasard pour atteindre, comme dit Zénon, « la première phase de l'Œuvre au noir... Le noir plus noir que le noir même... ». Chimie débouchant sur l'alchimie, efforts obstinés pour accorder les éléments aux sentiments, le film, en couleurs évidemment, jouera surtout sur les nuances du noir et du blanc, et, parallèlement, sur une palette restreinte de beiges, d'ocres, de bruns. Plus Zénon avancera vers son infatigable choix, plus la gamme chromatique se réduira, et la palette sera même traitée légèrement au développement afin d'accentuer le choix des tonalités.

C'est étrange. Ce jour-là, André Delvaux ne savait pas que bientôt,



Gian Maria Volonté et Delvaux

très bientôt, Marguerite Yourcenar ne serait plus. Et pourtant, c'est ce jour-là qu'il expliqua, à mi-voix : « Depuis que j'ai tourné la mort de Zénon, le film existe, il n'existait pas avant. Cette scène, je devais la réaliser en quarante plans. Le dernier repas de Zénon. On voit un bol contenant du chou blanc et du chou vert, un petit œuf sur le plat. Car il y a longtemps que Zénon ne mange plus de viande — comme Marguerite Yourcenar, — ne voulant plus se nourrir de l'agonie des bêtes ». On voit aussi un bol d'eau claire, un gobelet de terre cuite, des coquilles qui ne peuvent trancher. La Bible. Qu'il ne lit pas. Il en arrache une page. Il la plie, la replie. Il s'en sert pour retirer du sol la lame dissimulée...

« Mais plus j'avancé, plus je sentais la nécessité de supprimer des plans et des objets. La nourriture d'abord, puis le gobelet, puis les coquilles. A la fin, il n'est plus resté que l'eau pure et la Bible mutilée... »

Marguerite Yourcenar — elle l'a à plusieurs reprises confié — aimait, lorsqu'elle était petite fille, à courir après une coquille d'œuf. A la dernière page du scénario de *L'Œuvre au noir*, tandis que le sang de Zénon achève de s'écouler, on peut lire : « Séquence 129. Un objet rouge, sautelle dans la clarté écrasée latine : c'est une coquille d'œuf qui danse dans une paume d'enfant, avance, bascule lentement... »

« Une voix d'enfant psalmodie sans paroles... »

« D'écarter, le soleil où palpite lentement la coquille, vire au BLANC, s'éteint tout à coup... »

« Le bruit de la mer a disparu. Seule chante la voix pure de l'enfant qui psalmodie. Elle ne chante pas juste, mais reste très belle, comme un souvenir... »

Générique final.

DANIELE HEYMANN.

(1) L'œuvre d'André Delvaux est remarquablement analysée dans un ouvrage collectif dirigé par Adolphe Nysenholz et publié aux Éditions de l'Université de Bruxelles, 24, avenue Paul-Héger, B 1070 Bruxelles.

### « ENIGMA » de Lucio Fulci

#### La vengeance de Cendrillon

Il était une fois une jeune fille, si disgraciée qu'elle aurait rendu jaloux le vilain petit caïd. Si maltraitée qu'en comparaison l'existence de Cendrillon était un rêve. De plus, elle n'était pas princesse, la jeune fille, mais fille d'une domestique muette, mystérieuse et légèrement débile, dans une pension chère de Boston où on ne parle qu'italien, car il s'agit d'un film de Lucio Fulci, *Enigma* — et si l'on en juge par le générique il s'agit d'une coproduction italo-franco-américano-yougoslave.

Toujours est-il que la jeune fille a cru trouver son prince charmant en la personne du prof de gym. Mais ce n'était qu'un très mauvais blague. A la suite de quoi, la jeune fille s'enfuit, se fait renverser par une voiture, se retrouve à l'hôpital, plongée dans un coma profond et bardée de tout l'attirail habituel, fils, tuyaux, sondes, le tout relié à un écran où s'inscrivent des courbes et des pentes et des éruptions. Or, elle éprouve des émotions, car son cerveau a acquis un pouvoir formidable et hante la personnalité d'une nouvelle élève de la pension chère, qui est très jolie, elle, et ça vaut mieux car elle est sympathique.

A travers ce médium, la semi-morte va se venger. « Le cauchemar ne fait que commencer » selon la formule du dossier de presse. C'est-à-dire qu'un cours de manifestations hystériques et hallucinatoires, les méchants vont se suicider de différentes façons. Que nous ne racontons pas, car c'est tout l'intérêt du film.

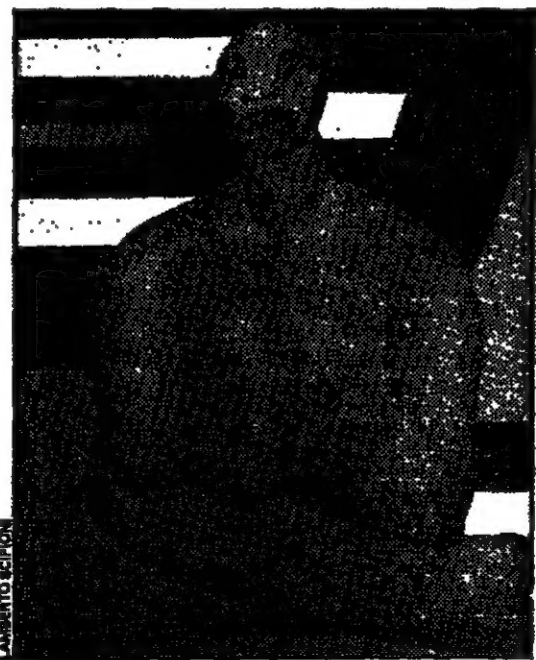
A vrai dire, ce n'est pas tellement original, et les acteurs ne sont pas très expressifs. C'est trop « clean » pour entrer dans la catégorie « gore ». Mais ça passe dans la catégorie « peur » au prochain Festival d'Avoriaz, au cours d'un hommage à Lucio Fulci. Seuls les vrais amateurs apprécieront.

COLETTE GODARD.

## EXPOSITIONS

Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris : « L'art brésilien du vingtième siècle »

### Tupi or not Tupi



Tarsila do Amaral : A Negra (La Nègresse), 1923

« Tupi or not Tupi, that is the question. » C'est par cette formule que le poète Oswald de Andrade posait en 1928 le problème de la « modernité » brésilienne. Pour que cette dernière puisse naître, il fallait retrouver l'esprit des Indiens Tupi, premiers habitants du pays, et leurs mœurs anthropophages. Soixante ans après sa publication, ce manifeste est encore à l'ordre du jour : l'art brésilien fonctionne toujours selon sa loi.

« Notre génération a déjà existé au démantèlement de la capitale fédérale, à trois changements de monnaie et à plusieurs réformes de l'orthographe », constate peussivement Alfonso Romano de Sant'Ana, en tête du volumineux catalogue publié à l'occasion de l'exposition « Art Brésilien du vingtième siècle ». Le visiteur qui compterait admirer au palais de Tokyo une sorte d'art naïf, plus ou moins naïf, accommodé d'une sauce américanisée, se tromperait de siècle. Et d'endroit. Les nostalgiques de « bon sauvage » sont priés de se rendre sans retard au musée de la SEITA (voir encadré).

Au MAM, les modèles sont tous européens ou nord-américains, mais avec ce léger décalage, difficile à déterminer, qui entre pour beaucoup dans l'intérêt des pièces exposées. Car la bouillie des artistes brésiliens est si grande que les influences décelables varient à toute allure. D'autant plus vite que leur formation est fort peu académique (un grand nombre sont autodidactes) et que leur production, irrégulière, est d'habitude fonction d'un marché qui ne se développe que par à-coups, au gré de « booms » économiques plus ou moins aléatoires.

Le visiteur a donc ici sous les yeux le catalogue peu rigoureux de ce qui s'est fait dans le monde occidental depuis 1920. On notera au fil des ans l'influence croissante des foires, biennales et autres Documenta. Peu à peu, le travail de ces peintres et sculpteurs s'internationalise — se banalise, pourrait-on dire également. Combien d'œuvres

parmi les plus récentes, et les moins intéressantes, auraient pu être coupées indifféremment à Stockholm, Sao-Paulo ou Paris ? La première période, la « modernisme » (1920-1930), est incontestablement dominée par la figure de Tarsila do Amaral. Elle a vécu en France et fut la compagne d'Oswald de Andrade. En partant d'une expérience cubiste, elle réussit à donner à ses toiles, grâce aux couleurs de sa palette, une atmosphère inimitable. Sa *Nègresse*, à la fois naïve et savante, sert de frontispice aux *Feuilles de routes*, de Cendrars, qui vient à plusieurs reprises au Brésil et participe aux nombreux voyages du groupe.

Les années 30 et 40 sont moins homogènes. Candido Portinari, à la suite des muralistes mexicains, comprend de vastes fresques décrivant la réalité sociale de son pays. L'expressionnisme se développe avec Oswaldo Goeldi et Livio Abramo dont on peut voir les austères gravures sur bois ou sur linoléum. L'architecte Oscar Niemeyer fait ses débuts à Belo-Horizonte, où il est rejoint par une pléiade d'artistes qui trouvent là, grâce à Juscelino Kubitschek, gouverneur

de la province et futur président de la République, travail et protection. L'art devient un métier.

Mais le peintre le plus remarquable de ces décennies est inclassable. Sa peinture à la fois figurative et abstraite ne ressemble à aucune autre. Alfredo Volpi, d'origine italienne, ouvrier décorateur, se dévoue au chromatisme. Les couleurs sont néanmoins identifiables à celles du Brésil des faubourgs.

#### Dévoré l'étranger

Les années 50 sont placées sous le signe de l'abstraction et du concretisme, découvert à Paris. Ivan Serpa expose à Sao-Paulo de rigoureuses compositions soigneusement colorées tandis que Franz Weissmann « dessine » dans l'espace des tours métalliques. Les artistes brésiliens délaissent la paisible abstraction française, jettent Bazaine ou Massonier. A la faveur de Biennales internationales, ils découvrent l'Espagnol Tapies et l'Américain Pollock. Arcangelo Sanelli et Iberê Camargo y gagnent une vigueur renouvelée.

Les États-Unis s'imposent massivement vers la fin des années 60. Cette période correspond à un dur-

cissement du régime militaire en place depuis 1964. Pop'art et happening brutaux se multiplient en même temps qu'une figuration agressive. Minimalistes et conceptuels émergent à leur tour. Cette période difficile pour les artistes durement confrontés avec la réalité politique est éclairée par l'apparition d'un « miracle économique ». Pour clore ce panorama, le palais de Tokyo présente aussi la dernière génération des artistes brésiliens. On en retiendra une toile de Paulo Monteiro, aux tons sombres, griffés de graffiti et une peinture sur tissu de Fernando Lucchesi qui évoque les oratoires du Minas-Gerais.

Le Brésil a toujours su échapper aux formules réductionnistes de nombreux artistes latino-américains — type Siqueiros — pour qui l'unique voie est celle qu'ils explorent. Et

à l'inverse de ce qui s'est passé en Europe avec le futurisme ou le dadaïsme, le modernisme n'y a jamais fait l'équivalent d'une rupture totale. Ce n'est pas un hasard si le « manifeste anthropophage » d'Oswaldo de Andrade, acte de naissance — en 1928 — de cette modernité revendiquée est placé sous le signe de la déglutition. Il faut digérer les qualités. Dévorer l'étranger pour assimiler sa force vitale, comme il faut se réapproprier les vertus du baroque portugais, les mythes amazoniens et la spiritualité africaine. Cette problématique est encore à l'ordre du jour : « Tupi or not Tupi, that is the question ». Mais plutôt que de succomber à l'indigestion certains artistes préfèrent, on l'espère, la diète.

EMMANUEL DE ROUX.

\* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 14 février.

### Jean-Baptiste Debret : un néoclassique sous les tropiques

Le 26 mars 1816, Jean-Baptiste Debret, cousin et élève de David débarque à Rio. C'est un peintre néoclassique, bonapartiste engagé de surcroît. Les galeries de Versailles exhibent encore ses grandes « machines » : « Napoléon rend honneur au courage malheureux » ou « Premières distributions des croix de la Légion d'honneur dans l'église des Invalides ».

Il fait partie d'une mission artistique française. Son but : jeter les bases d'une Académie des beaux-arts sous les tropiques et devenir le premier peintre de la famille royale portugaise encore installée à Rio, où elle s'est réfugiée après l'invasion de Lisbonne par les troupes de Napoléon. Debret est appelé à concevoir la mise en scène d'une nation encore dans l'enfance : insignes nationaux, décors de théâtre et de cours. Mais surtout, Debret, fasciné par le pays qu'il découvre, accumule une stupéfiante documentation en images. Tout l'intérieur : les paysages, la faune, la flore, l'architecture, les habitants. Et comme la physiologie est à la mode, il accumule des séries.

Tous les types d'Indiens qu'il a pu apercevoir, tous les métiers exercés par les esclaves dans la rue, tous les types de chapucés portés par telle branche de la société, tous les rituels religieux auxquels il a assisté...

Ce manique du détail a un sens aigu de l'observation et beaucoup de talent. En 1831, il rentre en France et, après sept années de travail, il publie, chez Firmin-Didot, trois volumes d'un *Voyage pittoresque au Brésil* abondamment illustré.

Le premier tome est consacré aux mœurs des Indiens — le bon sauvage déjà mythique, — le second à l'activité du peuple des esclaves noirs, le troisième, à la vie des maîtres portugais, des colons et des premiers immigrants européens. Nombre des aquarelles de Jean-Baptiste Debret sont aujourd'hui exposées au musée de la Seita : un ensemble passionnant sur la formation d'une nation et l'œil d'un peintre-philosophe.

E. de R.

\* J.-B. Debret, un peintre philosophe au Brésil, musée de la Seita, 12, rue Surcouf, 75007 Paris, jusqu'au 12 février.

**CRETEIL**  
Maître du feu

à partir du 8 janvier  
**MERCIER et CAMIER**  
de  
**SAMUEL BECKETT**  
CREATION

Mise en scène : Pierre Chabert  
avec Jacques Sallier  
Claude Ewrad - Guy Jacquet

**MOZART AU CHOCOLAT**  
opéra gothique  
par le Théâtre de l'Unité  
Loc. : 48.99.18.88

هكذا من الاصل



## Concerts Radio France

### NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

<b>JEUDI 7 JANVIER</b> 20 h 30 THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES	<b>BERLIOZ</b> : Romeo et Juliette S. WALKER - F. PLANTAK - L. ALBERT CHŒUR DE RADIO FRANCE Direction : JOHN NELSON
<b>SAMEDI 16 JANVIER</b> 20 h 30 THÉÂTRE DE LA MADEIRA	<b>MUSIQUES SACRÉES</b> ENSEMBLE VOCAL DE LA CHAPELLE ROYALE ET MUSIQUE OBLIQUE - A. MELON - S. VARGOE - MAÎTRISE DE RADIO FRANCE Direction : PHILIPPE HERREWEGHE FAURE - MESSIAEN - FAURE N. IMAI - F.R. DUCHABLE Direction : JOHN NELSON BERLIOZ - RAVEL
<b>MERCREDI 20 JANVIER</b> 20 h 30 GRAND AUDITORIUM	

### ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

<b>LUNDI 11 JANVIER</b> 20 h 30 THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES	Coproduction ADEMMA C. LUDWIG - T. MOSER Direction : VACLAV NEUMANN MAHLER : Le Chant de la Terre
<b>LUNDI 18 JANVIER</b> 20 h 30 THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES	J. PERRY - H. MACKAY - T. KRAUSE - J. GARRISON - C. CAIRNS CHŒUR DE RADIO FRANCE Direction : GÉRARD SCHWARTZ MOZART

### MUSIQUE DE CHAMBRE

<b>SAMEDI 9 JANVIER</b> 15 h 30 THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES	<b>LE SALON ROMANTIQUE</b> QUATRO IVALDI - DUMAY - CAUSSE - MEUNIER et MARC MARDER FAURE - DVORAK - SCHUBERT
<b>LUNDI 11 JANVIER</b> 20 h 30 THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES	<b>MUSIQUE ANCIENNE</b> TALLIS - BYRD - SHEPPARD TALLIS SCHOLARS - Dr. PETER PHILLIPS

**LOCATION 14 JOURS À L'AVANCE**  
RADIO FRANCE THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES  
42 30 15 16 47 23 47 77

### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<b>T.M.P. CHATELET</b> Lundi 11 janvier 18 h 30 (p.a. Valmécia, B.C.P.)	<b>EDA-PIERRE</b> présente Alexandre <b>THARAUD</b> piano SCHUBERT, RAVEL CHOPIN
<b>T.M.P. CHATELET</b> Lundi 11 janvier 20 h 30 (p.a. Valmécia, Mousmagica)	<b>TRIO</b> <b>ROSTROPVITCH</b> <b>A.S. MUTTER</b> <b>GIURANNA</b> <b>BEETHOVEN</b> J.-M. FOURNIER Prod. Pascal
<b>SALLE GAVAU</b> Mardi 12 janvier 20 h 30 (p.a. Valmécia)	<b>DEVOYON</b> HAYDN, SCHUBERT CHOPIN
<b>PLEYEL</b> Mardi 12 janvier 20 h 30 (p.a. Valmécia, O. et C.)	<b>E.O.P.</b> Direction : ANTONELLO <b>ALLEMANDI</b> Piano : PASCAL <b>ROGE</b> FAURE - SAINT-SAËNS BEETHOVEN
<b>SALLE GAVAU</b> Mardi 12 janvier 20 h 30 (Kriegel)	<b>FOURNIER PRODUCTIONS</b> <b>SOLISTES SUISSES</b> Mozart - Schubert Quintette - Octuor
<b>THÉÂTRE CHÂMPS-ÉLYSÉES</b> Mardi 12 janvier 20 h 30 (p.a. Valmécia)	<b>BOEGNER</b> piano Jean <b>MOUILLERE</b> violin <b>MOZART</b>

**ORCHESTRE COLONNE**  
Mardi 12 janvier à 20h30  
TH. DES CHÂMPS-ÉLYSÉES  
**PHILIPPE**  
**ENTREMONTE**  
E. HOBART - E. TANTCHEFF  
D. CRAWFORD - F. VASSAR  
Chœur de l'Orchestre Colonne  
chef de chœur JEAN SOURISSE  
**HAYDN**  
**MOZART REQUIEM**  
42.33.72.89

**PIANO**  
SALLE PLEYEL  
100 45 63 88 73 PARIS  
30-1-1988-10-12-12-1988  
**BEETHOVEN**  
LES 9 SYMPHONIES  
LES 5 CONCERTOS  
**WIENER**  
PHILHARMONIKER  
CLAUDIO ABBADO  
MAURIZIO POLLINI

**ODEON**  
THÉÂTRE NATIONAL  
Comédie Française  
Jusqu'au 14 janvier  
Direction : JEAN LE POULAIN  
**LE MARCHAND DE VENISE**  
SHAKESPEARE  
Mise en scène : LUCA RONCONI  
Coproduction : Comédie-Française, Théâtre national de l'Odéon, la Sept et Teatro Petrucci de Bari (Italie)  
Avec le Festival d'Automne et le soutien de l'Union de Banques à Paris  
Soirées : 19h30 - Matinées : 14h - Renseignements : 43 25 70 32

سكزا من الراحل

## Culture

### Document-fiction multimédia

## Un brise-glace sur tous les tons

Trois cinéastes, deux musiciens, et beaucoup de techniciens ont embarqué sur un bulldozer suédois pour tenter de briser la glace. Mais la blancheur et le silence, quel que soit le médium choisi, ne se laissent pas facilement réchauffer.

Maman, les petits bateaux ont-ils des jambes ?... La fantomatique déambulation d'un navire en milieu non pas liquide mais solide est un thème que le cinéma et la science-fiction ont volontiers exploité. C'est à bras d'homme que le capitaine fou du *Convoi sauvage* - John Huston filmé par Richard Sarafian - fait transporter son bâtiment à travers plaines et forêts, tout comme le général d'Aguirre.

La SF, elle, décline des images plus folles : voler des plaines dans un monde envahi par l'herbe (*l'Odyssée verte*, de Philip José Farmer) ; balénières perdues dans un océan de poussière (*La Baleine des sables*, de Bruce Sterling) ; réservoir de plancton condamné à l'immobilité par la mort des océans (*Le Dieu baleine*, de T. J. Bass).

Les brise-glace ne sont pas, eux, des inventions de l'imagination. Ils existent et servent, dans les mers relativement chaudes de Scandinavie, à tracer les voies de communication et à dégager de la banquise cargos et pétroliers.

Mais comment ne pas remarquer qu'ils combinent symboliquement les thèmes du minéral et de l'aquatique ? Le désert blanc dans lequel il leur arrive, eux aussi, de rester bloqués est un Sahara renflé de dunes scintillantes ; la glace en partie fondue ricoche contre leur coque en cailloutis abstraits ; sans oublier, dans un registre plus secret, l'enfoncement de l'étrave dans cette blancheur qui résiste et qui, brisée, se fendille d'un coup comme un grand corps défilé.

Cet espace immaculé a dû opérer sur Pascal Emmanuel Gallet - il anime la cellule de création audiovisuelle des affaires étrangères - une véritable fascination pour qu'il ait su y intéresser trois cinéastes, deux compositeurs également hommes de radio, un photographe, l'institut suédois du cinéma, Radio-France, la FNAC, les éditions Nathan. Pour obtenir que tout le monde embarque quinze jours sur le brise-glace suédois *Fry*, pour reconstruire ce bulldozer en atelier de création, transformer les membres de l'équipe en guides courtois, en figurants souriants et conclure cette entreprise

surréaliste par la sortie d'un long métrage, d'un disque compact, d'une émission sur cassette, d'un superbe album d'informations et de photos, supports éminemment variés, désormais réunis et distribués par le Bureau des éditions Multimédia sous forme d'un gros coffret disponible dans les FNAC (1).

France-Culture, le 12 décembre dernier, a déjà diffusé l'œuvre musicale très réussie de Luc Ferrari (elle a reçu le prix Italia) ainsi que le documentaire de David Jase, et le SEPT (accueillie par FR 3) le long métrage en trois parties de Jean Rouch, Tittie Törnroth et Raoul Ruiz.

Soit quatre-vingt-dix minutes d'images et plus de deux heures de reportage sonore mixé - dans le cas de Luc Ferrari - avec des séquences orchestrales préalablement enregistrées par le Nouvel Orchestre philharmonique dans les studios de quai Kennedy. Le paradoxe - fièrement assumé - est que sur la glace il n'y a précisément rien à filmer que le blanc, rien à enregistrer que le silence !

Raoul Ruiz - dont on apprend qu'il s'est cassé une clavicule pendant la traversée - a tenté de tourner la difficulté en inventant, à base de pellicules teintées, d'associations d'images et d'idées, une fiction très compliquée. Jean Rouch - il pleure quant à lui sa caméra accidentée - joue à son habitude sur la virtuosité

du montage, ayant filmé froidement cette réalité inflexible. Chez Ferrari, une voix de femme à l'accent délicieux fait souffler le chaud sur cette froideur incommode : cette histoire de glace incassable est, comme l'on voit, exaspérément fragmentée, au point qu'on s'y perd parfois, chacun brochant à sa fantaisie sur les rapports énigmatiques du brisant et du brisé.

Mais l'on pourra se reporter au roman oublié de Jules Verne, *Le Sphinx des glaces*, dont l'édition au Livre de Poche (postface bien sûr par Pascal Emmanuel Gallet) sert de point de départ à cette épopée multimédia. Pour remonter aussitôt à Edgar Poe et aux *Aventures de Gordon Pym*, auxquelles Jules Verne, dans *Le Sphinx*, a voulu répondre et s'élever. Perdu dans les glaces, le pôle, c'est bien connu, ne cesse jamais de reculer.

ANNE REY.

(1) *Brise-glace*, éditions Multimédia, environ 695 F dans les FNAC. Un puzzle Brise-glace, mille pièces, Jean Nathan, 46 F. *Le Sphinx des glaces*, de Jules Verne, le Livre de Poche, 30 F. C'est à la cellule audiovisuelle des affaires étrangères que l'on doit l'édition critique des films de Roberto Grillo et la publication sur cassettes de tout l'œuvre cinématographique de Marguerite Duras (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre 1984).

### DIGRESSIONS, par Bernard Frank

## Les trottoirs de la littérature

### 1 Regrets

Il y a un livre qui peut vous amuser et vous instruire. Il a été achevé d'imprimer en octobre 1987. Il n'est donc pas si vieux. Je vous le dis tout de suite : il n'a pas eu et il n'aura pas une grande presse. Et dans un sens, c'est mérité, car n'est pas un livre indispensable. Ce n'est même pas le meilleur ouvrage de cet écrivain. Je ne vous en aurais probablement pas parlé si la nouvelle année ne m'avait pas inspiré le sentiment qui en est la source. L'opuscule en question - à peine cent pages - s'appelle en effet *Le Livre des regrets* (Actes sud, 89 F), de Jacques Drillon.

Un mot d'abord sur Hubert Nyssen, l'éditeur. C'est étonnant ce qu'il publie d'ouvrages du monde entier et qui ne sont pas nuls. Il en publie trop. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Quand vous entrez dans une librairie sans savoir exactement quel livre acheter, vous pouvez toujours choisir un livre d'Actes sud. Même déçu, vous ne serez pas volé ! Et s'il n'y en a pas, vous pouvez en commander. Il faut faire un peu travailler la profession. Vous savez, les libraires existent ! Il y a en ce moment une liste d'attente de livres. Ils existent toujours. Seulement, à force de leur demander des « tubes », on les décourage, ils se laissent aller. C'est comme les pharmaciens, on ne leur commande pas assez de préparations magistrales, ils finissent par oublier qu'ils ont fait des études.

Drillon, qui est la critique musicale de *l'Observateur*, remarque dans son introduction que le regret ne sert à rien, que sa caractéristique est d'être inutile. Drillon cite alors de Spinoza l'une des phrases de son court traité sur l'Origine et la Nature des sentiments : « Le regret est le désir, autrement dit l'appétit de posséder une chose, qui est favorisée par le souvenir de cette chose, et en même temps contrarié par le souvenir d'autres choses qui excluent l'existence de celle sur laquelle devrait porter l'appétit. » Autrement dit, l'homme du regret, c'est celui qui, par le biais de l'imagination, met au présent ce qui n'est plus, n'a pas été et ne sera plus jamais. Il y a donc une douceur déchirante du regret !

Jacques Drillon sait que son livre n'est pas le premier du genre. Qu'il y a eu avec éclat Georges Perec (*Je me souviens*). Et Drillon le regrette à sa façon : « Je regrette que Georges Perec n'ait pas été le premier à s'illustrer dans le genre éminent des inventaires, mais qu'il ait été précédé... », suit alors une liste d'une vingtaine d'écrivains, de d'Honnin à Queneau, d'où bizarrement Drillon, avec les cent quatre-vingt-onze sonnets de ses *Regrets*, est omis. Est-ce coquetterie ou ignorance ? Pour vous mettre en appétit, je vais vous citer maintenant cinq regrets de Drillon :

- « De ne pas avoir connu Louise de Vilmorin » ;
- « De ne pas avoir su me faire aimer de Jean-Luc Godard » ;
- « D'avoir déjà lu la Comte de Montecristo » ;
- « Que Clorin ait accepté de me recevoir » ;
- « Que Brasillach, Drieu et Rebatet et les autres aient été antédiluviens. »

Dans son épilogue « Non, rien de rien », qui est peut-être la meilleure partie du livre, Drillon évoque en deux pages le m. l. (le mauvais lecteur). Le mauvais lecteur, dit-il, « n'est

pas content de ce que vous écrivez (...). Il rapproche au Cid d'être écrit en vers, aux *Mémoires* de ne concerner que le passé (...). aux romans d'amour d'être sentimentaux », etc. Et Drillon de conclure : « Le m. l. n'a qu'un but : vous faire regretter d'avoir écrit votre livre. Il y parvient souvent. » Les critiques sont par profession une pépinière de mauvais lecteurs. Ils perdent leur temps à parler de livres qui les empêchent d'écrire leurs propres livres. Il y a de quoi devenir enragé !

De fil en aiguille, Drillon m'a fait souvenir de ce que j'aurais voulu vous dire ces derniers temps et que par paresse ou par crainte - pas d'histoires, pas d'histoires ! - j'ai feint d'oublier. Ainsi, je ne vous ai pas parlé de l'entretien de Marguerite Duras et Jean-Luc Godard sur FR 3 ; de ce que se passe en Cisjordanie entre Israéliens et Palestiniens ; du procès que Patrick Besson a intenté à Gérard Guégan et à l'Événement du jeudi ; de l'exposition de Lalanne, que j'aime et qui se terminait le 31 décembre ; des sempiternels romans qui agitent la Comédie-Française ; de la noiaiserie des puissances établies en vue de s'annuler des situations confortables ; de se sentir couvres, au chaud ; du futur candidat à la présidence de la République qui aurait ma préférence, mais là, ce n'est pas moi, aucune raison que les citoyens devaient par leur choix la lenteur fessante majestueuse des prétendants !

Le *Journal* de Matthieu Galey me semble le chef-d'œuvre du mauvais lecteur décrit par Drillon. Si nous avons tellement apprécié dans nos commentaires ce bêteux journal de bord, c'est que Matthieu Galey nous permet de prendre notre revanche sur la littérature contemporaine et le temps qu'elle nous fait perdre. Sa mort atroce purifie ce qui pourrait avoir de sinistre son entreprise. Dans ce *Journal* où les livres ne sont pas admis, Matthieu Galey se venge, et nous avec, des trente ans de travaux forcés de lectures et de spectacles auxquels l'existence l'avait condamné. Non que Galey ait été un mauvais critique - il faisait plus qu'honorablement son métier, mais il avait assez de talent pour souffrir le martyre devant celui des autres. Et il était trop conventionnel, trop sérieux pour transformer en bonheur d'écriture son gagne-pain. Alors, dans son *Journal*, il se retire sur la liste des écrivains comme il peut, il écrit ce qu'il ne pouvait écrire dans les journaux où il collaborait. Cette dichotomie classique accentuée le côté vieillot de son entreprise. Le lecteur ne se sentira pas dépaycé et pourra s'écouler en toute confiance. Les écrivains n'ont pas changé. Ils sont tels qu'on les imaginait : toujours impropres !

pioteries d'amour-propre l'emportent sur ce vain désir de modernité, mais le jargon de July, tel le talon d'Achille, reste solide !

Mon silence n'était pas seulement dû à une sollicitude confraternelle. Je voulais m'assurer qu'il y aurait un second numéro, d'est chose faite. Enfin, je publie dans ce journal des fragments de *Mémoires* en feuilleton, et vous n'imaginiez pas comme on peut être captivé dans la profession. « Depuis des années, le *Journal* manquait en France d'un journal qui, à la fois, la publie et la commente, l'évalue et la critique, la traduise et la raconte », nous signale dans un coin de l'une de ses cent soixante-quatre copieuses pages le *Journal littéraire*. Je ne sais pas si je me suis exprimé ainsi, mais pour l'essentiel, à savoir qu'il n'y avait plus de journal littéraire un peu vivant en France, telle serait bien mon idée. Ceux qui persistent avec courage sont à mille lieues du bel et du laid d'aujourd'hui.

Il fut un temps, pas si lointain, même s'il le paraît, où l'on croyait que comme fer que « tout était politique ! ». Noter que ce n'était pas plus faux qu'autre chose. Maintenant, si l'on y va de sa chersonnesse, l'on dirait plutôt que tout est littérature, sauf peut-être la littérature qui serait la cinquième roue de la petasche. Le *Journal littéraire* n'apparaît d'une grande simplicité d'âme. Les chichis ne sont pas son fort. Son discours pourrait se concevoir ainsi : on a de la page, profitons-en. Et tentons d'écrire comme si c'était les dernières qui resteraient !

Ce bimestriel ne nous donne pas la navrante impression d'arriver avec quatre mois de retard, de rattraper l'actualité par l'abondance. Prenant en compte par exemple les propos ambigus rapportés de Moscou par Améric et Vernet, « la parastrolka », c'est dans la littérature et c'est de la littérature », le *Journal littéraire* nous livre du russe frais en reproduisant des articles d'Opoukine, ce vieil hebdomadaire attendu de l'aube devant les kiosques à la semaine matin par des centaines de milliers de Soviétiques. Ce faisant, la « langue de bois » change de camp, et ce sont nos commentaires qui ont besoin d'être revisités avec circonspection. Deuxième bon point que je décernerai au *Journal*, ce sont ses lectures, ses notes critiques. Il y a encore beaucoup de confusion, mais les personnes qui parlent de livres, ô miracle ! les ont lus avec perspicacité et fraîcheur. Tel qu'il est, le *Journal littéraire* est la vraie bonne surprise de l'année 1988.

### 3 Quand Blondin nous écrit...

C'est un charmant cadeau de Jour de l'an que nous offrent les éditions de qui Voltaire en publiant une brochure d'une trentaine de pages d'Antoine Blondin, *O.K. Voltaire !* On ne le sait pas assez, Blondin est un écrivain régionaliste. Et, de même que le Lorrain est à Barrès, la Corse à Rinaldi, la Charente à Charbonne, la Commune à Valère, de même le qui Voltaire et sa grande banlieue sont à Blondin. Les éditeurs du qui Voltaire « semblaient ignorer que cette cheville de Paris ne correspondait qu'à dix-sept immeubles, et, surtout, que j'avais vécu là durant une cinquantaine d'années (...). J'envisage la rue droite de la rue. Je ne traverse que rarement le boulevard Saint-Germain, et mon univers se borne à deux cents mètres de bitume, une plantation de café-tabac ».

### 2 Espoir

Si je ne vous ai pas signalé en son temps le premier numéro du *Journal littéraire*, qui était en somme un événement dans cette presse française qui n'est pas si riche, c'est pour deux raisons. D'abord, compte tenu qu'Alain Garris, son rédacteur en chef, est un ancien de la maison, ainsi que quelques autres collaborateurs, je voulais laisser à Libération la priorité et le soin d'annoncer la nouvelle avec cette force de frappe qui lui est propre quand il s'agit de mettre la culture à la une. Avec le temps, semble-t-il, Libération s'est assagi, ses réflexes ne sont plus aussi rapides, et les









## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 5 janvier à 0 h TU et le dimanche 10 janvier à 24 h TU.

Les vents violents qui souffleront ces derniers jours sur tout le Nord-Ouest de la France faibliront à partir de mercredi soir.

Dès jeudi, de petites gelées feront leur apparition. En fin de semaine, la douceur revendra. Sur une grande moitié Nord, le temps sera souvent nuageux et pluvieux. Sur le Sud, le soleil sera plus généreux. Dimanche, amélioration sur l'ensemble de la France.

MERCREDI : vents violents et pluie.

Sur la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de Loire, les vents de Sud-Ouest souffleront encore jusqu'à 100 km/h en rafales, le matin. L'après-midi, ils s'orienteront au nord-ouest et commenceront à faiblir. Côté ciel, les nuages seront abondants et les averse fréquente.

Sur la Haute-Normandie, le Nord, les Ardennes, l'Île-de-France, le Centre et jusqu'à l'Aquitaine, la matinée sera pluvieuse et les vents de sud souffleront jusqu'à 80 km/h en rafales. L'après-midi verra le retour de timides éclaircies entrecoupées d'averses, parfois orageuses et de grêle. Le vent faiblira en fin de journée.

Sur la Champagne, le Nord-Est, le Massif Central et Midi-Pyrénées, les nuages seront nombreux. Un passage pluvieux traversera ces régions en cours d'après-midi.

Sur Rhône-Alpes et les régions méditerranéennes, la matinée sera assez ensoleillée mais les nuages et la pluie arriveront en cours d'après-midi. Il neigera à partir de 1 300 mètres.

JEUDI : petites gelées matinales sous le ciel.

Sur la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de Loire, les vents de Sud-Ouest souffleront encore jusqu'à 100 km/h en rafales, le matin. L'après-midi, ils s'orienteront au nord-ouest et commenceront à faiblir. Côté ciel, les nuages seront abondants et les averse fréquente.

Le ciel couvert avec des précipitations de pluie ou de neige au-dessus de 1 500 m, affectant le matin l'extrême Sud-Est de la France, se limitera l'après-midi à la Corse.

Sur les autres régions, le soleil se montrera généreux. Quelques averses de neige se produiront dans la matinée sur le Nord-Ouest. Le mistral soufflera.

VENREDI : aggravation par l'Ouest.

Après dissipation des brumes matinales, les éclaircies seront nombreuses. Le ciel couvert et pluvieux affectant le matin la Bretagne s'étendra progressivement à toutes les régions situées au nord d'une ligne Bordeaux-Lyon. Plus au Sud, le ciel deviendra très nuageux avec quelques précipitations sur les versants du Massif Central. Seul, l'extrême Sud-Est bénéficiera de belles éclaircies. La moitié sud du pays sera épargnée par la pluie sauf peut-être l'Aquitaine qui verra la pluie le soir. Le ciel sera souvent nuageux, mais des éclaircies apparaîtront. Elles seront plus belles dans le Sud-Est, où la journée sera la plus souvent ensoleillée. Par endroits, quelques nuages bas pourront traîner près des côtes méditerranéennes.

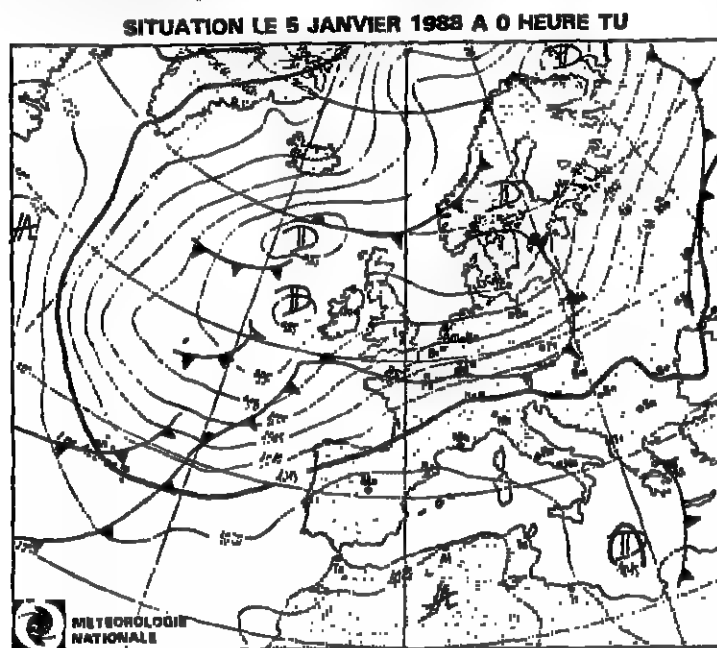
SAMEDI : retour de la douceur. Amélioration sur une grande partie de la France sous persistance du temps pluvieux sur les régions Nord.

La matinée sera en général très nuageuse avec encore des pluies sur une grande moitié Nord de la France. Belles éclaircies sur l'extrême Sud-Est de la Corse.

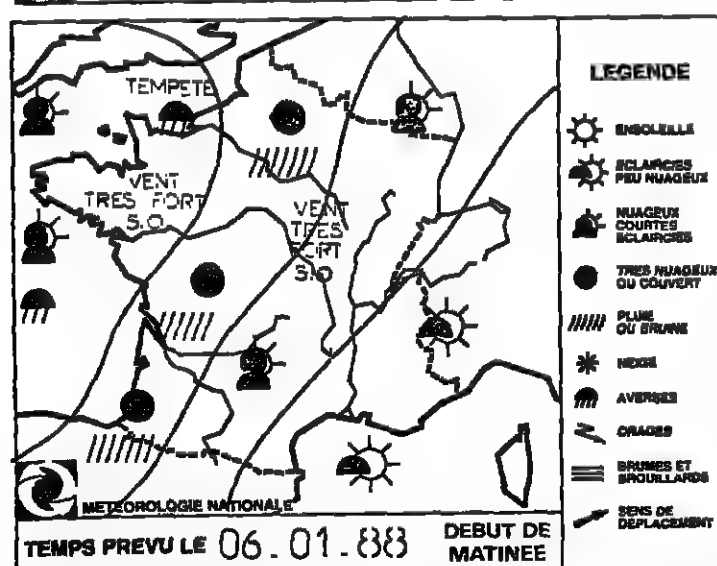
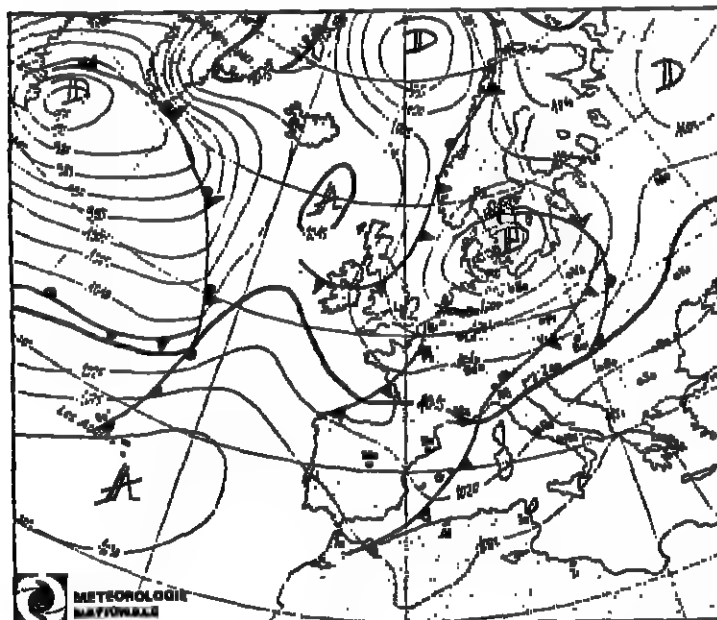
Des éclaircies apparaîtront dès le matin sur la Bretagne et s'étendront progressivement à l'ensemble de la France. Dans l'après-midi, une nouvelle zone pluvieuse atteindra la Bretagne, la Normandie, le Bassin Parisien et le Nord.

DIMANCHE : belle journée dans l'ensemble. Quelques averses dans le Nord-Ouest et le Nord.

La zone de ciel couvert avec de la pluie affectant le matin le Nord-Ouest, le Bassin Parisien et le Nord, s'enlèvera dans la journée vers le Sud-Est en se désagrégeant. L'après-midi, de belles éclaircies se développeront, mais quelques averses sont à craindre l'après-midi, près des côtes de la Manche et sur le Nord-Est.



PRÉVISIONS POUR LE 7 JANVIER À 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 04-01 à 6 heures TU et le 05-01-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TROUS	LOIS ANGELES	20	10	C
ALGER	16	12	11	10	C
BARCELONE	17	13	12	11	C
BORDEAUX	16	12	11	10	C
BRENET	12	8	7	6	P
CADIX	12	7	6	5	P
CHERBOURG	11	7	6	5	P
CLERMONT-FERRAND	13	9	8	7	P
DUJON	10	7	6	5	P
GRENOBLE-SHAR	5	2	1	0	P
LILLE	12	8	7	6	P
LONDRES	10	7	6	5	P
LYON	10	7	6	5	P
MARSEILLE-MAR	13	9	8	7	P
NANTES	11	7	6	5	P
NICE	13	9	8	7	P
PARIS-MONT	13	9	8	7	P
PAU	17	13	12	11	C
PERPIGNAN	20	16	15	14	C
RENNES	12	8	7	6	P
ST-ETIENNE	12	8	7	6	P
STRASBOURG	12	8	7	6	P

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 4651

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**

1. Ce ne sont pas les plats qu'ils mangent sur la table pour servir. — II. Qu'on a donc fait brûler. — III. Portait un feuillet. On certains ont l'habitude de travailler à la loupe. — IV. Il fait toujours chaud dans sa chemise. Sa fin approche davantage de jour en jour. — V. Accueillit un illustre réfugié. — VI. Il n'y a pas que ses affaires qui ont décollé. Permet d'aller plus de l'avant. — VII. Peut avoir son utilité pour celui qui veut tirer quelque chose de nous. — VIII. Détachées de la grappe. — IX. Traversée une préfecture. Partie de ballon. — X. Qui ne risque pas de se tromper. — XI. Grâce à lui, on peut se sentir bien entouré. — XII. Pronom. Appartient l'humidité à des « limaces ».

**VERTICALEMENT**

1. N'incitent évidemment pas à se frotter les mains. — 2. Tombe dans le lac. Partie du monde. Susceptible de faire rendre. — 3. Ceux qui ont un rôle à jouer peuvent s'y intéresser. Est à l'origine de nombreux mots de recommandation. — 4. N'ignorent pas qu'il est parfois nécessaire de ne pas trop tirer sur la corde. — 5. Mauvaise mère. Pièce montée. Tel qu'il a perdu sa mise. — 6. Où l'on a l'habitude d'entrer dans le cœur du débat. Pour constater éventuellement qu'on n'a pas perdu la face. — 7. Fit partir Dieu sait où. A connu la panade. — 8. Préposition. A fini par trouver plus fort que lui. Peut servir à alimenter un briquet. — 9. Doit être levée pour être suspendue. Pour séparer le bon grain de l'ivraie.

**Solution du problème n° 4650**

**Horizontalement**

I. Burineur. — II. Salopette. — III. Ciste. — IV. Est. Crier. — V. Erallé. — VI. Acre. Mena. — VII. Râ. Pré. Et. — VIII. Idole. — IX. Séné. Naïf. — X. Ta. Trois. — XI. Eude. Enée.

**Verticalement**

1. Scénariste. — 2. Bais. Cadzau. — 3. Ulster. On. — 4. Rot. Replète. — 5. Ipeca. Ré. — 6. Ne. Rime. Noé. — 7. Etoile. Pain. — 8. Ut. Elise. — 9. Récratuf.

GUY BROUTY.

## Communication

Après le renforcement de la loi anticoncentration aux Etats-Unis

## M. Rupert Murdoch devra céder deux entreprises à New-York et à Boston

New-York de notre correspondant

Une petite phrase commença dans mon volumineux loi relative au budget du gouvernement américain. « Murdoch devra céder deux entreprises à New-York et à Boston », déclenchera-t-elle une nouvelle bataille sur le difficile marché new-yorkais de la presse quotidienne ? En tout cas, tous les ingrédients sont aujourd'hui réunis, puisque le président Ronald Reagan a signé la loi en question le 23 décembre dernier.

Celle-ci contient une disposition particulière concernant la toute puissante Commission fédérale des communications (FCC), qui régit l'ensemble des médias aux Etats-Unis. Il est donc désormais expressément interdit à la commission d'accorder toute dérogation à la loi qui interdit la possession de plus d'un organe de presse du même type dans un marché géographique délimité et celle d'un quotidien et d'une station de télévision dans un même marché.

La disposition précise que la FCC ne devra prouver aucune dérogation actuellement appliquées. Il n'est nul besoin de faire appel à un analyste chevronné pour comprendre le but de ce discret amendement : le seul patron de presse bénéficiant actuellement de dérogations est M. Rupert Murdoch, le magnat australo-américain, propriétaire, à New-York, du tabloïd à sensation *The New York Post* et de la station de télévision Wnyw-Channel 5 et, à Boston, du quotidien *The Boston Herald* et de la station locale WFSX-TV. Les dérogations accordées expirent l'une le 6 mars, l'autre le 30 juin. M. Murdoch devra donc se dessaisir d'une entreprise à New-York, et d'une autre à Boston.

Fidèle à son style, le président de News Corporation, implanté aussi bien en Australie qu'en Grande-Bretagne, et de la filiale Nord-Américaine News America Inc., avait lancé un défi à l'establishment américain en achetant, en 1976, le quotidien *The New York Post*, et en faisant, par des moyens aussi contestables qu'indélicats, une grève des imprimeurs liée à l'apparition de nouvelles techniques de composition et d'impression. Doté ainsi d'un trépan précieux, M. Murdoch se lança à la conquête du marché de la télévision, de loin le plus lucratif.

En 1986, après avoir acquis la nécessaire nationalité américaine, il a racheté, au groupe Metromedia, six importantes stations de télévision locales dont le Canal 5 à New-York. Dès le début, le fier conservateur aux allures verbales de messie, poursuivait un triple but : casser la cohésion des ouvriers du livre, secouer la loi sur les concentrations et, in fine, bâtir un empire américain autour d'un quatrième Network (chaîne nationale), dont le Canal 5 devait être le pivot.

## « Le prix à payer »

Soutenu par une multitude d'associations conservatrices — notamment par la très pieuse *Foundation of Expression* de Washington — M. Murdoch espérait que les dérogations accordées à sa société seraient prorogées indéfiniment, en attendant une évolution de la loi elle-même. Ce génie des affaires n'avait pas prévu que, même aux Etats-Unis, ses méthodes outrancièrement capitalistes provoqueraient quelques haut-le-cœur d'autant plus profonds que ses agissements sur le marché britannique de la presse et de

l'édition sont suivis avec beaucoup d'inquiétude de ce côté-ci de l'Atlantique.

En l'état actuel des choses — et malgré les appuis dont il dispose — M. Murdoch semble finalement envisager la vente de ses deux quotidiens. Si *The Boston Herald*, devenu bénéficiaire, trouvera aisément acquiescent, il n'en va pas de même pour le *New York Post*, entreprise déficiente et considérée comme « irrécupérable » par tous les analystes de Wall Street. N'ayant jamais été bénéficiaire depuis près de quinze ans en raison de la concurrence des trois autres quotidiens de la place, *The Post* a coté à M. Murdoch huit millions de dollars en 1986 et, selon certaines estimations sérieuses, dix millions en 1987.

« C'est le prix à payer pour qu'un patron de presse soit pris au sérieux à Washington », affirme un analyste qui estime que Rupert Murdoch « se garde le *Post* que pour disposer d'un pied dans la capitale mondiale de la communication ». D'autres suggèrent que, soutenu par des milieux conservateurs, M. Murdoch espère démontrer qu'un quotidien en perte de vitesse ne saurait survivre sans l'appui d'un grand groupe et que, *in fine*, la loi sur les concentrations en condamnant les canards boiteux à une mort solitaire, menace la liberté d'expression.

L'auteur de l'amendement à la loi budgétaire, le sénateur démocrate Ernest Hollings (Caroline du Sud), prétendait enlever des tendances à la concentration dans le domaine de la communication, admet volontiers que celui-ci est dirigé directement contre un seul homme. « Il est point besoin d'attendre que plusieurs personnes enfreignent la loi afin d'agir pour la liberté », répond-il à ceux qui lui reprochent qu'il a déjoué la puissance du législateur à des fins strictement partisans.

CHARLES LEBEAU.

## Publicité et concurrence

## La genèse d'un avis

Deux semaines après la publication d'un avis du Conseil de la concurrence sur le marché publicitaire (le *Monde* du 24 décembre), le rapport qui a servi de base à cet avis commence à circuler dans les milieux concernés. Son ton est plus incisif que celui de l'avis final, qui ne reprend pas à son compte plusieurs propositions de clarification.

Merveilles du traitement de texte ! En réduisant d'un tiers environ le rapport initial de 150 pages rédigé par deux membres du Conseil d'Etat, pour le transformer en un document de 100 pages, le Conseil de la concurrence a gardé l'essentiel des termes utilisés, et le plan de base du document. Mais le ton général est singulièrement adouci, et les mesures avancées à titre exploratoire en guise de conclusion du rapport n'ont pas été retenues dans l'avis.

Disparaissent ainsi l'avis une série de notions de citations, d'exemples figurant dans le rapport, la plupart du temps sans altération du sens général. Mais certains « oublis » ne manquent pas d'être interprétés par les professionnels. Le rôle de l'Union des annonceurs dans la montée en puissance des centrales d'achat, les réticences de Havas face au rôle de modérateur qu'il était en mesure de tenir, des détails sur les avantages occultes de certains cadres du secteur, sont autant de points absents du constat dressé par l'avis.

Alors que ce dernier se contente, en parlant des rapports entre publicité et politique, d'évoquer un « contexte » dans lequel « seraient déployés les efforts » pour une « plus grande transparence de la profession », les rapporteurs n'hésitent pas à citer des professionnels expliquant que le secteur publicitaire est « l'un des secteurs privilégiés du financement des partis politiques en France ».

Quant au paragraphe concernant la nécessaire neutralité de la puissance publique — jusque récemment propriétaire de Havas — il a simplement disparu.

Y.-M. L.

Le marché de l'achat d'espace. La lecture de ce rapport agite les milieux publicitaires, qui notent aussi que MM. Gilbert et Francis Gross, dirigeants de la principale centrale d'achat du secteur, viennent d'être faits chevaliers de la Légion d'honneur, respectivement par M. François Léonard et M. Jacques Chirac.

Merveilles du traitement de texte ! En réduisant d'un tiers environ le rapport initial de 150 pages rédigé par deux membres du Conseil d'Etat, pour le transformer en un document de 100 pages, le Conseil de la concurrence a gardé l'essentiel des termes utilisés, et le plan de base du document. Mais le ton général est singulièrement adouci, et les mesures avancées à titre exploratoire en guise de conclusion du rapport n'ont pas été retenues dans l'avis.

Disparaissent ainsi l'avis une série de notions de citations, d'exemples figurant dans le rapport, la plupart du temps sans altération du sens général. Mais certains « oublis » ne manquent pas d'être interprétés par les professionnels. Le rôle de l'Union des annonceurs dans la montée en puissance des centrales d'achat, les réticences de Havas face au rôle de modérateur qu'il était en mesure de tenir, des détails sur les avantages occultes de certains cadres du secteur, sont autant de points absents du constat dressé par l'avis.

Alors que ce dernier se contente, en parlant des rapports entre publicité et politique, d'évoquer un « contexte » dans lequel « seraient déployés les efforts » pour une « plus grande transparence de la profession », les rapporteurs n'hésitent pas à citer des professionnels expliquant que le secteur publicitaire est « l'un des secteurs privilégiés du financement des partis politiques en France ».

Quant au paragraphe concernant la nécessaire neutralité de la puissance publique — jusque récemment propriétaire de Havas — il a simplement disparu.

Les rapporteurs n'ont sans doute pas su faire partager complètement au Conseil leur « conviction que la fonction d'achat d'espace était à l'échelon national le siège d'un phénomène d'oligopolisation très marqué ». Une sanction serait possible « si de tels faits étaient établis », note prudemment l'avis. Mais cela supposerait « des investigations que ne permettait pas une assistance pour avis », disent les rapporteurs. Bref,

Y.-M. L.

la balle serait dans le camp du ministre de l'économie, qui peut déclencher les investigations nécessaires.

Enfin, les divergences les plus nettes entre les deux documents concernent les conclusions pratiques. Les rapporteurs proposent en effet deux mesures à titre exploratoire. L'une, pour combattre l'opacité des transactions, mais de tous les dysfonctionnements, prévoyait de mentionner dans les tarifs la quantité d'espace acheté et le moment exact de la transaction ; l'autre, pour réduire le risque de cumul de fonctions nocifs à la concurrence, souhaitait instituer des seuils maximaux de « dépendance » économique entre clients et fournisseurs ayant des actionnariats communs. Estimant que c'est d'abord à la profession de s'imposer des règles, le Conseil de la concurrence n'a retenu ni l'une ni l'autre de ces deux propositions.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## La mise en œuvre du plan de redressement Quarante-huit départs volontaires à « Libération »

Le personnel du quotidien *Libération* est à la fois surpris et rassuré. Il est vrai que le nombre de salariés qui ont choisi de quitter le journal en bénéficiant des indemnités financières prévues par le plan de redressement mis au point fin novembre par M. Jean-Louis Péninou, dépasse de loin le chiffre attendu : quarante-huit personnes — sur un total de trois cent cinquante-cinq salariés permanents — ont en effet préféré quitter *Libération*, alors que la direction exigeait trente-cinq départs. Cette dernière, en annonçant ce chiffre au conseil de surveillance du journal, le lundi 4 janvier, s'est engagée à ne pas recourir à des licenciements. Elle devra cependant favoriser les mutations à l'intérieur du journal et embaucher une quinzaine de personnes (dont cinq chefs de service à la rédaction) afin de remplacer les partants.

Parmi ces quarante-huit partants figurent vingt titulaires de la carte de presse (soit 10 % des deux cents membres de la rédaction) : sept rédacteurs issus des services « économie », « culture », « télévision » ; cinq secrétaires de rédaction ; quatre salariés de la maquette et de la photo, un employé des « petites annonces » et trois documentalistes.

GUY BROUTY.

## « Le Matin » veut faire de ses lecteurs « la principale force économique »

Dans un éditorial du mardi 5 janvier évoquant la création de sa future société des lecteurs — destinée à réunir 4 millions de francs — *Le Matin de Paris* affirme son intention de faire des lecteurs et amis du quotidien « la principale force économique de l'entreprise ». Pour se conformer aux règles d'appel à l'épargne publique, le journal a dû toutefois cesser ses appels quotidiens au terme desquels « plusieurs milliers de lettres » lui sont parvenues.

Le président du directoire du *Matin*, M. Didier Tournacheau, dément d'autre part la conclusion d'un accord entre le quotidien et l'*Evénement* du jeudi de M. Jean-François Kahn. Ce dernier devait discuter d'une telle éventualité avec la rédaction de son hebdomadaire mardi 5 janvier.

« Times Mirror achète une filiale d'édition de Dow Jones ». Le groupe de presse américain, Times Mirror (éditeur notamment de *Los Angeles Times* et de *Baltimore Sun*) va acheter la société d'édition sociale et universitaire Richard Irwin, jusqu'alors filiale du groupe Dow Jones. Le prix de la cession est de 135 millions de dollars, soit plus du double du chiffre d'affaires de Richard Irwin, 62 millions de dollars en 1987.



Un rapport d'Amnesty International

# Le martyre de milliers d'enfants détenus, torturés ou assassinés

Amnesty International a lancé, mardi 5 janvier, un appel en faveur des « droits de milliers d'enfants détenus, torturés ou assassinés ». Il s'agit d'enfants battus, torturés, condamnés à mort ou assassinés dans de nombreux pays.

Les rapports d'Amnesty sont rarement pleins. Dans ce monde des horreurs, reconnues avec mille difficultés et relâchées avec infiniment de son par des greffiers de l'histoire involontaire, on s'attend toujours au pire. Et on a malheureusement raison : quoique moins volumineux que les autres, ce rapport consacré aux enfants est sans doute le plus poignant.

L'idée qu'un enfant souffre est déjà difficile à supporter. Quand cette souffrance lui est volontairement infligée par des parents violents, on est bouleversé. Mais lorsque la violence d'adultes contre lui, froidement, sciemment, par les représentants d'un Etat soi-disant de droit, les mots manquent pour exprimer l'horreur et l'indignation.

Elle est longue, la liste des pays qui ont le triste privilège de figurer dans ce rapport d'Amnesty. Parmi eux — et c'est peut-être le plus troublant — des démocraties, parfois complaisantes. Les Etats-Unis, par exemple, ont plus de trente jeunes gens sont actuellement condamnés à mort pour des faits commis avant l'âge de leur majorité. Un délinquant mineur a été exécuté en 1985, deux autres en 1986. Pour la Russie, la législation du Montana et du Mississippi autorise l'exécution d'enfants de douze ou treize ans.

Israël aussi est visé. Amnesty International souligne que des milliers, après parfois de douze ans seulement, à Gaza et sur la rive occidentale de Jourdain, ont été arrêtés et maltraités. « Beaucoup auraient reçu des coups de poing,

des coups de pied et de bâton sur tout le corps, les blessant parfois gravement ».

Méthodes plus brutales en Turquie : en avril 1987, des gendarmes auraient torturé quatre garçons « en envoyant des décharges électriques dans leur bouche qui entraînent ». L'Afrique du Sud n'a, semble-t-il, rien à apprendre dans le domaine : aux coups « de poing, de pied, de fouet et de crosses de fusil » et à la torture par décharges électriques infligées parfois à l'aide de générateurs opérés manuellement dans des cas de police se seraient ajoutées des tentatives d'étranglement.

## Pour « faire parler » ou « faire taire »

Autre fait, survenu à la fin de 1985 dans la ville de Suleimaniya (nord de l'Irak) : après l'arrestation de trois cents jeunes et enfants, « on nous a tous enfermés dans des cellules où nous étions en contact avec des adultes ». Précision horrible : « certains ont eu les yeux arrachés ».

Pourquoi torture-t-on des enfants (ou les force-t-on à assister à la torture de leurs parents) ? Pour « faire parler » les uns ou les autres, soudainement inculpés les uns ou les autres, alors qu'il s'agit le plus souvent de faire peur pour faire taire ou, simplement, de faire mal pour le plaisir.

Le rapport d'Amnesty cite le cas des nombreux enfants « disparus ». Plus de cent en Argentine, par exemple, dans la deuxième moitié des années 70. La plupart étaient nés dans des camps de détention secrets et avaient été séparés de force de leur mère après leur naissance. Forte pensée du général Ramon Campesin, ancien chef de la police de Buenos-Aires : « Les parents subissent l'arrestation de leurs enfants à la naissance, il leur faut cela comme ça ».

Arrêtés en même temps que leurs parents, certains enfants grandissent — et vieillissent —

dernière les barreaux. Cas incroyable, signalé en Argentine : le petit Néor Jahan avait un an lors de son arrestation. Elle en a aujourd'hui trente et un et est toujours détenue.

Ce rapport d'Amnesty doit être mis en parallèle avec un autre document, plus développé, publié fin décembre par l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). On y apprendrait que quatorze millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de maladie qui sont pour la plupart évitables. Beaucoup d'entre eux peuvent être en effet sauvés par des moyens assez simples. La preuve : les victimes étaient 25 millions en 1950 quand la planète comptait nettement moins d'habitants qu'aujourd'hui.

Une personne sur trois qui meurt dans le monde est un enfant de moins de cinq ans. Cette mortalité d'insécurité pour de la malnutrition, mais aussi de misère aggravée car les enfants du tiers monde sont des victimes directes de la récession.

L'UNICEF réclame « une grande alliance » internationale pour sauver ces enfants, étant entendu que des « mesures techniques » sont insuffisantes. Il faut, en effet, remplacer ce drame dans un contexte plus général : celui des « droits de l'enfant ». Un concept qui s'affirme de plus en plus et devrait inclure, entre autres, le droit pour chaque enfant de couple divorcé de rester en contact avec son père et sa mère.

La déclaration des droits de l'enfant adoptée en 1959 par l'Assemblée générale des Nations Unies n'était qu'un premier pas, de principe. Une convention est réclamée avec insistance par de nombreux organismes et associations. Elle seule obligerait les Etats à respecter quelques règles élémentaires et prendrait en compte des problèmes nouveaux — ou qu'on redécouvre — comme la détention d'enfants.

ROBERT SOLÉ.

L'assassinat d'un diplomate allemand à Paris

## Les mobiles du crime ne sont toujours pas établis

Les circonstances du meurtre de Siegfried Wielsputz, diplomate allemand assassiné à Paris dans la nuit de dimanche 3 au lundi 4 janvier, sur une passerelle enjambant la Seine, demeurent toujours partiellement inexplicables le mardi 5 janvier (le Monde du 5 janvier). La brigade criminelle de la préfecture de police chargée de l'enquête envisageait de procéder rapidement à une perquisition au domicile de la victime, à La Celle-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Deux fonctionnaires du Bundeskriminalamt (BKA), la police judiciaire fédérale ouest-allemande, sont arrivés dès lundi à Paris pour suivre les investigations de leurs collègues français. Ils ne semblent pas avoir pu fournir des renseignements susceptibles d'expliquer l'assassinat. A Bonn, nous signalons notre correspondant, R. Rosenzweig, l'on paraît vouloir minimiser les éventuelles implications politiques de l'assassinat revendiqué, dès lundi, par une source anonyme, comme étant l'œuvre d'une organisation kurde puis, de source kurde officielle cette fois, démentie.

L'autopsie pratiquée lundi a permis de recueillir dans le cœur de la victime un projectile de plomb au cheminé provenant d'un calibre de 8 mm ou 9 mm. La balle, d'un type peu courant, tirée à une distance approximative d'une dizaine de centimètres, aurait pu être tirée par une arme ancienne, soit, à l'inverse, par une arme très moderne qui réutilise ce type de projectile.

L'assassinat s'est déroulé sans témoins. C'est un couple d'anciens policiers qui s'est avancé vers lui, l'attendant, la victime, qui s'est écroulée en disant qu'on venait de lui tirer dessus. Transporté à l'hôpital du Val-de-Grâce, Siegfried Wielsputz devait décéder peu après son admission.

Dimanche, veille du crime, il était de permanence au consulat de la République fédérale d'Allemagne, avenue d'Iéna, vers le lela de l'endroit où il a été assassiné. Curieusement, sa voiture était restée à La Celle-Saint-Cloud. Dimanche soir, Siegfried Wielsputz est allé dîner dans une brasserie des

Champs-Élysées en compagnie de deux collègues de l'ambassade. Les trois hommes se sont quittés vers minuit, chacun déclarant rentrer chez lui. Deux heures et demie plus tard, Siegfried Wielsputz était assassiné. C'est ce laps de temps que les policiers tentent aujourd'hui de remplir.

## Une enveloppe cachetée

Dans la poche de la victime les enquêteurs ont retrouvé une enveloppe cachetée dans laquelle était un tract de l'ERNK, organisation nationaliste kurde en lutte contre le régime d'Ankara. Ce tract fait le bilan du contentieux entre les nationalistes kurdes et les autorités allemandes qui se sont à plusieurs reprises intéressées aux organisations kurdes. La RFA compte en effet sur son sol une importante communauté turque et kurde secourue par des politiques politiques parfois sanglantes. Le tract de l'ERNK retrouvé dans la poche de Siegfried Wielsputz fait notamment état de la saisie, par les autorités allemandes, d'une somme de 700.000 marks appartenant à l'organisation kurde. De source ouest-allemande, l'on indique que cette somme a été remise à ses propriétaires depuis le 11 novembre 1987. Rien n'indique d'ailleurs que le tract retrouvé dans la poche du diplomate y ait été déposé par son assassin. Rien n'indique non plus qu'il y ait eu vol.

En poste à Paris depuis 1986, Siegfried Wielsputz était officiellement chargé des visas à la section consulaire de l'ambassade d'Allemagne. Mais les enquêteurs français demeurent plus réservés sur ses fonctions véritables. Apparaissant en poste à Lagos, au Nigeria, il y avait épousé une Nigérienne mère de deux enfants, qui a déclaré aux enquêteurs tout ignorer des affaires de son mari. Siegfried Wielsputz semble par ailleurs avoir contracté de lourdes dettes en Allemagne pour bâtir une maison.

G.M.

« Les Russes arrivent », d'Emmanuel de Richouffiz

## Roman d'anticipation à l'école de guerre

Cela commence comme un roman de stratégie-fiction : depuis son camp de rééducation, au fin fond de l'Union soviétique, un officier français, prisonnier, relate dans son journal de marche comment le chef de l'Etat, en décembre 1997, n'a pas appuyé sur le bouton rouge de la dissuasion nucléaire pour s'opposer à une invasion brutale des armées du pacte de Varsovie. Cela s'achève comme un mémoire de l'école de guerre : l'auteur, un lieutenant-colonel de l'armée de terre qui servait au cabinet de l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, y va de sa réflexion personnelle sur ce qu'il faudrait réformer de l'actuel système de défense français, décrit comme dépressif, fragile, voire indigne parce que inopérant.

Decembre 1997, les Russes arrivent, signé Emmanuel de Richouffiz, avec le sous-titre Un officier d'active raconte... se veut à la fois roman d'anticipation et œuvre doctrinale. Avant même sa parution en librairie, ce cocktail a tout pour être exploité et il l'est, dans les milieux politiques et militaires qui se font un plaisir de l'anticipation : de quel droit un officier se mêle-t-il d'avoir des idées originales, certes contestables ou simplistes, mais qui sortent au cas de cas de l'ancien état de la tradition ? L'auteur intellectuel fait parfois peur parce qu'il le dérange.

Le scénario du lieutenant-colonel de Richouffiz se déroule comme à la parade. En 1994, Américains et Soviétiques ont démantelé leurs arsenaux nucléaires militaires en Europe, laissant la seule France — le Royaume-Uni est curieusement absent du récit — en état de menacer tout envahisseur de sa riposte préstratégique. En 1997, les Russes arrivent, ou plus exactement les troupes du pacte de Varsovie passent à l'attaque uniquement avec leurs armes classiques, et elles menacent les Français au pied du mur, c'est-à-dire devant leurs responsabilités d'avoir à déclencher, les premiers, la foudre nucléaire.

## Une ligne Maginot nucléaire

« Il devient évident que l'ultime avertissement nucléaire sera une décision unilatérale, votée et décidée par la France seule », écrit l'auteur, au yeux de l'opinion internationale, nous pourrions rester celui qui a enclenché le processus nucléaire. Je sens mon pays isolé, et le président bien seul. La perspective même de l'ultime avertissement ne place-t-elle pas déjà la partie des droits de l'homme au ban de l'humanité ? » demande-t-il.

La « ligne Maginot nucléaire » est contournée par un agresseur qui aura choisi de débordier les formations blindées occidentales par les assauts « coups de poing » de ses parachutistes et de ses hélicoptères, comme autant de « micro-violences » ou de « prises de gages ».

À l'intérieur même du dispositif européen. Le piège se reforme sur la France et, à ce jeu diabolique, il faut d'abord un chef de l'Etat d'une trempe exceptionnelle pour l'en délier.

Ce n'est pas la première fois que le doute est ainsi jeté sur la crédibilité d'une dissuasion à la française, qui se voit fondée sur la relation conflictuelle du faible au fort. A chaque fois, la critique émane d'auteurs qui avancent, au départ, un postulat pour les besoins de leur thèse : l'adversaire, ou s'entendait « a priori d'attaquer à l'arme nucléaire, agissant comme un boteur qui s'attacherait lui-même au gant déchaîné le dos, en menaçant sur le champ. Certains ajoutent que consisterait à se désolier, en s'opposant des contraintes. Sauf, mais ce n'est pas le cas de ce livre, dans l'hypothèse où toutes les armes nucléaires, stratégiques et préstratégiques, seraient disparus de la planète.

## Des suggestions surprenantes

En réalité, la particularité et donc l'intérêt de l'ouvrage du lieutenant-colonel de Richouffiz résident dans les propositions de réorganisation du système français de défense, même si elles sont parfois succinctes ou naïves. Certaines de ces suggestions surprendront le lecteur mais, précisons, elles sont matière à débat.

Qu'en on juge ! Il faut renoncer à l'ultime avertissement nucléaire — sous-entendu : les armes préstratégiques des missiles Hades et des avions Mirage-2000 — et ne conserver que les sous-marins équipés d'engins anti-croisiers. Et dans les années 2000, à griser les armes à l'usage de la Haute-Provence. Il faut dissuader les blindés français dans les villes, en Allemagne fédérale, pour les épargner avant la contre-attaque. Il ne faut pas craindre de confier aux généraux, sur le terrain, l'emploi éventuel de la bombe à neutrons, la seule arme préstratégique qu'il convient de sauvegarder. Et dans le driller l'Hexagone par le biais d'une dissuasion populaire qui ferait appel à des conscrits entraînés à la guerre urbaine à l'occasion d'un service militaire d'une durée allongée. Ces hommes mériteraient la vie dure à l'occupant qui, dans ces conditions, ne s'aventurerait pas dans les villes.

D'une manière générale, Les Russes arrivent préconise d'opposer au détachement des « gros tactiques » adverses les armes « intelligentes » de la technologie occidentale de demain. « C'est la revanche de la défensive et de la qualité sur l'offensive et le nombre », écrit l'auteur. A croire que l'Ouest détiendrait longtemps le monopole des armements modernes et que l'Est, puisqu'il s'agit de lui, sera toujours en retard d'une forme de guerre...

JACQUES ENRIARD.

Les Russes arrivent, Editions Albin Michel, 192 pages, 75 F.

## Le gouffre de Tourrettes menace d'engloutir une maison

TOURETTES de notre correspondant régional

Le spectaculaire effondrement de terrain qui s'est produit le dimanche 27 décembre sous le lit d'une petite rivière, le Chautard, à Tourrettes (Var), a pris des proportions alarmantes. Alors que les géologues s'interrogent sur l'évolution du phénomène, plusieurs maisons d'habitation riveraines sont désormais menacées, dont l'une est déjà condamnée. Cette situation a incité le conseil municipal de Tourrettes, réuni en séance extraordinaire le lundi 4 janvier, à demander aux autorités de tutelle le classement du site en zone sinistrée. Les élus de la commune ont également décidé d'élargir la périmètre de protection à 50 mètres autour du gouffre, et le solliciter l'aide du conseil général du Var pour entreprendre les études détaillées.

Après huit jours d'effondrements successifs, la vaste cavité qui s'est formée sous le lit du Chautard sur 45 mètres de profondeur et près de 25 mètres de diamètre, s'est progressivement remplie d'eau à la suite vraisemblablement de l'obstruction de la galerie souterraine dans laquelle la rivière avait disparu. Dans la journée de lundi, le Chautard a ainsi retrouvé son lit, mais les spécialistes redoutent que le bouchon d'alluvions et d'éboules ne soit chassé par la pression d'une masse d'eau estimée à 4 000 mètres cubes. Dans cette hypothèse et si l'évacuation de la cavité était brutale, de graves dégâts pourraient se produire dans la localisation et l'ampleur sont imprévisibles.

Alors que les eaux, la maison la plus proche du gouffre, appartenant à un ingénieur de la badouille pacifique, s'est progressivement effondrée et se peut plus être sauvée. Une autre habitation a commencé à se fissurer et a été abandonnée par ses occupants. Dix propriétaires sont maintenant concernés par le nouveau périmètre de protection établi par le maire de Tourrettes, qui avait pris, il y a quelques jours, un arrêté de mise en péril. Si toutefois le classement du site en zone sinistrée était décidé, les riverains pourraient être indemnisés.

Une étude géologique détaillée est cependant nécessaire pour prendre la mesure du phénomène et établir de nouvelles règles de construction. Parallèlement, le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, a indiqué qu'un plan d'exposition aux risques (PER) serait prochainement publié dans les deux communes voisines de Tourrettes et de Fayence qui font partie du même système karstique, au sud du plateau calcaire de Carpiquet.

GUIY PORTE.

## Un trafic de voitures volées démantelé

### Grosses cylindrées à compte d'auteur

La propriété de la Mercedes suisse s'appelait Charles Baudelaire. Ce qui d'une certaine façon fait de lui un personnage assez poétique mais peu convaincant. Si peu d'ailleurs qu'après une longue enquête la gendarmerie d'Arlès vient de démanteler un vaste réseau de trafiquants de voitures de luxe volées.

Ces voitures à compte d'auteur ne travaillent que sur commande. Et à façon, pour des clients pressés, dans différents pays, Liban, Koweït, Chypre, Arabie saoudite, Syrie et parfois même le Japon, qui souhaitent disposer très vite d'une bonne occasion. Système à la fois fort simple et tout à fait sophistiqué.

Toute commande était immédiatement honorée : les arpentés du réseau se chargeaient de voler dans la région de Milan un véhicule en tous points conforme aux spécifications de l'acheteur. Les techniciens, en milieu de chaîne, procédaient aux petites retouches nécessaires : modification au laser des numéros de séries et de châssis, changement de serrures et d'immatriculation. L'administratif, le responsable d'une société d'autocars suisse, se faisait fort de donner le véhicule d'une fausse carte grise et de faux certificats d'assurance suisses, en usant, selon l'inspiration,

de noms absolument fantaisistes. Enfin, le « service commercial », installé en France sous couvert d'une agence maritime de Marseille, la Jolify, agréée en douane, se chargeait des expéditions, par conteneurs, au départ de Port-Saint-Louis (Bouches-du-Rhône).

C'est précisément l'augmentation importante des opérations de transit de voitures de luxe au départ de Port-Saint-Louis qui, début 1988, conduisit les services des douanes et la gendarmerie de cette ville à s'intéresser plus particulièrement à ce commerce en pleine expansion. Deux ans après, sous la direction de M. Anne-Claire Almusue, juge d'instruction à Tarascon, l'enquête a abouti. En France, trois personnes ont été inculpées de vols, recel, falsification et usage de documents administratifs : M. Paul Rossi, directeur de la Jolify, l'un de ses employés, Bernard Gianni, ainsi qu'un ressortissant italien, Vincenzo Salzeo, incriminé à Marseille pour une autre affaire. En Italie et en Suisse, deux autres personnes ont été impliquées dans ce trafic : deux cents véhicules de luxe attribués ainsi à Baudelaire et à ses complices pour une somme estimée à 70 millions de francs.

Une modification du code de procédure pénale

## La qualité d'agent de police judiciaire est étendue aux gardiens de la paix

Publié au Journal officiel du 1<sup>er</sup> janvier, une loi modifie le code de procédure pénale accroit les prérogatives des policiers en tenue. Adoptée le 14 décembre 1987 par l'Assemblée nationale et le 20 décembre par le Sénat, elle étend l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire (APJ) aux policiers en tenue — le gros effectif de la police nationale — et aux enquêteurs — un corps minoritaire parmi les policiers en civil. Désormais les tâches des policiers en tenue ne relèveront donc pas seulement de la police administrative.

La mission des agents de police judiciaire est définie par l'article 20 du code de procédure pénale en ces termes : « Seconder, dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire ; constater les crimes, délits et contraventions et en dresser procès-verbal ; recevoir par procès-verbal les déclarations qui leur sont faites par toutes personnes susceptibles de leur fournir des indices, preuves et renseignements sur les auteurs et complices des infractions ». Cependant les agents de police judiciaire « n'ont pas qualité pour décider des mesures de garde à vue ».

Le principe de cette réforme avait été obtenu par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majorité) sous les gou-

vernements socialistes. Les syndicats expriment ainsi une vieille revendication de la base policière : ne pas se sentir totalement dépossédés dans les enquêtes de police judiciaire, qui ont souvent comme point de départ des constatations faites dans l'activité de sécurité publique, dans la rue et les lieux publics, au contact de la population. De plus, le fait de ne pouvoir établir directement des procès-verbaux, constater les délits et recueillir les témoignages, créait indubitablement un encombrement préjudiciable à l'image de la police et de son efficacité, les policiers en tenue renvoyant la balle à leurs collègues en civil ayant la qualité d'officiers de police judiciaire.

La mise au point de cette réforme n'est pas allée sans difficultés, avant comme après mars 1986, du côté de la chancellerie, la magistrature s'inquiétant d'une extension de pouvoir qui ne s'accompagnerait pas d'une meilleure compétence. Il est finalement précisé que les grades et gardiens de la paix doivent satisfaire aux épreuves d'un brevet de capacité technique ou avoir accompli deux ans de service en qualité de titulaires pour avoir la qualité d'APJ. Un décret en Conseil d'Etat devra préciser les conditions de l'examen technique.

## Six hauts policiers sont nommés inspecteurs généraux

Sur proposition du ministre de l'intérieur, le président de la République a récemment nommé six hauts responsables policiers à l'emploi d'inspecteur général des services actifs, grade le plus élevé de la police nationale. Publiés au Journal officiel des 28 et 29 décembre, les décrets signés par M. François Mitterrand distinguent ainsi MM. Jack Thieulin, directeur du cabinet du directeur général de la police nationale ; Claude Bardon, sous-directeur de la recherche à la direction centrale des renseignements généraux ; Jacques Bremière, chef du service central des CRS ; Georges Greco, sous-directeur des affaires économiques et financières à la direction centrale de la police judiciaire ; Guy Piers, directeur central adjoint des renseignements généraux, et Jean Reille, chef du

service des voyages officiels et de sécurité des hautes personnalités. Ces nominations ont longtemps tardé avant d'être publiées au Journal officiel en raison d'un conflit latent entre M. Charles Pasqua et M. Mitterrand. Le ministre de l'intérieur voulait en effet ajouter à ces six hauts policiers deux de leurs collègues : MM. Claude Guérin, conseiller technique à son cabinet, et Jean-Pierre Brut, sous-directeur à la DST. Le président de la République s'y est formellement opposé en raison du rôle qui leur est prêt dans l'affaire du Carrefour du développement. C'est notamment dans le service de M. Brut — les services techniques de la DST — que fut fabriqué le « vrai-faux » passeport remis à Yves Chaler durant sa fuite au Brésil, tandis que M. Guérin était déjà à l'époque l'un des conseillers écoutés de M. Pasqua, place Beauvau.



## ÉDUCATION

De l'« éducation populaire » à la « jeunesse »

## L'INEP transformé n'aura plus de service de recherche

Le décret modifiant le statut de l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi, pour le transformer en Institut national de la jeunesse, est paru au *Journal officiel* des 2-3 janvier. La suppression pure et simple de l'INEP avait été envisagée à la fin de 1986. Mais, après un débat interne à la majorité (M. René Haby avait notamment plaidé en sa faveur), le gouvernement a décidé de le modifier. Des trois fonctions qu'il assurait — formation, communication et recherche — les deux premières sont maintenues, mais la troisième sera abandonnée, ce qui entraînera la disparition de la revue *Les Cahiers de l'animation*.

L'Institut national de la jeunesse doit devenir un lieu d'accueil, de rencontres et de colloques pour le secteur associatif, à vocation internationale. Un rôle qu'il assurait déjà largement depuis. L'agrandissement de ses locaux, notamment à travers ses universités d'été. Dans le prolongement de la loi de juillet 1987 sur les associations, élargissant leur financement aux particuliers et aux entreprises, les cadres de ce secteur s'y verront proposer des stages sur la

gestion de l'économie. Une équipe de formateurs-chefs de projets fera appel principalement à des intervenants extérieurs.

L'établissement sera doté d'un centre de ressources documentaires sur la jeunesse et d'une banque de données interrogeable à distance.

Le service de recherche, qui comprend une dizaine de personnes, sera supprimé. Ce service avait notamment publié un rapport « Ecarts et utopies » sur les stratégies de communication télévisuelle du secteur associatif et consacré deux numéros spéciaux des *Cahiers de l'animation* à l'histoire du mouvement d'éducation populaire. Il s'intéressait également aux problèmes d'intégration de la jeunesse.

Pour les syndicats du personnel, la réforme de l'établissement remet en cause sa vocation pédagogique et la disparition du concept d'éducation populaire restreint son champ d'intervention. Ils relèvent avec amertume que « cette cure de jeunesse se traduira par un amaigrissement des effectifs », puisqu'une quinzaine de postes seraient supprimés.



## Les jésuites de Lille à Nantes

L'INSTITUT catholique des arts et métiers, animé par des jésuites et installé à Lille depuis 1898, a décidé d'ouvrir un autre établissement à Nantes. Il constate, en effet, que plus de 20 % de ses étudiants sont originaires de l'Ouest et préfère créer une nouvelle école dans cette région, plutôt que d'augmenter ses effectifs. Autonome sur le plan de la gestion, mais soumise à la tutelle pédagogique de Lille, l'école de Nantes aura la même organisation que la maison mère : recrutement sur dossier et entretien après le baccalauréat, préparation intégrée en deux ans, puis formation en trois ans, débouchant sur un diplôme d'ingénieur, dans quatre départements (matériaux ; mécanique et énergétique ; systèmes électroniques ; informatique) et des ateliers ; accent sur la formation humaine et les valeurs chrétiennes ; vie communautaire grâce à une Maison des ICAM.

En attendant la construction de locaux neufs, les années préparatoires seront hébergées au lycée privé La Joliverie. Une première promotion de quarante élèves sera recrutée à la rentrée 1988. Les suivantes seront de quatre-vingts, de façon à atteindre un effectif global de quatre cents étudiants.

Le coût de l'équipement est estimé à 33 millions. L'investissement nécessaire à l'achat du terrain et à la construction dépendra des résultats des négociations avec les collectivités locales. Encouragé par l'accueil de ces dernières, l'ICAM espère bien les convaincre que cette initiative prend naturellement sa place dans les projets de développement technologique de la région nantaise (1).

F. G.

(1) Voir l'article sur la technopole nantaise dans le supplément *Villes au futur* : *Nantes* du Monde du 17 décembre.

(ICAM, 6, rue Aubert, 59046 Lille Cedex. Tél. : 20-99-88-55.)

## Les mercredis de l'architecture

L'école d'architecture Paris-Tolbiac et le Georgia Institute of Technology d'Atlanta (USA) organisent tous les mercredis, du 6 janvier au 16 mars, un cycle de conférences. Au programme : « Architectures américaines », « Le Corbusier à Chardighar », « Los Angeles : le mythe du pavillonnaire » (en anglais) et « L'architecture à Chicago »...

(École d'architecture Paris-Tolbiac, 8, rue du Javelot, 75646 Paris Cedex 13.)

## Télématique à Grenoble

L'université Stendhal (Grenoble-III) organise entre le 25 janvier et le 30 mai un stage de formation à la « Communica-

tion informatisée », centré sur la télématique. Il s'adresse notamment aux professionnels de la communication dans les entreprises, mais aussi aux demandeurs d'emploi qui désirent améliorer leur qualification.

(Université Grenoble-II, centre de formation continue, BP 25 X, 38040 Grenoble Cedex.)

## La rendez-vous de 1992

Les élèves de l'école nationale supérieure des techniques avancées organisent, lundi 11 et mardi 12 janvier, un forum étudiants-entreprises sur le thème de « L'Europe de 1992 ». Les diplômés sans frontières et « La naissance d'un réseau européen de Junior-Entreprises ».

(ENSTA, 32, boulevard Victor, 75015 Paris.)

## PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle et semestrielle pour jeunes bacheliers 11 ans d'expérience dans la préparation des grandes écoles.

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

PCS

48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tél. : (1) 45 66 59 98

## REPÈRES

## Couples mixtes

## Sélim a disparu

Un adolescent de dix-sept ans et demi, Sélim M., enfant d'un couple franco-algérien aujourd'hui séparé, venu avec quarante-trois autres enfants passer les vacances de Noël en France a disparu. C'est le médiateur français, M. Claude Allier qui a donné l'alerte après avoir constaté que l'adolescent que l'on disait souffrant n'était ni chez ses grands-parents ni chez sa mère, M<sup>me</sup> Dupont. M. Allier, qui craint que cette attitude compromette des années d'efforts déployés pour que des enfants de couples séparés puissent maintenir des contacts avec leurs deux parents des deux côtés de la frontière, lance un appel à Sélim, à M<sup>me</sup> Dupont et aux personnes qui se sont portées garantes afin de permettre cette visite. « Ce coup de tête est d'autant plus malencontreux, explique M. Allier, que Sélim sera majeur aux yeux de la loi française dans six mois (la majorité est fixée à dix-neuf ans en Algérie) et qu'il pourra alors faire comme il le souhaite son service militaire en France. [...] Il n'est pas question que notre mission échoue », déclare M. Allier, qui précise être en contact permanent avec son homologue algérien pour le tenir au courant des recherches.

## Environnement

## Marée noire sur la Seine

Une nappe d'hydrocarbure lourde de plus de 8 kilomètres de long et de 15 à 20 mètres de large dérive depuis le lundi 4 janvier sur la Seine. Elle a été repérée vers midi à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) et a continué de descendre le cours du fleuve. Plusieurs batardeaux de la brigade des pompiers de Paris et des pompiers-pêcheurs du Val-d'Oise sont intervenus et s'efforcent d'aspirer la nappe sans interrompre totalement la navigation, sauf à proximité du port de Gennevilliers (Hauts-de-Seine). La pollution semble avoir pris sa source dans une réserve industrielle. La fuite remontant à plusieurs jours se serait échappée par un égoût qui se jette dans la Seine à Epinay.

## La mer d'Aral se vide

La mer d'Aral, cette mer intérieure située dans la partie asiatique de l'URSS, rétrécit comme un peu de chagrin. Sa profondeur était d'une soixantaine de mètres au maximum, il y a quelques années. Elle aurait maintenant diminué d'une douzaine de mètres, ce qui, bien évidemment, a réduit la surface de la mer. Située dans une région désertique, et donc soumise à une très forte évaporation, la mer d'Aral est alimentée par l'Amou Daria et le Syr Daria. Or les eaux de ces derniers sont massivement détournées pour irriguer les terres de leur vallées et y faire pousser coton et riz. Pour l'hebdomadaire soviétique *Ogoniok*, il s'agit d'une véritable catastrophe écologique. — (Reuters.)

« Ozone : les entreprises mettent sur pied un programme de sauvegarde. — Onze grands groupes de chimie, dont Atochem, filiale d'Elf, mettent sur pied un programme commun de recherche sur les produits pouvant éventuellement remplacer certains chlorofluorocarbones soupçonnés de détruire peu à peu la couche d'ozone de la haute atmosphère. Le montant de ce programme est estimé à plus de 50 millions de francs. L'évaluation des conséquences, sur l'environnement, de l'utilisation de nouveaux produits est au premier rang de ce programme de recherche.

## Espace

## Nouveau retard pour la navette

La navette spatiale Discovery ne volera pas avant le fin juillet 1988. Les missions, interrompues depuis l'explosion de Challenger, le 28 janvier 1986, devraient reprendre avec un vol de Discovery le 2 juin 1988. Mais lors d'un essai des propulseurs d'appoint — responsables de l'explosion, ils ont été en partie redessinés, — un joint flexible a lâché le Monde du 23 décembre 1987). Il s'agit d'une pièce importante (2,4 mètres de diamètre et 18 centimètres d'épaisseur) qui permet des changements d'orientation de la navette. Cette défaillance implique qu'un matériel différent soit utilisé pour le joint, ce qui causera, d'après la NASA, un retard de six à dix semaines. Si rien d'autre n'intervient... Un rapport d'experts, rédigé en août dernier, vient d'être publié dans un journal d'Atlanta. Il signale que « des anomalies inquiétantes » constatées après l'accident de Challenger n'ont pas été corrigées, et plus généralement que la sécurité reste le parent pauvre dans le budget et l'agenda de la NASA. Des responsables de la NASA ont reconnu la justesse de ces critiques et indiqué qu'ils travaillent sur des mesures correctrices.

## SPORTS

## Le Rallye Paris-Alger-Dakar

## Concurrents, à vos pelles !

Le directeur de course, René Metge, l'avait annoncé : la première spéciale du Paris-Dakar serait terrible. Il prévoyait un déchet d'environ 30 % dans les 250 kilomètres de dunes sablonneuses choisies pour relier El Oued à Hassi-Messaoud. Mission accomplie. La déroute des nouveaux venus, amateurs et même quelques chevronnés, a combié les vœux des organisateurs. A 8 heures, le mardi 5 janvier, 215 voitures, 112 motos et 63 camions seulement s'étaient présentés au contrôle. Au même moment, au bivouac, le signal de départ était donné pour l'étape suivante, beaucoup plus facile, entre Hassi-Messaoud et Bordj-Omar-Driss.

HASSI-MESSAOUD (Algérie) de notre envoyé spécial

« C'est Le Touquet puissance 10, commente le petit Belge Gaston

ALPESME : nouvelle voie dans les Grandes Jorasses. — Le Dyonnais Jean-Marc Bolvin et le Lyonnais Gérard Vionnet-Fusset ont ouvert le 30 décembre une nouvelle voie glacière en technique légère sur les 1200 derniers mètres de la face nord des Grandes Jorasses (4200 mètres). Cette nouvelle voie a été baptisée « Extrême Dream ».

JEUX DE SÉOUL : défection soviétique le 12 janvier. — Le président du comité olympique soviétique, M. Mariat Gremov, a déclaré, le lundi 4 janvier à Francfort, que « l'URSS n'a pas l'intention de boycotter les Jeux olympiques de Séoul ». Il a toutefois précisé que la décision officielle serait prise au cours de la réunion du comité olympique soviétique prévue les 11 et 12 janvier. La Hongrie et la RDA ont déjà accepté l'invitation de participer aux Jeux.

Rahier, arrivé en tête des motos avec son compatriote Guy Huypens, tous deux sur Suzuki. Ce n'était pas une étape dangereuse, puisqu'on est obligé de rouler à vitesse réduite dans le sable mou. Mais il fallait beaucoup de technique pour ne pas s'enliser ou tomber. Tous les concurrents ont repris cette comparaison avec l'enduro du Touquet, cher aux motards. « Quand on a fait le *Mauritanien*, ça aide », observe l'un d'eux. Mais nous n'avons pas le désert mauritanien à leur actif, et beaucoup ont donc souffert. L'un des plus marqués, à cet égard, est le régional de l'étape, le motard algérien Farid Benlayachi. Frère étudiant en sociologie, Farid est arrivé épuisé à Hassi-Messaoud, malgré les encouragements de ses compatriotes de la Sonatrach, attachés à leurs puits de pétrole.

La première voiture à pointer au contrôle final a été la Mitsubishi-Pajero de Pierre Larigue et Bernard Maingret. Mais au chronomètre dans la spéciale, c'est l'inévitable Ari Vatanen, dans sa Peugeot 405, qui a fait le meilleur temps, car l'élegant Finlandais a réussi à ne jamais s'ensabler et s'est même offert le luxe de s'arrêter pour aider Henri Pescarolo et son compatriote Juha Kankkunen. Larigue et Maingret, eux, se sont « plantés » deux fois dans le sable et ont dû sortir leurs quatre plaques pour se dégager.

Patrick Zanardi, arrivé troisième, a trouvé l'épreuve trop sévère pour un début de course. « Si tout le rallye est comme ça, il n'y aura pas beaucoup de monde à l'arrivée », hasarde-t-il. Le moteur de leur Range Rover a tellement chauffé, à rester bloqué en première ou en seconde, que la semelle de la botte de son compère Feneoli a fondu sur la traverse du plancher. Mais Zanardi, du coup, est soulagé : sa panne de la veille sera donc sans conséquence. Il attribue méchamment aux ouvriers anglais qui auraient serré les boulons à l'heure du thé...

Si, au total, la spéciale des dunes a produit peu de casse et encore moins de plaies et bosses, elle aura

soit de même paralysé quelques-uns du volant comme Jacques Laflie, Jean-Pierre Jabouille et Hubert Auriol, l'ex-motard, obligés de pelleter le sable comme des débutants. Et le petit Cyril Neveu a fait le grand soleil autour de sa moto Honda aspirée par une valétasse de l'ong. Mais ce sont les camions qui auront en le plus de mal à franchir le sable mou. Jan De Rooy, le taurau néerlandais, a réussi à forcer le premier le passage. Mais il n'a pas été suivi. Du moins pas tout de suite. Georges Groine, qui assure l'assistance des Peugeot avec son Mercedes, a été très retardé après avoir versé. Beaucoup vont devoir bivouaquer dans les dunes, à côté de leur machine immobilisée, éclairés à giorno par la pleine lune et les torches d'Hassi-Messaoud.

ROGER CANS.

## AUTOS

1. Vatanen-Berglund (Fin./Sud., Peugeot 405 T 16), 1 h 51 min 39 sec de pénalité; 2. Larigue-Maingret (Fr./Mitsubishi Pajero) à 2 min 34; 3. Zanardi-Feneoli (Fr./Range Rover) à 14 min 25 sec; 4. Tamby-Lemoyne (Fr./Range Rover) à 15 min 39 sec; 5. Kankkunen-Pironen (Fin./Peugeot 205 T 16) à 18 min 58 sec.

## MOTOS

1. Rahier (Bel, Suzuki) 3 h 35 min 46 sec; 2. Huypens (Bel, Suzuki) à 57 sec; 3. Morlaix (Fr., Honda) à 5 min 2 sec; 4. Terrad (Ita., Honda) à 6 min 32 sec; 5. Orioli (Ita., Honda) à 6 min 56 sec.

## FAITS DIVERS

Assassinat d'un pompiste à Nice. — M. Michel Martin, cinquante-quatre ans, pompiste à Nice, a été découvert, le lundi 4 janvier, à 3 heures du matin, tué d'une décharge de fusil de chasse, dans la cabine de la station-service où il travaillait, boulevard René-Cassin. Quelques centaines de francs ont été dérobés dans sa caisse. Les premières constatations ont fait supposer que le coup de feu moral avait été tiré à bout portant. Pour les enquêteurs, la vol n'est pas obligatoirement le mobile de ce crime.

## FRANCE: DÉCHETS NUCLÉAIRES, LE VRAI DANGER?

- La France sera-t-elle une gigantesque poubelle nucléaire ?
- Quels sont les déchets les plus nocifs ? Quels sont les dangers potentiels pour le personnel qui les manipule, les populations et l'environnement ?
- Quelles communes sont prêtes à accueillir ces déchets dans leurs sous-sols et pourquoi ?
- Comment les chercheurs expérimentent-ils les effets d'accidents éventuels ?

« Les funérailles de l'atome » : une enquête complète de Géo avec une question qui nous concerne tous, comment vivre aujourd'hui avec le nucléaire et ses déchets ?

Egalement ce mois-ci dans Géo :

■ L'OUEST CANADA avant les prochains Jeux Olympiques d'hiver à Calgary et un grand concours : 8 voyages de découverte du Canada sauvage. ■ GUYANE : Les nouveaux exilés du Maroni. ■ SYDNEY : Le Bicentenaire de l'Australie. ■ YUGOSLAVIE : Allah au pays de Tito.

En vente dès le 5 janvier





# SCIENCES ET MEDECINE

## Le gène de la petite différence

La découverte du gène qui détermine le sexe dans l'espèce humaine est l'une des plus importantes de l'année.

C'EST l'une des découvertes fondamentales les plus importantes de ces dernières années. Au terme d'une compétition scientifique internationale acharnée, une équipe américaine vient d'isoler le gène qui détermine le sexe dans l'espèce humaine. Une découverte d'autant plus remarquable et extraordinaire que les chercheurs démontrent dans le même temps que cette structure détermine également le sexe chez les mammifères ainsi que chez les oiseaux. Cette découverte soulève de très nombreuses questions. Elle nécessite aussi une série de travaux expérimentaux pour qu'on puisse en préciser l'exacte portée. Tout d'abord, il faut que la revue scientifique américaine *Cell* (le Monde du 24 décembre) constitue une étape essentielle dans la compréhension des mécanismes de la différenciation et de l'évolution. Une étape essentielle, donc, dans la biologie et dans la compréhension du vivant.

Pourquoi naît-on garçon ? Pourquoi naît-on fille ? Depuis des siècles, ces questions essentielles suscitent les hypothèses les plus variées. Jusque dans les années 1900, on s'accordait généralement pour supposer que le sexe de l'embryon humain était sous la dépendance directe des facteurs de l'environnement. L'alimentation de la mère, en particulier, fut souvent tenue pour un élément important. Les développements de la physiologie et de la biologie et, notamment, la découverte des travaux de Mendel, modifièrent ensuite cette vision des choses. Plusieurs travaux fon-

damentaux sur les insectes permirent dans les premières années du vingtième siècle d'établir de manière indiscutable que le sexe d'un être vivant avait un substrat biologique, et que celui-ci était identifiable sous la forme d'un chromosome. En 1923, T. Painter découvrit et expliqua que, dans l'espèce humaine, ce sexe était lié à la présence ou à l'absence d'un chromosome particulier. Le sexe masculin, caractérisé par la présence d'un chromosome - Y - dans chacune des cellules. Les individus de sexe féminin, en revanche, ne possèdent pas ce

chromosome - Y - qui est remplacé par un chromosome - X -, également présent en un seul exemplaire chez l'homme. - XY - correspondait donc à l'homme et - XX - à la femme.

Dans les années 60, cette cartographie chromosomique du sexe humain fut complétée par une série d'observations et d'études effectuées tant chez l'homme que chez l'animal. Les résultats obtenus eurent pour conséquence de remettre en question le rôle exact joué par ces chromosomes sexuels. Il semblait toutefois acquis que la présence du chromosome Y - signalait - la masculinité, comme on l'enseigne toujours, aujourd'hui, dans les classes du secondaire.

De fait, un seul chromosome Y associé à plusieurs chromosomes X (comme c'est le cas dans certaines anomalies chromosomiques) suffit pour conférer à la personne concernée toutes les

caractéristiques du sexe mâle. En revanche, l'absence de ce même chromosome Y correspond toujours au développement des caractéristiques du sexe féminin.

### « Masculinité XX »

Avec l'arrivée des techniques de biologie moléculaire et grâce aux prodigieux bonds qu'elles permettent d'accomplir dans le décryptage du vivant, les choses devaient se révéler beaucoup plus complexes que prévu. Il y eut d'abord la découverte que, dans certains cas, des individus masculins possédaient dans chacune de leurs cellules un bagage chromosomique apparemment féminin (XX). Baptisée masculinité XX, cette anomalie survient, pense-t-on, dans un cas sur vingt mille naissances de nouveau-nés mâles.

Il s'agit d'individus souffrant de stérilité dont l'apparence est pratiquement normale (à l'excepti-

tion parfois d'anomalies dans le volume des testicules et d'une hypertrophie mammaire). On avait aussi de manière symétrique découvert des cas - plus rares (au sur cinquante mille naissances environ) et d'évolution plus grave - de femmes stériles dites XY. Cette observation fut suivie d'un important résultat des chercheurs français et américains obtenu grâce aux techniques de manipulation génétique. On réus-

sit en effet à établir que les cas de masculinité XX sont la conséquence d'un échange du matériel génétique entre le chromosome X et le chromosome Y. Cet échange anormal intervient chez le père au moment de la formation des cellules germinales au niveau des extrémités des chromosomes X et Y.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 17.)

## LA SIXIÈME FORCE DE L'US AIR FORCE

PARLANT un jour d'Isaac Newton, l'écrivain anglais du dix-huitième siècle Alexander Pope disait : « La nature et ses lois restaient cachées dans la nuit. Dieu dit : Que vive Newton, et la lumière fut. » Anecdote à laquelle un journaliste anglais facetieux ajoute : « Cela ne pouvait durer. Le diable s'éleva en hurlant : Que vive Einstein, et l'équilibre fut rétabli. » La situation que vivent aujourd'hui les physiciens n'est pas tout à fait la même, mais le bel édifice qu'ils ont patiemment construit en affirmant que l'univers est régi par quatre forces fondamentales est à nouveau secoué, non par les promoteurs de la cinquième force, mais par ceux de la sixième. De quoi y perdre son latin.

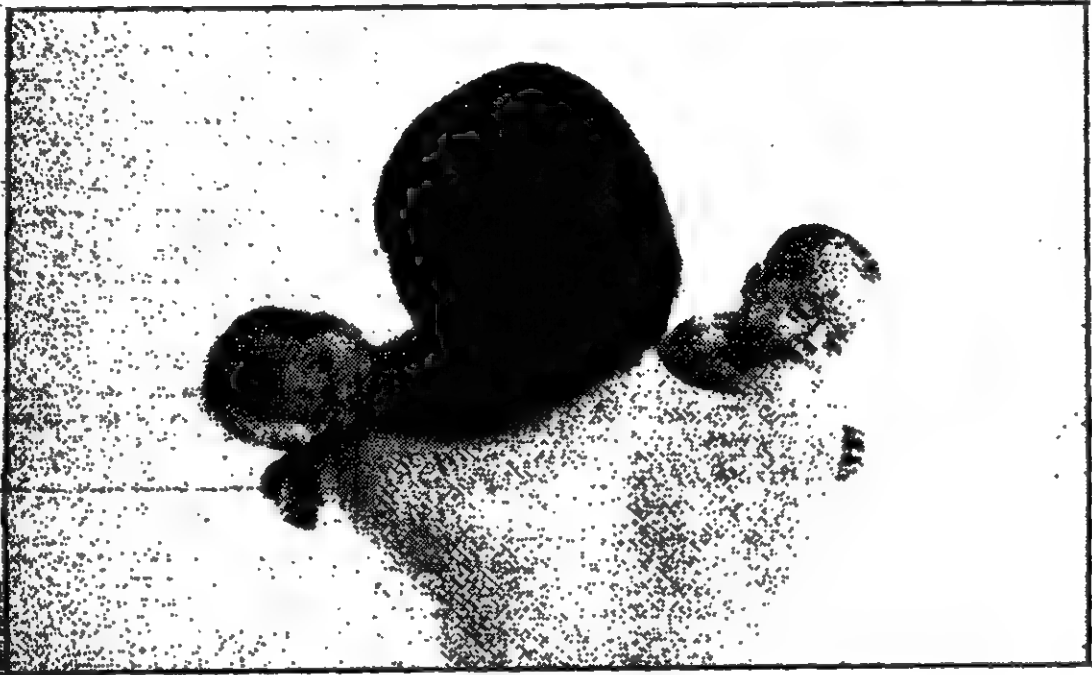
Il y a peu encore, la communauté scientifique ne connaissait que quatre forces fondamentales : la gravitation, responsable de la fameuse chute des pommes sans laquelle le monde ne serait plus ce qu'il est ; l'interaction électromagnétique, qui lie les électrons au noyau des atomes ; l'interaction forte, à laquelle on doit la cohésion de ce même noyau ; l'interaction faible, principalement responsable de la désintégration de certaines particules (radioactivité). Bref, tout allait pour le mieux jusqu'à ce qu'une équipe de l'université américaine de Washington (Etat de Washington), conduite par M. Ephraïm Fischbach, ne perturbât l'ordre établi en janvier 1985.

Il existerait, selon ce dernier, une cinquième force, analogue à la gravitation, mais de faible portée (de 10 mètres à 1 000 mètres), et de nature répulsive, dont l'action serait fonction du nombre des protons et des neutrons contenus dans le noyau des atomes. En somme, le kilo de cuivre ne descendrait pas à la même vitesse que le kilo de fer ! Idée farfelue ? Pas tant que cela, si l'on en juge par les expériences menées un peu partout dans le monde pour tenter d'apporter une preuve de cette théorie. Aujourd'hui, il faut reconnaître que les résultats obtenus se sont révélés trop contradictoires pour permettre de trancher. Au grand dam des théoriciens.

Tout aurait pu en rester là si d'autres physiciens du laboratoire de géophysique de la base de Hanscom, dépendant de l'US Air Force, n'avaient récemment introduit une sixième force suggérée par une expérience menée à Raleigh (Caroline du Nord). En recherchant des preuves de l'existence de la cinquième force, ces chercheurs avaient recueilli des bénéfices inattendus de leur travail, indique la revue américaine *Science* dans son édition du 18 décembre. Alors qu'ils tentaient, sur une tour de 600 mètres de haut, de mesurer des effets contraires à ceux engendrés par la gravitation et caractéristiques de cette hypothétique cinquième force, ils mirent en évidence des effets totalement différents, allant dans le même sens que la gravitation.

Une sorte de sixième force ? C'est ce qu'affirme, le 11 décembre, ces chercheurs lors d'une réunion de l'American Geophysical Union tenue à San Francisco. Sans doute faut-il prendre ces affirmations avec la plus extrême précaution en attendant une confirmation de ces résultats, qui vont pourtant dans le sens d'une théorie de la gravitation fondée sur trois forces et proposée par des physiciens du Los Alamos National Laboratory. Le mystère se complique, ce qui laisse à penser que Newton et ses disciples auront assurément besoin de plus d'une pomme pour enfin s'y retrouver.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.



## L'espèce des « hommes debout »

L'*Homo erectus* a-t-il été une espèce à part entière ou un stade de notre évolution ?

DÉCOUVERT à Java en 1891, l'*Homo erectus* (d'abord appelé *Pithecanthropus*) a été considéré pendant des décennies comme l'espèce du genre *Homo*, d'où est issu, il y a quelques 100 000 ans, l'espèce humaine actuelle *Homo sapiens sapiens*, et, tout naturellement, l'*Homo erectus* a été classé comme étant sorti vers 1,7 million d'années de la première espèce « humaine » *Homo habilis*. *Homo habilis* est apparu il y a au moins 2,5 millions d'années. Il a été découvert en 1965 à Olduvai (Tanzanie) par le docteur Louis Leakey et très vite identifié par les docteurs Phillip Tobias et John Napier.

Mais l'*Homo erectus* existait-il en tant qu'espèce ? Non, répondent plusieurs paléontologues, dont M. Bernard Vandermeersch, professeur d'anthropologie à l'université Bordeaux-I.

*Homo habilis* est apparu en Afrique et est resté dans ce continent où il s'est transformé en *Homo erectus*. Selon l'ancienne théorie, *Homo erectus* a quitté l'Afrique très vite après son apparition et s'est répandu dans tout l'Ancien Monde. On le trouve en Europe aux alentours d'au moins - 1,5 million d'années, comme le suggèrent des outils de pierre récemment découverts, ainsi qu'en Chine et à Java, il y a 1 million d'années, et peut-être un peu plus anciennement ; il a vécu en Inde vers

- 200 000 ans, comme vient de le prouver la mise au jour d'un premier crâne.

D'autre part, *Homo sapiens* archaïque apparaît partout dans l'Ancien Monde aux alentours de - 150 000 ans. Il est irréaliste de penser que l'*Homo sapiens* est né en Afrique des *Homo erectus* « locaux », puis qu'il est sorti de ce continent pour se répandre en Europe et en Asie où ont alors disparu les *Homo erectus* vivants depuis longtemps. C'est d'autant plus irréaliste que des caractères anatomiques particuliers aux *Homo sapiens* asiatiques et européens se voient déjà dans les *Homo erectus* de ces deux continents.

Faut-il donc admettre qu'*Homo sapiens* est apparu à peu près au même temps dans diverses régions à partir d'ancêtres locaux ? Du point de vue de l'évolution, cette hypothèse est insoutenable. Le passage d'une espèce à une autre est un phénomène trop complexe pour qu'il se produise au même moment en plusieurs endroits.

L'idée de M. Vandermeersch et d'autres paléontologues est donc qu'il n'y a pas d'espèce *Homo erectus*. D'*Homo habilis* est sorti directement, en Afrique, *Homo sapiens*. C'est un *Homo sapiens*, très archaïque certes, qui est parti d'Afrique pour occuper les autres continents de l'Ancien Monde, où il a évolué de

diverses façons, donnant ainsi les variétés de l'homme moderne particulières à chaque grande région, mais en conservant son unité d'espèce. *Homo erectus* n'est donc plus une espèce intermédiaire mais représente seulement un stade de l'évolution des *Homo sapiens*.

Le squelette d'*Homo erectus*, complet à l'exception de la plupart des os des mains et des pieds, qu'a trouvé de 1984 à 1986 sur la rive ouest du lac Turkana (ex-Rodolphe) une équipe des musées nationaux du Kenya, présente déjà des caractères d'homme moderne.

### Un « gamin » de 1,7 million d'années

Selon le docteur Alan Walker, professeur de biologie cellulaire et d'anatomie à la Johns Hopkins Medical School de Baltimore (Etat-Unis), qui dirige les campagnes sur le terrain et étudie les os fossiles ainsi découverts, il s'agit d'un *Homo erectus* juvénile (ses dents de sagesse n'étaient pas sorties et ses deux canines supérieures de lait étaient sur le point de tomber), qui vivait il y a environ 1,6 ou 1,5 million d'années. Ce « gamin » - qui serait mort vers sa douzième année si la maturation des *Homo erectus* suivait le rythme de celle de l'homme actuel - mesurait 1,68 mètre, et son cerveau avait un volume de 900 centimètres cubes. (Rappelons qu'un enfant actuel, dès l'âge de sept ans, le volume de son cerveau d'adulte.)

Cette taille est très grande par rapport à celle de l'*Homo habilis* dont les adultes ne dépassaient guère 1,20 mètre, avec un cer-

veau qui n'a jamais excédé 800 centimètres cubes. Elle montre que nos lointains ancêtres avaient en eux la potentialité génétique de grandir. Ce que l'espèce humaine est en train de vivre avec les progrès très récents de la nutrition.

L'homme a vécu pendant des générations des ressources très uniformes fournies essentiellement par une unique céréale. Il était ainsi soumis aux aléas d'une agriculture empirique et non scientifique. La sélection naturelle a donc privilégié pendant des millénaires les individus de petite taille qui ont besoin de moins de nourriture, tout en « oubliant » momentanément la capacité génétique de l'espèce à grandir.

Ce jeune *Homo erectus* du Kenya possède encore, certes, des caractères mélangés : la forme de son thorax évoque celle du chimpanzé ; son long col du fémur et son large haut de bassin le rapprochent de l'australopitèque. Mais l'étroitesse du bas de son bassin le range absolument dans un stade proche de l'homme actuel.

Si un singe « adolescent » avait un cerveau de 900 centimètres cubes, il en aurait un de quelque 400 centimètres cubes à sa naissance. Or l'étroitesse du canal obstétrique des *Homo erectus* de cette époque n'aurait pas permis la naissance d'un bébé doté d'une aussi grosse tête. Sur la lignée humaine, un cerveau qui avait atteint 900 centimètres cubes de volume définitif à 300 centimètres cubes à la naissance. Ce qui est compatible avec l'anatomie des mères de l'époque.

YVONNE REBEYROL.

## ANCE: NUCLEAIRES DANGER?

gigantesque poubelle

les plus noifs ? Quels sont les dangers pour le personnel qui les manipule et l'environnement ?

Quelques chiffres ?



هكذا من الاجل



# Les plantes se rebiffent

**Pour se défendre contre leurs assaillants, les plantes mettent en batterie des molécules qui les rendent plus résistantes.**

Il paraît bien difficile de se défendre contre des agresseurs lorsque, racines en terre, on ne peut ni fuir physiquement ni fuir les assaillants. Pourtant, les plantes manifestent une réelle et étonnante habileté à survivre lorsqu'elles sont attaquées. Elles déploient à cette fin toute une série d'artifices, allant même jusqu'à émettre des substances — dont on commence à connaître la nature et le rôle — grâce auxquelles elles agissent à leur tour sur les virus, champignons, bactéries et autres micro-organismes.

Que l'on songe aux réactions rapides et sans appel des plantes carnivores menacées par des insectes ! Surprenantes aussi sont les facultés de mimétisme adoptées par certaines espèces, tels certains membres de la famille des mésembryanthémacées d'Afrique du Sud qui, pour échapper aux prédateurs herbivores, ont adopté par sélection naturelle des formes et des couleurs à ce point identiques à celles de cailloux que l'on peut aisément s'y tromper. Pour faire fuir leurs agresseurs, d'autres végétaux ont recours à des voies chimiques : ils produisent des substances toxiques, véritables poisons pour certains de leurs prédateurs, ou des produits plus complexes qui interfèrent avec le cycle de croissance de l'insecte.

Il s'agit toutefois là de phénomènes de défense spécifiques à certaines espèces. Toutes les plantes peuvent, en revanche, réagir aux agressions de micro-

organismes ou au stress en produisant une batterie de molécules, toujours la même quelle que soit la nature de l'assaillant. Certaines de ces molécules ont pour effet d'épaissir ou d'imperméabiliser la paroi des cellules végétales, renforçant ainsi la première barrière de protection des feuilles et des tiges. D'autres participent indirectement au processus de défense. Elles augmentent par exemple la production de substances chimiques (comme l'éthylène, les glycoprotéines...) impliquées dans la résistance des plantes, ou au contraire réduisent l'action de certaines enzymes qui confèrent à l'agresseur son pouvoir pathogène.

Mais les plantes peuvent réagir plus directement en fabriquant un véritable dispositif d'attaque à base de protéines. C'est en étudiant la réponse de plants de tabac à une infection par le virus de la mosaïque du tabac que l'équipe dirigée par M. Bernard Fritig, à l'Institut de biologie moléculaire des plantes du CNRS à Strasbourg, a récemment réussi à préciser la nature et la fonction de huit de ces protéines, parmi les seize répertoriées à ce jour. Il s'agit d'enzymes — des chitinases et des glucanases — capables de dégrader certains polymères de la carapace des insectes et de l'épiderme des champignons ou des vers nématoïdes.

Si ces enzymes n'agissent que localement, à l'endroit précis où la feuille ou la tige ont été atta-

quées, leur action bénéfique ne s'arrête pas là. En coupant les polymères en morceaux, elles créent autant de messagers chimiques, lesquels, une fois reconnus par les cellules végétales, déclenchent une cascade de réactions qui rendent peu à peu l'ensemble de la plante résistante.

## Défense à retardement

Malgré ces astucieux mécanismes, les végétaux sont loin d'être à l'abri des prédateurs et des agents pathogènes. Les agriculteurs en savent quelque chose. « Les plantes ont des moyens de se défendre, mais souvent elles ne le font pas, ou trop tard », dit M. Fritig. A cela de multiples raisons. La principale tient à ce que certains micro-organismes, lorsqu'ils pénètrent dans une plante, détruisent dans le même temps ses systèmes de défense.

Mais les sélectionneurs ont aussi parfois contribué à affaiblir les plantes. Poursuivant avant tout des objectifs de rendement, ils ont longtemps négligé les problèmes de résistance. Or, « si l'on ne prend pas en compte l'aspect sanitaire au début du programme de sélection, on peut produire des plantes désarmées », souligne M. Alain Coléno, professeur de pathologie végétale à l'Institut national agronomique à Paris et chef de département à l'INRA. En témoignent certains déboires qu'a connus la célèbre « révolution verte », il y a une vingtaine d'années, notamment en Afrique du Nord, où de nouvelles variétés de blés à paille courte ont donné quelques bonnes récoltes... avant d'être entièrement décimées par des champignons.

Cette expérience malheureuse et quelques autres ont porté leurs



*Sarracenia leucophylla*, plante carnivore.

fruits auprès des sélectionneurs, qui, maintenant, cherchent aussi à obtenir des plantes résistantes au milieu extérieur. Reste, comme le souligne M. Coléno, qu'« on ne peut prendre en compte que les parasites connus ». Or ceux-ci peuvent muter et devenir à leur tour résistants aux attaques contre la plante. Et tout est à refaire.

Mieux vaut donc prendre la précaution de protéger les cultures par des produits phytosanitaires : insecticides, pesticides, fongicides, etc. Mais les travaux

des chercheurs strasbourgeois ouvrent la voie à d'autres solutions. Certes, leur premier intérêt est d'améliorer la compréhension du fonctionnement des plantes : « On savait que les végétaux pouvaient produire des protéines, on sait maintenant que ces substances ont un rôle bien précis et qu'elles ne sont pas là par pure coïncidence », dit M. Coléno. Mais la mise en évidence d'enzymes et l'élucidation du rôle

joué par elles permet aussi d'espérer que l'on pourra, un jour, manipuler le patrimoine génétique des végétaux pour y introduire un ou plusieurs gènes de résistance.

Même si de telles recherches promettent d'être longues, rien n'indique que les biologistes ne parviendront pas à leurs fins. D'ailleurs, prudents, les principaux fabricants de produits phytosanitaires n'ont pas manqué d'investir quelques fonds dans ce qui n'apparaît encore que comme un pari.

Les grands de la chimie se doivent d'être présents dans un secteur qui a révélé d'autres surprises. On a en effet constaté récemment que des micro-organismes, pathogènes pour certaines plantes, renferment dans leurs parois cellulaires des substances (glycoprotéines) qui, chez d'autres espèces végétales, induiraient des réactions de défense. De là à tenter d'extraire ces glycoprotéines, pour en déterminer l'exacte composition puis pour les fabriquer en grandes quantités par voie de synthèse, il n'y a qu'un pas que des chercheurs — notamment ceux de l'INRA à Toulouse — franchissent volontiers. Avec l'espoir qu'à terme on pourra élargir sur les cultures des produits phytosanitaires d'un type particulier puisqu'ils ne détruiraient pas les agresseurs mais aideraient les plantes à se défendre elles-mêmes. Une autre piste à exploiter, avec pour objectif final d'élaborer des substances à action suffisamment générale pour assurer la protection d'un grand nombre d'espèces.

ELISABETH GORDON.

# Retombées sur la dioxine

**Un groupe de chercheurs du Centre international de recherche sur le cancer de Lyon conteste l'article du docteur Lesca publié le 11 novembre dernier et intitulé « La dioxine innocente ». L'auteur répond.**

D'APRÈS les données disponibles sur la dioxine, nous ne comprenons pas comment elle peut être « innocente », c'est-à-dire, selon la définition du Petit Robert, « déclarée non coupable ». En effet, les arguments qui pourraient l'innocenter ne semblent pas suffisants.

Premièrement, si on se limite à l'accident le plus connu, celui de Seveso, des effets toxiques aigus sont apparus après l'accident même sous forme de décès ou de maladies d'animaux domestiques.

Deuxièmement, comme vous l'avez d'ailleurs indiqué dans votre article, on a observé dans la population humaine, soit à Seveso, soit à l'occasion d'autres expositions (par exemple, inci-

dents dans la fabrication du trichlorophénol en Virginie de l'Ouest en 1949, en République fédérale d'Allemagne en 1953, en France en 1966 et en Angleterre en 1968), l'apparition d'effets comme la chloracnée chez bon nombre de sujets, tant chez les enfants que chez les adultes. Ces effets n'étaient pas toujours transitoires.

Troisièmement, et ce qui est certainement le plus important, les résultats de l'observation de la population exposée à Seveso après dix ans de suivi ne permettent absolument pas de conclure clairement que la dioxine n'a pas d'effets néfastes à long terme. Ces résultats, qui sont le fruit d'un travail méticuleux réalisé par une

équipe d'épidémiologistes de réputation internationale, ont été communiqués pour la première fois au cours d'un récent symposium à Las Vegas en octobre 1987 (7th International Symposium on Chlorinated Dioxins and Related Compounds — Dioxin 87). Les conclusions de ce travail, qui feront très prochainement l'objet d'une publication dans la presse scientifique, indiquent une augmentation du nombre des décès pour plusieurs causes, y compris certains cancers, ce qui ne permet certainement pas de mettre la dioxine hors de cause, ne serait-ce que comme l'un des facteurs de cause possible.

De plus, le débat continue afin de déterminer le rôle que pourrait jouer la dioxine dans les effets toxiques observés après épandage de certains herbicides chlorophénoxy.

Finalement, un groupe de travail récemment réuni au CIRC à Lyon a confirmé une fois de plus qu'il y a chez l'animal une preuve suffisante de cancérogénicité pour la dioxine (TCDD), conclusion basée sur plusieurs études faites chez les animaux de laboratoire dans lesquelles l'incidence d'une

variété de tumeurs est accrue après l'administration de dioxine. L'administration de dioxine chez les animaux de laboratoire accroît l'incidence de tumeurs induites par d'autres produits chimiques. La dioxine a été classée comme étant peut-être cancérogène pour l'homme (groupe 2B) (voir le supplément 7 des Monographies qui sera publié en janvier 1988).

Bien sûr, comme pour tout agent toxique et en particulier pour certaines catégories d'entre eux, il peut y avoir des différences selon les espèces et il pourrait y avoir une sensibilité plus ou moins grande de l'espèce humaine par rapport aux espèces employées dans les tests sur les animaux. Mais de là à parler d'innocence de la dioxine, ce qui donne certainement au lecteur non professionnel l'image d'une substance dépourvue d'effets nocifs chez l'homme, il y a un très grand pas.

Dr A. AITTO,  
Dr H. SARACCI,  
Dr L. SHUKER,  
Dr C. PARTENSKY,  
Centre international de recherche sur le cancer (Lyon).

## FAUSSE ALERTE

DANS l'esprit du public, l'image de la dioxine est aujourd'hui détestable et risque de le demeurer encore longtemps.

Sur un sujet aussi sensible, j'ai pensé que l'information la plus large possible, extraite de la littérature scientifique, devait être communiquée au public, aux professionnels et aux responsables de tous ordres. C'était l'objectif de l'article paru dans le Monde du 11 novembre 1987 qui, par les références aux revues citées, invitait les lecteurs intéressés à en connaître le détail. Les conclusions qu'en ont tirées les différents auteurs convergent toutes vers l'idée d'une moins grande toxicité de la dioxine pour l'homme que pour les animaux de laboratoire qui avaient servi de référence jusqu'à présent. Quant au titre « La dioxine innocente », les lecteurs auront dans leur majorité compris que la dioxine était innocente des grands maux (cancers, troubles généti-

ques, malformations) qui, selon des articles de presse « terroristes » régulièrement publiés, devaient s'abattre sur la population humaine.

Il faut redire encore une fois que les effets observés chez les animaux de laboratoire, comme les expériences réalisées sur ceux-ci, ne sont pas directement extrapolables à l'homme, et les résultats de la recherche fondamentale sur le récepteur humain de la dioxine confortent cette idée.

De mon point de vue, et paradoxalement, l'accident industriel de Seveso n'est pas le meilleur exemple pour évaluer précisément la toxicité à long terme de la dioxine, car comment faire la part exacte de chacun des produits rejetés dans l'atmosphère comme le tétrachlorobenzène, le trichlorophénol et la soude qui étaient les composants, très majoritaires en quantité, contenus à l'origine

dans le réacteur chimique ? Faut-il aussi compter pour négligeable l'angoisse ressentie durablement par les victimes et malheureusement entretenue ?

Quant au problème des relations de la dioxine avec le cancer, que notre laboratoire connaît bien pour l'avoir largement étudié, il se circonscrit au phénomène de cancérogénèse. Celui-ci peut être dû soit à son activité promotrice sur des cellules déjà cancéreuses (impliquant un contact prolongé avec la dioxine), soit à la stimulation (induction) des enzymes transformant des produits chimiques, comme ceux contenus dans la fumée de cigarette, en dérivés susceptibles d'altérer le matériel génétique (ADN). Expérimentalement, nous savons très bien, chez la souris, augmenter la puissance cancérogène de ces produits par la dioxine, mais nous savons aussi, dans des conditions différentes, le diminuer, et il n'est pas étonnant que la littérature scienti-

fique fourmille de résultats contradictoires à ce sujet. La dioxine, en stimulant fortement le métabolisme, peut avoir en effet un rôle « épurateur » et mon sentiment est que, dans les conditions qui sont celles dans lesquelles l'homme peut se trouver, l'effet d'épuration anticarcinogène de la dioxine est prédominant.

Il devrait finalement rester, dans l'esprit du public, qu'à Seveso, à l'inverse de ce qui s'est passé à Bhopal où l'isocyanate de méthyle a provoqué la mort quasi immédiate de deux mille cinq cents personnes, on a, par des extrapolations hasardeuses, dramatiquement alarmé les populations dont le bilan pathologique est comparativement fort modeste.

Dr PIERRE LESCA,  
directeur de recherche à l'INSERM.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie au Palais de Justice d'Evry (91) Mardi 19 janvier 1988 à 14 h.  
**MAISON à EGLY**  
12, rue d'Avrainville - Cad. Sec. A n° 2864 - Pour 486 m²  
M. à P. 100.000 F. S'adresser : SCP R. ELLUL-JA. GIMDAL-F. ELLUL  
à EVRY (91000) 3, rue du Village - Tél. : 66-77-56-18.

Vente sur saisie après liquidation de biens, au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 14 JANVIER 1988, à 14 h 30  
**PARCELLE DE TERRAIN de 59 A. 81 CA. à SAINT-GERMAIN-SUR-MORIN (77)**  
Londré - Les Vieilles Vignes - M. à P. 110 000 F.  
S'adresser : M. MICHEL MAAREK, avocat à Paris (17<sup>e</sup>), 5, rue Marguerite  
Tél. : 40-27-11-36 - M. Denis TALON, avocat à Paris (17<sup>e</sup>), 20, Quai de la Mégisserie  
Tél. : 42-36-59-25 - Tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Paris.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 21 JANVIER 1988, à 14 h 30  
**UN APPARTEMENT de 6 PIÈCES à PARIS (7<sup>e</sup>) 3, AVENUE CONSTANT COQUELIN**  
au 3<sup>e</sup> étage avec 2 PIÈCES de SERVICE et CAVES  
M. à P. 800.000 F. S'adresser : M. Guy BOUDREUT et Patrick VIDAL de VERNEUX, avocats à Paris (8<sup>e</sup>)  
55, bd. Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Sur les lieux pour visiter, le 14 janvier 1988, de 12 à 13 heures.

SERVICE DES DOMAINES  
Adjudication le MERCREDI 10 FÉVRIER 1988, à 15 h.  
Salle des Ventes des Domaines - 17, rue Scipion à Paris (9<sup>e</sup>)  
**HOTEL PARTICULIER**  
11 bis, rue CARDINAL MERCIER PARIS (9<sup>e</sup>)  
En retrait sur rue, élevé sur sous-sol aménagé, d'un rez-de-chaussée, de 3 étages dont le dernier partiel - CONSTRUCTION PIERRE DE TAILLE - Cour usage parking  
Superficie au sol 469 m² - S.D.P.H.O. 1 280 m²  
**LIBRE - MISE A PRIX : 26 000 000 F**  
Renseignements : Direction des Services Fonciers de Paris - 25-27, place de la Madeleine, Paris (8<sup>e</sup>) - Tél. : 42-66-91-40 - poste 1788 - (Extrait du B.O.A.D.)

**Le Monde**  
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS**

24 heures sur 24 - 365 jours par an  
Abonnez-vous au Monde et aux publications périodiques quand vous en avez envie.

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ABO

petite différen

pour pris de vitesse

ON NE PEUT RIEN CONTRE LE TEMPS

ON PEUT BEAUCOUP CONTRE LA GRIPPE

MUTAGRIP  
PASTEUR VACCINS



هكذا من الاجل



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS CIVILES INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT EXTREME-ORIENT

Cette entreprise, membre d'un important groupe industriel français, est spécialisée entre autres dans la construction de systèmes et sous-systèmes de télécommunications civiles. Au sein d'une petite équipe et appuyé par les services techniques, vous prendrez en charge, avec une grande autonomie, leur commercialisation sur l'Extrême-Orient.

Ces négociations de longue durée sont menées généralement à haut niveau auprès d'organismes étatiques ou privés du domaine des médias (TV et radio).

Ce poste est basé à Paris et s'adresse de préférence à un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, éventuellement un ingénieur maîtrisant parfaitement l'anglais. Il aura acquis une expérience export d'au moins 3 ans dans la vente de systèmes ou d'équipements industriels lourds.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1386 AP à :

EGOR TECHNOLOGIES  
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX L'ORIENT STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA

## CHEF DU SERVICE INGENIEUR -RIE INFOR- MATIQUE

Grand Constructeur Automobile de la région parisienne recherche son Chef du Service Informatique.

Au sein de la Direction de l'Informatique, il devra animer un service de 40 experts dont 25 ingénieurs ayant en charge :

- l'animation et le contrôle des études de bases des centres informatiques en matière de matériels et de logiciels (systèmes centraux et réseaux).

- le choix des solutions, la planification et la mise en place des moyens, la maîtrise des performances.

Dans le cadre des orientations retenues dans le plan, il devra s'impliquer dans les choix stratégiques qui influenceront sur l'évolution des centres et des réseaux dans les 10 prochaines années.

Il aura comme interlocuteurs les responsables de tous les centres de traitement informatique. Cette fonction implique une formation de base de très haut niveau et une expérience d'une dizaine d'années dans les domaines techniques (systèmes et réseaux) dans l'environnement IBM (MVS, VM, SNA).

Large possibilité d'évolution de carrière.

Envoyer en joignant CV et photo sous réf. 4017 à :  
PSOG CARRIERES, 48 Rue Saint Ferdinand  
75017 Paris qui transmettra.

## SILEC

Nous fabriquons dans notre usine de Montreuil des câbles électriques isolés pour le transport d'énergie et pour les réseaux de télécommunication, ainsi que des matériels de raccordement pour équiper ces câbles. Nos réussites techniques (nous sommes le leader mondial en 400 KV) et notre expansion constante nous conduisent à recruter deux collaborateurs de haut niveau.

### Futur chef du service Recherche "haute tension"

Réf. 775.87 M

Ce service est centré sur la recherche et le développement industriel dans le domaine de la haute et très haute tension (matériaux d'isolation synthétiques) et la mise au point de matériels nouveaux (câbles et matériels de raccordement). Il s'agit, après une période de formation, de succéder au chef de service puis de lui succéder (effectif de 45 personnes dont 7 ingénieurs - Station d'essai très haute tension allant jusqu'à 2.400.000 volts en onde de choc). Ce poste convient à un ingénieur SUPELEC ou ENSIEG, spécialiste de la Haute Tension dans le domaine des câbles, ou de l'appareillage électrique (disjoncteurs, transformateurs ou équipements blindés). Il assurera des contacts nombreux avec les grands laboratoires nationaux (notamment EDF) et étrangers.

### Futur chef du service "Spécifications et Devis"

Réf. 776.87 M

Ce service centralise et analyse toutes les informations relatives à l'exploitation pour élaborer : les spécifications internes, les éléments de coûts indispensables à nos commerciaux et les processus de fabrication des produits standards et spéciaux. Dans le cadre d'un grand projet de modernisation du système de gestion centré sur la maîtrise des délais et des coûts, le service met en place des traitements de ces données et leur intégration dans un système de CAO. Après une période de formation, le candidat devra pouvoir assurer la responsabilité du service (45 personnes dont 8 ingénieurs). Le collaborateur recherché sera ingénieur électrotechnicien (SUPELEC, ENSIEG), devra avoir un esprit industriel, si possible acquis dans une activité similaire, être ouvert aux techniques modernes de gestion, et assurer les contacts techniques avec nos clients.

Ces deux postes sont basés à Montreuil ; ils nécessitent en plus des savoir-faire techniques, une bonne connaissance de l'anglais, de réelles qualités d'encadrement d'équipe, de bonnes capacités de communication.

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

## DANS UN GROUPE QUI INNOVE, VOS IDEES VONT PLUS LOIN.

### DEUX CHEFS DE PRODUITS Télématique, Ingénierie Informatique

Spécialisés dans la gestion de grands traitements et de grands flux (Monétique, Télématique, Télétraitement), et les activités d'ingénierie liées à ces marchés, s'orientant résolument vers les nouvelles Technologies (Carte à Mémoire, Vidéo-communication, Intelligence Artificielle), le Groupe SEGIN poursuit un développement remarquable (C.A. 320 MF, 60% de croissance annuelle, 600 collaborateurs répartis sur une dizaine de sites).

Nos besoins en Marketing produit sont nombreux et pour y répondre nous créons deux nouveaux postes. En charge d'une gamme de produits et en relation étroite avec nos équipes techniques et commerciales leur rôle sera essentiel : Analyse du marché et de la concurrence, spécification de produits, définition des plans et outils de promotion...

A moins de 30 ans, vous associez une formation d'ingénieur ou école de commerce à une expérience similaire en SSII ou chez un constructeur.

Venez créer votre poste dans un environnement qui privilégie l'autonomie, la créativité et la communication en adressant votre candidature sous réf. : MO TS2 à Guy MACAREZ, 3, rue Bellini, PARIS-14-DEFENSE II, 92806 PUTEAUX.



### Filiale d'un important groupe aéronautique, banlieue nord de Paris

#### UN INGENIEUR ELECTRONICIEN/INSTRUMENTS

Anglais lu, parlé et écrit, indispensable.

Pour prendre en charge le secteur réparation instruments de bord, navigation, communication, conduite d'aéronefs.

Ce secteur comprend 50 personnes réparties en 4 laboratoires. Participation à la politique produits. Une personne de 35 ans environ et quelques années d'expérience. Poste d'avenir.

Salaires selon compétences (X 13 mois).

#### UN AGENT TECNICO-COMMERCIAL/INSTRUMENTS

Spécialiste aéronautique, possédant une bonne expérience de la vente de services, pour prise en charge du secteur commercial réparation instruments de bord, dirigé vers l'exportation. Anglais parlé et écrit indispensable.

Salaires selon compétences (X 13 mois).

Envoyer c.v. avec photo sous réf. 8 271 LE MONDE PUBLICITE, 3, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Importante Société Industrielle, dotée de puissants moyens informatiques, recherche des

### Ingénieurs spécialistes en simulation numérique

Principaux domaines d'applications :

- Propagation des ondes,
- Écoulements polyphasiques,
- Calcul des structures.

Ingénieurs diplômés d'une grande école (Centrale, X, Ponts et Chaussées...), si vous avez une formation complémentaire en mathématiques appliquées (analyse numérique), et justifiez d'une petite ou large expérience professionnelle, merci d'adresser votre dossier sous réf. P021 à notre Conseil - INFORAMA 24, rue de Metz - 31000 Toulouse.



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

## Betel Ingénierie

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEIHT...

Débuts ou confirmés ayant acquis une première expérience, dans l'un des environnements suivants :

- DEC, MOTOROLA, INTEL, BULL, HP, SM 90
- UNIX, VMS, VRTX, PSOS, RMX.

### INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

- Vous interviendrez dans les domaines suivants : systèmes militaires, contrôle processus, logiciels de base, automatisation,
- évolution assurée dans le cadre de notre expansion,
- salaire motivant,
- possibilité d'intégrer une intégration rapide chez nos clients.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à BETEL INGENIERIE, 93 rue de la Paix, 75008 Paris, sous référence 812.

## L'ODYSSEE INFORMATIQUE

### INGENIEUR RESEAU DEBUTANT

Dans le cadre de son développement SUGOS : cinquième Société Française de Services et d'Ingénierie Informatique cotée en bourse, 2.500 personnes réparties en 23 villes, plus d'un milliard de chiffre d'affaires, 4 domaines majeurs d'activités : Monétique, Micro-informatique, Ingénierie, Télématique, recherche un Ingénieur Réseau.

Au sein d'une petite équipe et rattaché ou responsable, vous serez intégré à des projets dans le domaine des communications et vous réaliserez des études portant sur les réseaux à valeur ajoutée, l'architecture IBM-SNA, les réseaux locaux PARC, les micros, la méthodologie...

Ce poste nouvellement créé s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole ou équivalent avec option informatique. Des connaissances théoriques d'UNIX et de C seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M23/1034 AS à :  
EGOR TECHNOLOGIES  
125, Avenue des Champs Élysées  
75008 PARIS

### Ingénieur commercial PROLOG, créateur de PROLOG à MARSEILLE, recherche pour VENDRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

un INGENIEUR (information de préférence), ayant une expérience commerciale convaincante (plus de 3 ans), il devra concevoir, appliquer la politique publicitaire et vendre nos produits : PROLOG II + et se présenter aux SEPTIEMES EXPERTS dans toute la France. Dans une équipe jeune, positive, il aura un poste déterminant : rémunération motivante et évolutive.

CV détaillé, salaire actuel, motivation, sous réf. LA 0.

2. m. s. - sélection  
5, Avenue Foch, 13004 MARSEILLE

### PROTECTIC

Société d'ingénierie informatique connaissant une forte progression, spécialisée dans l'informatique temps réel, se renforce en accueillant :

Ingénieurs SUPÉLEC, ENSIMAG, ENSEIHT, pour les postes suivants :

2 Ingénieurs Concepteurs ADA/LTRS, 68000, TEMPS REEL application aéronautique.

1 Ingénieur Concepteur X25, UNIX, langage C réseaux télécommunications.

Merci d'adresser lettre + C.V. à P. BOUTTEMY : PROTECTIC, 6, rue Sautier, 75008 PARIS.

هكذا من الاجل

SYSECA

DIRECTEUR  
COMMERCIAL

CASTROL

ingénieurs chimistes  
confirmez

SYSECA

DES PROJETS



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## GROUPE SYSECA

Présents sur les grands marchés du génie logiciel, des systèmes de communication et de l'informatique de pointe, nous créons le poste de

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous animez et coordonnez la prospection et les ventes, développées par une équipe d'ingénieurs commerciaux.

Homme de terrain et d'expérience, âgé de 35 ans ou plus, vous savez vendre et promouvoir des outils, des techniques et des solutions. Vous organisez et vous coordonnez le suivi d'affaires, la prospection sur les nombreux sites où travaillent nos ingénieurs et vous supervisez les activités commerciales auprès des grands comptes.

Vous êtes aussi un homme de synthèse qui maintient le contact avec nos agences pour optimiser les grandes orientations et la politique du Groupe.

Vous valoriserez dans notre Groupe votre expérience de plusieurs années acquise en SSI.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 307 315, Bureaux de la Colline - 92213 St-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

## CASTROL

renforce son équipe de spécialistes  
nouvellement implantée sur le parc technologique  
de l'Université de Compiègne.  
Nous recrutons :

### 2 ingénieurs chimistes confirmés

Autonomes et à l'esprit entrepreneurial, ils seront chargés du développement de produits dans les domaines du traitement de surface et de la déformation des métaux.

Le caractère international des missions qui leur seront confiées implique une très bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyez CV, photo et prétentions à :

BURMAH FRANCE S.A.  
88 Route de Sartrouville  
78230 LE PECO

### 3 CHEFS DE PROJETS EN INFORMATIQUE BANCAIRE

#### VOUS :

Formation : Grande Ecole ou équivalent.  
Expérience : finance, banque.  
Motivations : méthodes, qualité.

#### NOUS :

SSI spécialisée dans le domaine financier.  
Nos missions : Conseil, conduite de projet/conception.  
Notre management : participatif.

Devenez partenaires : envoyez-nous votre dossier

QUALIPLUS

21 rue de Paradis - 75010 PARIS.

QUALIPLUS  
L'INFORMATIQUE BANCAIRE

## GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA : 3000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une société de services et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Pour notre département Systèmes de Communication, nous recherchons pour la région parisienne

### CHEFS DE PROJETS COMMUNICATION, RESEAUX, TELEMATIQUE, BUREAUTIQUE, SECURISATION.

Vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans, principalement dans le domaine des télécommunications et dans la gestion de projets importants. Outre leur technique, nous accorderons une attention particulière aux candidats possédant la connaissance des méthodes et le sens du management.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 309 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

## 2 ingénieurs commerciaux

### CASE

Filiale française de commercialisation d'un groupe spécialisé dans les matériels et logiciels de transmission de données, cette société récemment ouverte dans la proche banlieue Sud-Est, recherche deux ingénieurs commerciaux. Placés sous l'autorité du directeur de la filiale, ils seront, après avoir reçu la formation adaptée, chargés, pour le premier, de la gestion et du développement des grands comptes Paris et Province (réf. A/R9335M) et, pour le second, de l'animation et du développement des distributeurs régionaux et de la clientèle OEM (réf. A/R9337M). Ces deux postes s'adressent à des cadres commerciaux âgés de 27 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur technique ou commercial et maîtrisant la langue anglaise. Ils doivent, en outre, impérativement justifier d'une expérience commerciale (2 à 3 ans au moins) en possible dans le domaine des transmissions de données ou, à défaut, dans un environnement technique comparable. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ (base + bonus) sera de l'ordre de 300.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Pour ces postes, écrire à JM JACLOT en précisant la référence citée. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Chef de projet

Ingénieur ou MIAGE

Pas de Calais - La direction des systèmes d'information de ce grand groupe chimique (15 milliards de francs, 15.000 personnes) recherche un chef de projet qui puisse être opérationnel dès son entrée en fonction. Dans un environnement BULL DPS, il sera chargé d'étudier, de concevoir, de faire réaliser, de mettre en place et de maintenir des applications concernant plus particulièrement la gestion du personnel et la gestion de production. Travaillant en interaction permanente avec les utilisateurs, il aura alternativement un rôle de développement d'applications nouvelles (projets se dépassant pas une année) et de maintenance. Ce poste conviendrait idéalement à un ingénieur ou à un maître possédant une première expérience d'environ 2 années pendant lesquelles il a mis en valeur des compétences méthodologiques et son sens du contact avec les utilisateurs en milieu industriel. A terme, le candidat doit évoluer vers des responsabilités étendues dans les services utilisateurs. Le poste est à pourvoir dans la région d'Amiens sous le domaine d'action d'état à tous les stades de la société. La rémunération sera motivante dès le départ. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence D2916M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## 1988 : L'ANNEE DE TOUS LES CHANTIERS...

### OTIS L'ASCENSEUR

Vous prendrez la responsabilité complète d'une équipe : des aspects financiers aux aspects humains en passant par la technique avec notamment le respect des délais et de la qualité.

A 26/28 ans, de formation Ingénieur Grande Ecole (ESTR).

par exemple) vous bénéficiez d'une première expérience du chantier "bâtiment", même courte. Ces postes sont à pourvoir à Paris et dans les grandes villes de France. Réf. IC/718.

### Ingénieur chantier nouvelles technologies

Chargé de suivre l'évolution des technologies nouvelles, vous en étudierez l'application possible sur les techniques de montage, de réparation et de dépannage de nos chantiers.

Votre formation généraliste - une Grande Ecole d'ingénieur - et votre esprit ouvert et curieux seront vos atouts pour réussir dans cette mission. Poste basé à Paris. Réf. IN/718.

### Ingénieurs d'affaires

Coordonner et représenter OTIS auprès de nos clients, depuis le contrat signé jusqu'à la clôture chantier, avec la responsabilité intégrale des marges finales. Poste stratégique qui nécessite soit une formation Ingénieur (une option génie civil serait la bienvenue).

si possible complétée par une première expérience dans le bâtiment, soit une expérience de mesureur-vérificateur si vous souhaitez mettre en jeu vos qualités de négociateur et votre potentiel d'évolution. Postes basés à Paris. Réf. IA/718.

En rejoignant nos chantiers, vous intégrerez une entreprise qui a su se forger une réputation d'excellence et de sérieux. Vous y découvrirez un esprit innovateur et un savoir-faire. En bref vous évoluerez rapidement avec nous ! Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en précisant la référence du poste choisi à Véronique PARAGES - OTIS, 141 rue de Saussure - 75017 Paris.

OTIS DESTINATION FUTUR

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

## RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT H/F BULL ENGAGE UN SPECIALISTE EN TELECOMMUNICATIONS

Vous êtes un de ces spécialistes alors adressez-nous votre dossier de candidature sous la réf. M 2411 à SOPHIE POULET - Direction du Personnel - BULL MTS - 7, rue Ampère - 91343 MASSY Cedex.

Vos compétences en Télécommunications IBM nous intéressent.

Venez les mettre en œuvre sur nos matériels BULL (micros, stations, serveurs UNIX).

Nous vous proposons d'assurer l'encadrement technique d'une équipe d'ingénieurs, spécialisée dans le développement de produits de télécommunication.

Vous aurez ainsi à conduire et à animer des activités, concernant les protocoles de communication et les émulations de groupe de terminaux (SNA).

A ces qualités techniques, vous alliez sens de l'organisation et aptitudes de manager.

Vous disposez d'un minimum de 3 à 5 ans d'expérience dans ces domaines et possédez une bonne pratique de l'anglais.

La connaissance des matériels et logiciels BULL serait appréciée.

Bull

هكذا من الاجل



هكذا من الاجل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Compagnie Européenne d'Accumulateurs**

Poste basé à LILLE

### RESPONSABLE INGENIERIE

**DIVISION BATTERIES INDUSTRIELLES FULMEN**  
1<sup>er</sup> fabricant d'accumulateurs au plomb - 2 250 personnes  
CA 1,2 milliard.

30 ANS MINIMUM, INGENIEUR ENSAM, IET, ICAM, IDN OU EQUIVALENT, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE ANALOGUE EN INDUSTRIE MECANIQUE AUTOMATISEE OU DE CHEF DE PROJET EN ENSEMBLIER.

Relevant du Directeur Industriel de la Division Batteries Industrielles - dans le cadre de la modernisation de notre outil de production - vous animerez et superviserez 42 personnes (13 cadres et techniciens). Vous serez chargé plus particulièrement pour :

- Les usines de Lille et Vieuxon : étude des besoins et propositions d'investissement ; réalisation jusqu'à la mise en route des installations et suivi de leur rentabilité ;
- L'usine de Lille : entretien des équipements et bâtiments.

NOUS OFFRONS DE REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION.

Nous vous remercions d'écarter, sous référence CB 79 M, en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil Richard BÉNAÏOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

**les mutuelles du mans**  
recherche pour son siège à Paris un

**MATHEUX POUR SES CHOIX COMMERCIAUX**

Vous étudiez (MATHEUX, MASS, DIPLOME DE L'IMA...) ont conforté votre goût prononcé pour la conception et l'utilisation d'outils et modèles mathématiques. Particulièrement à l'aise en statistiques, analyse numérique, analyse de données, vous avez également une bonne pratique de l'informatique (APL, TABLEUR, BASES DE DONNEES).

Nous vous proposons d'intégrer un important groupe du secteur tertiaire (5.500 personnes) largement implanté en France et à l'étranger (dans 16 pays). Nous vous formerons à nos produits et activités.

Vous nous apporterez votre technicité (exploration de notre base de données "Portefeuille clients", résolution de problèmes de modélisations, études prospectives...).

Grâce à vos qualités de communication (vous aurez de nombreux contacts), vous aurez la charge de préparer les décisions par une mise à disposition d'outils d'analyse et de gestion et vous participerez en tant que scientifique à la définition d'une politique commerciale.

La fonction nécessite une bonne maîtrise de l'anglais (écrit au minimum).

Merci d'envoyer une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé ainsi que vos prétentions en précisant la référence LM/DC1 à :

**D. CUGNET - GROUPE DES MUTUELLES DU MANS**  
19/21, rue Chanzy - 72030 LE MANS Cedex.

PARIS - Filiale d'un groupe d'établissements financiers, nous bénéficions d'un savoir-faire privilégié dans l'ingénierie informatique boursière.

Avec 150 collaborateurs, nous réaliserons, en 1988, un C.A. de 120 millions de francs, auprès d'une clientèle de banques, charges d'agents de change, établissements de crédit...

Le marché en pleine évolution sur lequel nous nous trouvons, et notre souhait d'assurer une prestation de qualité nous amènent aujourd'hui à renforcer notre équipe Support Clients et à recruter des

### Chefs de produits

**BOURSE, TITRES, GESTION/FISCALITE/COMPTABILITE**

Intégrés dans le Département Support et en relation directe avec nos clients, vous serez chargés

- de participer à l'installation de nos nouveaux produits,
- d'en assurer l'évolution : mise en place des nouvelles versions
- adaptation en fonction des besoins spécifiques (cahier des charges...).

Spécialistes «Bourse» (Réf. MOBA/BO/PB), «Titres» (Réf. MOBA/BO/PT), «Gestion/Fiscalité/Comptabilité» (Réf. MOBA/BO/PG), vous aurez, plus généralement, la responsabilité de la coordination des besoins de nos clients en matière de nouveaux développements.

De formation supérieure (MAGE, Ecole de Commerce ou de Gestion), vous avez acquis une expérience significative de 5 années minimum dans des projets d'informatisation du domaine choisi.

Pour l'ensemble de ces postes, nous souhaitons recruter des candidats dont les qualités personnelles devront permettre, outre la réussite dans cette première mission, d'évoluer dans nos structures.

Olivier BALLU vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi à

Société d'ingénierie spécialisée dans la conception, l'étude et la réalisation d'ensembles industriels faisant appel à des technologies de pointe, recherche un

### INGENIEUR GENERALISTE

**CONFIRME**

**DIPLOME GRANDES ECOLES**

Vous aurez la responsabilité de prospecter des technologies valorisables, d'évaluer leurs perspectives technico-économiques et d'établir les conditions nécessaires à leur commercialisation par la société.

D'une culture scientifique de haut niveau, vous avez également l'habitude des contacts avec les organismes de recherche et de développement. Vous possédez un esprit d'analyse et de synthèse et vous savez organiser bien les missions de l'ingénierie.

Allez-vous compétences en analyse économique, dynamisme et sensibilité vous sont indispensables.

L'anglais est un atout, l'allemand ou l'espagnol est souhaité.

Le poste est basé en région banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 33447 à :

**COMPTES PUBLICITE 28**, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01. Qui vous assurera l'anonymat, en précisant sur votre dossier la référence 33447.

**Rowntree Mackintosh**

Groupe international de chocolaterie confiserie (32 000 personnes - 14 milliards de FF de CA) recherche pour son site de DIJON :

### UN RESPONSABLE DEVELOPPEMENT PACKAGING EUROPE

Vous mission : rapportant directement au Responsable du développement produits Europe, vous serez chargé, en liaison avec le Marketing Europe et les Responsables packaging des filiales, de conduire les projets de création et de développement packaging des nouveaux produits (définition des volumes et des formes, des types de présentation, choix des matériaux et des process), jusqu'à la phase de lancement des fabrications.

Vous aurez à terme à mettre en place la culture Packaging du Centre R & D Europe.

Vous profil : de formation supérieure, bilingue anglais, vous travaillez depuis plus de 5 ans dans le développement packaging des produits de grande consommation (alimentaire, cosmétiques...) ou chez un fabricant d'emballages, ce qui vous a donné la pratique d'une large gamme de matériaux (papier, carton, film, métal, plastique...).

(RM. PSg/M/1000)

### UN INGENIEUR PACKAGING

Vous mission : au sein de l'Usine de Dijon, et sous l'autorité du Responsable Développement Packaging France, vous serez chargé de mettre au point et de développer de nouveaux concepts d'emballages pour les produits fabriqués à Dijon : renouvellement d'emballages des collections de fin d'année, développement packaging pour les produits permanents et les nouveaux produits.

Vous travaillerez en liaison étroite avec production, achats, marketing, logistique, et aussi bien sûr vos fournisseurs.

Vous profil : âgé d'environ 30/35 ans, vous avez une formation de type MST emballage (Polymer) ou BTS/DUT mécanique et vous justifiez d'une première expérience de terrain dans le domaine du packaging des produits de grande consommation. Créativité, expérience de l'analyse de la valeur, connaissance des matériaux (papier, carton, plastique...) et des matériels, capacité à convaincre et à travailler en équipe, qualité de contact, sont des atouts déterminants. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence choisie à CNPG Ressources Humaines - 61, rue des Belles Feuilles, 75116 PARIS.

### Ingénieur d'affaires

A 35 ans environ, de formation supérieure (ingénieur souhaité), vous justifiez d'une première expérience réussie dans les branches d'ingénierie, bureaux d'études, BTP...

C'est de Paris que vous aurez à exercer vos aptitudes en concevant des réseaux de chaleur à partir de sources existantes ou à créer, en réalisant les pré-études de rentabilité à partir des besoins potentiels, en trouvant le montage juridique et financier des opérations, en négociant les contrats avec les autorités locales, et en supervisant la réalisation de projets.

Notre société, filiale de la Lyonnaise des Eaux, offre toutes les garanties d'un partenariat solide et dynamique.

Nous sommes, en effet, producteur, distributeur d'énergie thermique et gestionnaire d'équipements techniques au service de collectivités locales et d'industriels ou de promoteurs.

Nous mettons en œuvre toutes les énergies traditionnelles ou nouvelles (usine d'incinération, etc...), mais aussi les techniques les plus sophistiquées (télégestion, télé-alarme, etc...).

La maîtrise de l'anglais et l'allemand est indispensable.

Poste réellement évolutif au sein d'un groupe performant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. HIGER, CORETH, 46, rue Latoré 75883 Paris Cedex 18.

**cofreth**

Des hommes neufs pour l'énergie de demain.

dans le cadre de son schéma directeur organisation et informatique mettant en œuvre d'importants systèmes centraux IBM en cohabitation avec un réseau de mini-ordinateurs PRIME et un réseau de micro-ordinateurs IBM et APPLE :

### LA DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

**D'UNE BANQUE PRIVEE RECHERCHE**

### CHEFS DE PROJETS

Diplômés Grandes Ecoles ou de l'Université, ayant une expérience de 5 ans minimum.

### INGENIEUR EN MICRO-INFORMATIQUE

Diplômé d'une école d'ingénieurs avec une expérience de 3 ans minimum en micro-informatique.

### INGENIEURS-ANALYSTES

Diplômés Grandes Ecoles ou de l'Université ayant une expérience de 3 ans minimum.

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Diplômés MAGE ou équivalent ayant une expérience de 2 ans minimum.

UNE EXPERIENCE OU UNE CULTURE BANCAIRE SERAIT CONSIDEREE COMME UN ATOUT.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, en précisant le poste choisi, s/réf. 5129/LM à :

**MEDIA BA**  
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

### L'INGENIERIE INFORMATIQUE

**UNE PASSION A PARTAGER**

Le groupe UNILOG compte aujourd'hui 700 personnes, réparties dans 12 sociétés.

Nous vous proposons de venir partager leur passion pour l'informatique, pour les métiers du Conseil et de l'ingénierie, pour le monde des entreprises, ses contraintes et ses mutations.

### INGENIEURS DEBUTANTS

Vous sortez d'une école d'ingénieurs, de Commerce / Gestion ou de l'Université (niveau 3<sup>e</sup> cycle scientifique).

Vous voulez vous former aux techniques avancées mises en œuvre par les grandes entreprises et assurer votre carrière par l'acquisition de compétences et d'expériences valorisantes.

Si vous n'êtes pas déjà informaticien, une première formation vous permettra de rejoindre rapidement nos équipes intervenant auprès de nos clients.

Vos missions et vos responsabilités s'élargiront progressivement, en fonction de vos réussites et de vos souhaits professionnels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ID/670, à :

**9, rue Alfred-de-Vigny**  
75008 PARIS

**UNILOG**

**SYSECA**

**DIRECTEUR TECHNIQUE**

**INGENIEUR**

**commerciaux**



SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE SYSECA

TELECOMS

DIRECTEUR  
TECHNIQUE

(X, TELECOM, ESE...)

Le développement de nos activités de services en 1988 nous amène à créer auprès du Directeur du Département Systèmes de Communication, le poste de Directeur Technique.

La mission qui vous est confiée est double : fixer les orientations et les choix techniques, harmoniser la spécification et le suivi des affaires.

A cet effet, vous supervisez les secteurs d'activités du département et veillez à la qualité des grandes affaires dont nous avons la maîtrise d'œuvre en région parisienne.

Ingénieur de Grande Ecole, vous avez une expérience de la fonction ou de la responsabilité de projets importants dans les domaines : télécommunications, communications, RNS, réseaux locaux, télématique...

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 308 315, Bureaux de la Colline - 92213 St-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Nous avons gagné SPOT 3  
et TELECOM 2,  
Rejoignez-nous !

Rejoindre l'équipe MATRA c'est intégrer une équipe qui gagne des marchés internationaux : le programme des satellites de télécommunication Telecom 2, d'observation de la terre Spot 3, Ariane, Spacelab, Eureka etc.

C'est, au présent, participer à l'aventure du futur et prévoir les nouveaux métiers de l'espace.

## Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

X, Centrale, Mines, Supélec, Sup Télécom...

Débutant ou ayant une première expérience, nous vous confierons des activités de Recherche et Développement, dans des domaines variés : ELECTRONIQUE, AUTOMATIQUE, INFORMATIQUE, TRAITEMENT D'IMAGES et TELECOMMUNICATIONS.

Si ce challenge vous attire, rejoignez-nous !

et adressez votre dossier de candidature (lettre + C.V.) à Marie-Josée REBEYRAT - Réf. 88051 - MATRA - Centre de Montigny - 3 av. du Centre - 78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

**MATRA ESPACE**  
ENSEMBLE NOUS APPRIVOISERONS L'ESPACE

HUTCHINSON S.N.C.

une société du groupe Hutchinson

Ingénieur  
technico-commercial

Le département Caoutchouc Industriel de notre établissement de MONTARGIS (46) recherche pour développer sa gamme d'isolateurs thermiques et autres produits caoutchoucs, un **TECHNICO-COMMERCIAL**, de formation technique BAC + 2 ou BAC + 3, GENIE CLIMATIQUE, THERMIQUE ou MECANIQUE avec une bonne connaissance "thermique". Une expérience réussie dans ce secteur d'activité est nécessaire. L'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.

Le candidat recherché apportera une assistance technique aux clients et à la force de vente, sera en relation permanente avec les laboratoires officiels (homologation - normalisation) et assurera la conception de la documentation technique.

Basé à MONTARGIS, la fonction implique des déplacements fréquents en FRANCE et occasionnels en EUROPE. Merci d'adresser CV détaillé et prétentions au Service des Relations Sociales - HUTCHINSON S.N.C. - BP 188 - 45202 MONTARGIS cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES spécialisée dans le NETTOYAGE INDUSTRIEL recherche pour son centre de FORMATION

## JEUNE INGENIEUR

Dominante électromécanique ou électronique

Il assurera la préparation et la gestion administrative des plans de formation et il concevra les outils techniques de la communication dans l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 87988 à DEBS 103 rue Joffre 75017 PARIS qui transmettra.

RECRECITER  
NOS INGENIEURS

Notre développement en conseil et ingénierie informatique nécessite que nous recrutions 300 ingénieurs informatiques en 1988. Venez relever ce challenge avec notre équipe de ressources humaines.

Vous serez en constante relation avec les directeurs de divisions pour comprendre leur demande et leur présenter les candidats que vous aurez présélectionnés. Vos missions s'étendront du passage des annonces, jusqu'à l'intégration des ingénieurs.

Si vous êtes débutant, vous êtes nécessairement psychologue (BAC + 5 et stages), ou bien votre première expérience vous a déjà confronté à la pratique d'entretiens de recrutement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant la référence LM/DAB à ETHNO - 9, rue Beldy d'Anglemont 75008 PARIS - qui transmettra.

Vous êtes INGENIEUR de formation ou diplômé d'une ECOLE DE COMMERCE.

Vous maîtrisez l'anglais et éventuellement l'allemand, vous maîtrisez les systèmes informatiques, la gestion commerciale des produits industriels professionnels vous attire, et vous justifiez déjà d'une expérience réussie dans un domaine similaire.

Venez alors rejoindre notre Société, leader sur le marché européen des composants électroniques, qui crée la fonction : Responsable service clients.

• Gestion des commandes : mise au point avec le client, lancement en fabrication, suivi de la commande, établissement des documents d'approvisionnement.

• Gestion des comptes clients et service après-vente en liaison avec le Département Qualité.

• Mise en place d'un plan d'amélioration de la productivité du Service « Clients » par l'informatisation et la standardisation des tâches.

Date de disponibilité du poste : Immédiate.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 33355 à PIERRE LICHOU 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

**RESPONSABLE SERVICE CLIENTS**

Poste basé dans les ALPES MARITIMES.

FRAIS — ULTRA-FRAIS comme d'autres, mais l'ASTUCE en plus...

Nous sommes dynamiques, performants, ambitieux. Vous êtes jeune ingénieur agro : devenez notre

Responsable  
recherche et développement

Chargé de développer les produits nouveaux, d'améliorer la gamme existante, d'assurer le suivi qualité, d'organiser, d'encadrer et d'animer le laboratoire (6 personnes). Après une première expérience réussie, vous êtes armé techniquement, gagnant, efficace, créatif et vous souhaitez vous réaliser dans une PME à taille humaine.

Poste basé à DIEPPE. Si ce challenge vous motive, adressez votre dossier complet à Angélique BROCHIER, sous la référence C/RRD/LM.

Raymond Poulin Consultants

21, bd Vivier Merle - 90427 LYON cedex 03

THOMSON-LGT

Notre société est spécialisée dans l'étude, la réalisation et la commercialisation de produits liés à la distribution et à la diffusion des données, de l'image et du son. Nous recherchons pour notre département Radio Satellite Réseaux un jeune

INGENIEUR ELECTRONICIEN  
Spécialiste FIABILITE

Vous serez chargé de développer et d'animer un groupe standardisation de composants dont les principales missions sont de déterminer la fiabilité prévisionnelle de nos produits et d'en assurer une bonne analyse de la valeur.

Si vous connaissez le domaine des semi-conducteurs et si vous êtes familiarisé avec les dossiers industriels, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à THOMSON-LGT Direction du Personnel - B.P. 150 78702 CONFLANS-SAINTE-HONORINE

**THOMSON INDUSTRIES**

IER

## Terminals et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION Société en progression constante du CA depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5% depuis 6 ans, IER recherche

## ingénieurs commerciaux

GRANDES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS pour prospection et développement auprès des Grandes Entreprises et Administrations.

Diplômés d'une école d'ingénieurs, ils possèdent une expérience réussie de la vente de périphériques et/ou de systèmes informatiques depuis 3 ans minimum.

Les candidats devront être intéressés par la recherche de marchés nécessitant des matériels spécifiques, à ce titre ils possèdent non seulement le sens du commerce mais doivent également bien appréhender les questions techniques.

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnées d'une lettre manuscrite, sous référence M/GEA.401, Service du Personnel, IER - 12 r. de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

SPECIALISTES  
DU SECTEUR BANCAIRE  
BULL ENGAGE  
VOTRE TALENT D'EXPERT

Rejoignez-nous ! Ecoutez Marie-Anne ARMAND sous réf. 223 LM - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadre - 3, av. Val de Fontenay - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26.000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

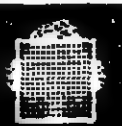
Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

Votre compétence d'expert est reconnue plus spécifiquement dans le domaine des activités financières et/ou des activités sécurité - communication. Celle-ci vous permet après plusieurs années d'expérience, d'être identifié comme un interlocuteur privilégié sur ce secteur.

Nous vous offrons la possibilité d'intégrer une équipe pluridisciplinaire à vocation commerciale sur la banque.

Vous aurez à impulser et à coordonner, en liaison avec le marketing opérationnel, nos actions commerciales.

**Bull**



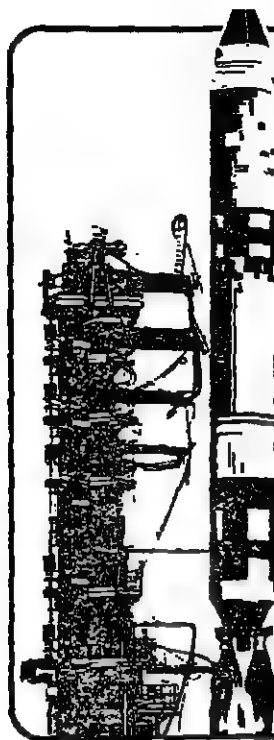
هكذا من الاميل



هكذا من الاجل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



### INGENIEURS Grandes Ecoles ou Universitaires BAC + 5

Prendre en charge la conception et la réalisation de projets en CAO, robotique, contrôle de processus, traitement d'images, télécommunications, est votre motivation.

2 années de développement en Informatique Technique vous permettent de maîtriser PASCAL, C ou un Assembleur sous VMS ou UNIX.

Rigueur, autonomie, aisance relationnelle sont vos atouts.

Vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre expérience et diversifier le domaine de vos compétences.

Nous pouvons alors répondre à vos attentes en vous offrant :

- l'opportunité de rejoindre une SSII intervenant auprès des grands comptes de la Région Parisienne ;

- une évolution de carrière rendue possible par des formations appropriées et par la prise en compte des motivations personnelles.

Merci d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. sous la référence BC101 à : EUROPE INFORMATIQUE 12, rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.



La compétence, pas l'expérience

### HAUTES TECHNOLOGIES POUR INGENIEUR SYSTEME

C.M.G., l'une des premières entreprises françaises d'informatique industrielle renforce ses équipes pour faire face à son expansion. Nos forces ce sont d'une part, nos équipes de professionnels et d'autre part notre philosophie d'entreprise. Nous donnons à chacun de nos collaborateurs les moyens d'exploiter son potentiel dans une ambiance d'autonomie et de respect mutuel.

De formation Grande Ecole d'ingénieurs, avec 2/3 ans d'expérience en informatique industrielle, scientifique, ou de gestion, vous maîtrisez les systèmes d'exploitation VAX/VMS et les réseaux ETHERNET sous DECNET.

Intégré à des équipes de haut niveau technique, vous saurez exprimer tout votre potentiel et gagner vos responsabilités.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, prétentions (sous réf. ISE/MI à CMG, Mme Gouffier, BP 38, 91942 Les Ulis Cedex.



### Des Ingénieurs à la trempe de Managers

Nous sommes une entreprise industrielle performante du secteur métallurgique (1.000 pers., CA: 25 milliards, croissance annuelle: 20%), filiale d'un important groupe français. Pour prendre demain la relève au niveau management, nous souhaitons recruter aujourd'hui :

#### un Jeune Ingénieur

(MINES, ECP, ENSAM, IDN, ESPCI...)

Après formation à nos techniques, il deviendra l'adjoint du Chef de Fabrication galvanisation ou laqueuse (2 lignes - environ 90 personnes).

Sa réussite dans cette fonction lui permettra de prendre une responsabilité de Chef de Service d'ici 2 à 3 ans. Référence 3245

#### un Ingénieur Electricien Automaticien

(ES, ENSEIHT, ENSEM, ENSIMAG...)

Ayant une première expérience MAINTENANCE, Responsable de l'entretien électrique de l'usine, il sera l'adjoint du Chef de Division Maintenance qu'il remplacera en cas d'absence (effectif d'environ 100 personnes - sous-traitance) budget de fonctionnement supérieur à 30 M. Une expérience en informatique de process serait appréciée, de même que des compétences H.T. Référence 3246

L'usine fonctionne à deux shifts. Elle est installée dans une région agréée en grande banlieue Nord de Paris. L'appartenance à un groupe important qui pratique une politique dynamique de gestion des cadres garantit l'évolution de carrière.



Ecrivez à notre conseil, Maryse PERCHE, qui vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie. 65, Avenue Kléber, 75416 PARIS.

### CHEZ NOUS, C'EST LE TEMPERAMENT DE NOS I.C. QUI FAIT LA DIFFERENCE !

Notre SSII (2000 pers., 750 MF de CA), s'est créée, en 18 ans, une réputation de sérieux et de fiabilité sur un créneau en constante évolution et dans lequel il faut être toujours le meilleur : la prestation intellectuelle en informatique.

La palette des services apportés est vaste : conseils, études et assistance technique, ingénierie informatique, dans le secteur industriel notamment.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous avez aujourd'hui une bonne pratique de la vente de prestations intellectuelles en informatique dans l'industrie. Vos interlocuteurs sont les directeurs informatique, organisation, industriels...

Nous vous confions un secteur (région parisienne) qu'il vous faut gérer et développer avec, bien sûr, l'assistance de notre organisation. Si vos motivations s'appellent le dépassement de soi, la réussite, la qualité de service...

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 511 M à notre Conseil.

SODERHU  
22 rue Saint Augustin  
75002 PARIS.



Nous sommes l'un des tout premiers Groupes Industriels Européens. Dans le cadre d'un développement important de la Direction des Etudes, nous renforçons les services d'Analyse et de Modélisation Scientifique et recrutons pour notre cellule de Support Logiciel

### JEUNE INGENIEUR

Responsable des stations de travail

Au sein d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs, vous serez particulièrement chargé de l'étude et de l'évolution des stations de travail, du choix et de la mise en place des logiciels d'exploitation, du conseil et de la formation des utilisateurs.

Diplômé de Grande Ecole ou de formation Universitaire équivalente (dominantes mécanique et mathématiques), vous avez acquis si possible une première expérience des applications en calcul scientifique. Vous maîtrisez UNIX - FORTRAN - C.

Vous êtes motivé par un poste très ouvert, tant sur le plan technique que relationnel.

L'importance du Groupe garantit d'intéressantes perspectives de carrière.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous réf. I/R/E en précisant vos prétentions à votre Conseil : SOCIETE ANNE MILCENT 5, rue de Turbigo, 75001 PARIS.

### Le Monde CADRES



pour assurer la mise en place et l'harmonisation de ses systèmes d'informatisation, tant en France que dans ses filiales étrangères, recherche :

### 2 Organismes

Directement rattachés au Secrétaire Général, ils :  
- participent à la mise en place d'un soft unique sur tout le Groupe à travers une politique informatique.  
En liaison avec les utilisateurs, les Directeurs Informatique des filiales, les Chefs de Projets IBM 36 et 38, ils :  
- exécutent des tâches de chargés fonctionnels ;  
- supervisent la réalisation et la mise en place des systèmes et en assurent le suivi par un outil opérationnel.

Ces postes s'adressent à :

1 - un jeune diplômé INGE, âgé de 26 ans minimum, il justifie impérativement d'une première expérience d'au moins un an de l'organisation informatique (IBM 36) acquise en cabinet ou entreprise. Référence : 8732 LIL.

2 - un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, âgé d'au moins 26 ans, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans d'organisation des systèmes d'informatisation (IBM 36 et 38) acquise en cabinet ou en entreprise. Référence : 8731 LIL.

Pour réussir dans ces fonctions la connaissance de la méthode MERISE est impérative : l'anglais courant nécessaire, l'allemand souhaité. Les déplacements à l'étranger seront de l'ordre de 80 %.

Sylvie CAHILLAN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre situation actuelle, et la référence du poste qui vous intéresse.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

7, rue de Monceau - 75008 Paris. Tél. (1) 42.89.10.25.

### JEUNES INGENIEURS DES VENTES

POUR UNE GAMME DE PRODUITS PERFORMANTS

Les produits que nous souhaitons vous confier : notre gamme grand public, jeux électroniques éducatifs, miniordinateurs. Vos interlocuteurs seront nos centres de distribution. Vous aurez la responsabilité totale d'une région tout en étant basé à Paris. Jeunes diplômés HEC, ESSEC, Sup de Co, si vous souhaitez développer votre carrière par la vente, rejoignez notre activité grand public.

TEXAS INSTRUMENTS, 1300 personnes en France, et plus de 10000 en Europe vous offre une structure qui vous laisse toutes possibilités d'évolution.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre dossier de candidature en précisant la référence BCD/9183/12M, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8-10, av. Marceau-Sculpteur - 78140 Velizy-Villacoublay Cedex.



### SECRÉTAIRES

Importante entreprise de presse de province  
recrute pour son antenne parisienne

### SA SECRÉTAIRE

Excellente sténodactyle, de formation supérieure, la candidate possédant une très bonne culture générale, une connaissance approfondie de l'anglais. Sa première expérience lui permettra de maîtriser rapidement le poste qui comporte une importante mission relationnelle.

Veuillez nous faire parvenir un dossier complet sous le n° 6 D07 LE MONDE PUBLICITÉ, 8, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Vos rendez-vous EMPLOI  
chaque semaine dans LE MONDE

— **Lundi date mardi**  
• Le Monde des cadres  
• L'Univers de la gestion

— **Mardi date mercredi**  
• Secteurs de pointe  
• Le Monde des cadres

— **Mercredi date jeudi**  
• Le Monde international  
• Le Monde des dirigeants

— **Vendredi date samedi**  
• Le Monde Affaires

Le Monde Publicité  
Communication Emploi 45-55-91-82.







Le Monde  
CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

SERVICE ET  
DÉVELOPPEMENT  
INFORMATIQUESINGÉNIEURS  
GRANDES ÉCOLESENST, ESE, ENSIMAG,  
INSA, ENI, INSA, INSA

pour assurer  
des développements en :  
- Logiciels de base  
- Logiciels systèmes  
- Logiciels d'application  
- Temps réel  
- Télécom, réseaux  
- CA, CFAO, IA  
- Gestion.

C.V. + présentations à :  
SDI pour Gallieni  
78/80, avenue Gallieni,  
93174 BAGNOLET CEDEX.

## S.S.I.I.

## CHERCHE

JEUNE ANALYSTE  
PROGRAMMEUR

1 an exp. en turbo Pascal,  
D.BASE III  
Adr. c.v. et présent.  
EIDE DÉVELOPPEMENT  
23, r. des Mathurins, 8<sup>e</sup>.

ÉQUIPE ORGANISATRICE  
FORUM DE L'ÉCONOMIE  
SOCIALE  
10 000 visiteurs  
sept. 19881 VENDEUR et  
1 RESPONSABLE  
COMMUNICATION

C.S.D. 10 mois  
Env. c.v. + lettre  
Fourn. de 35 Compem 75018.

## INGÉNIEURS

ENSAE - ESCAM  
PR TRAV. D'ÉTUDES :  
aérothermique, calculs,  
analyse d'essais informati-  
ques. Env. c.v. ESSAIE  
128, r. Fg-Poissonnière, 9<sup>e</sup>.

## UNIV. GRENOBLE-I

recrute pour  
l'inst. de mécat. de Grenoble  
(laboratoire de robotique).

INGÉNIEUR  
DE RECHERCHE

bonne formation en  
mesures, acquisition de  
données, asservissement.  
Esprit inventif, angl. néo.

GENIEUX SYSTEMES  
INGÉNIEURS

expérimentés aux VAZ,  
VMS, TEMPS RÉEL.  
Env. c.v. UNIL  
Tél. : 47-85-93-98.

ASSOC. DE DÉV. ÉCONOM.  
CLERMONT-FERRAND

recrute  
CHARGÉ DE MISSION  
30 ans max., économiste  
ou de formation technico-  
éco. Pétite exp. de l'ent.  
prod. et gestion vivantes  
spécialisées. Capacité de  
s'intégrer dans une équipe  
polyvalente et très soli-  
daire. Indisp. Libre le 1-2-  
88. Adr. lettre + c.v. à M<sup>me</sup>  
Toussaint, BP 154, 63004  
Reuilly-Malmaison Cedex.

## CSP

leader dans son secteur  
RECHERCHE

ANIMATEURS  
et CONSULTANTS

pour formation commer-  
ciale, marketing et relations  
clients. Niveau grandes  
écoles ou maîtrise, 5 ans  
d'expérience similaire avec  
l'entreprise. Vaste connais-  
sance de l'entreprise. Ré-  
munération selon qualifi-  
cation. Veuillez adresser  
c.v. photo + références à  
M<sup>me</sup> MALLAT, CSP, 66, rue  
Lafayette, Paris-8<sup>e</sup>.

PERSONNES  
DE CARACTÈRE

capables, après stage,  
d'atteindre un an à  
10 à 75 000 F mensuels :

Nous recherchons :  
- Une form. complète ;  
- Une activité permanente ;  
- Un plan de carr. précis.

Si vous pensez pouvoir faire  
« PRATIQUE » :

Env. c.v. et photo à  
M<sup>me</sup> J. J. 22, rue de la  
Libération, 112, bd Voltaire,  
75054 Paris Cedex 11.

Le préférence sera donnée  
à candidats ayant fait :  
- SORT de b. études ;  
- SOIT la preuve de leur  
personnalité.

GROUPE DE PRESSE  
PROFESSIONNELLE

recrute  
JOURN. SPÉCIALISÉE  
Paris à temps plein.  
Env. lettre manuscrite, c.v.  
et photo aux Editions M&P  
Brazol, 54, r. Etienne-  
Marcel, 75002 Paris.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

Le Centre d'Informations  
financières organise un  
stage pour recruter  
CORRESPONDANTS H.F.  
Contactés à l'adresse ci-dessous  
Format, fin. et coll. de  
Rémun. très intéressante.  
Tél. de jour 45-85-20-80.

## CSP

leader dans son secteur  
RECHERCHE

ANIMATEURS  
et CONSULTANTS

pour formation commer-  
ciale, marketing et relations  
clients. Niveau grandes  
écoles ou maîtrise, 5 ans  
d'expérience similaire avec  
l'entreprise. Vaste connais-  
sance de l'entreprise. Ré-  
munération selon qualifi-  
cation. Veuillez adresser  
c.v. photo + références à  
M<sup>me</sup> MALLAT, CSP, 66, rue  
Lafayette, Paris-8<sup>e</sup>.

DEMANDES  
D'EMPLOIS

J.H. 32 a. BEP commerce,  
niveau bac, 11 a. d'exp.  
prof., 5 a. de pratique infor-  
matique, recherche poste de  
responsabilité dans le  
domaine administratif et  
financier. 39-48-35-25.

Free-Lance/Maple/10  
exp. rech. mission 10-14  
33444, Amiens, GAF  
France ou étranger.  
Tél. : (03) 43-01-27-81.

J.H. 30 a. exp. médias de  
livr. commun. informat., 11  
a. exp. Press, 10 a. comm. rel.  
pub. ou comm. d'ent.  
Tél. : 45-85-74-67 le soir.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

F. 30 ans, Américain S.A.  
(USA) Arts Déco (Paris)  
communication, publicité,  
SAB, presse, carte de  
presse française, parfaite-  
ment bilingue. Étude  
soutenue propositions presse  
magazines, conception et  
réalisation des cubes et  
institutionnel.  
Espace de 27 M<sup>2</sup>  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre,  
75007 PARIS.

## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté  
Semaine 1988. Signifiez vos choix : « Le Monde radio-télévision » □ Film à vision □ Ou peut voir  
en Ne pas manquer à la Chaîne d'œuvre ou classique.

## Mardi 5 janvier

## TF 1

20.35 Cinéma-star : *Ballade* (1973) Film américain de Peter Yates (1968). Avec Steve McQueen, Robert Vaughn, Don Gordon, Jacqueline Bisset. Un policier de San-Francisco est chargé de protéger un gangster qui doit témoigner dans un procès et que la Mafia veut abattre. Le film, très moyen, est devenu quelque peu mythique à cause de Steve McQueen et d'une extraordinaire poursuite dans les rues au pied de la ville. 22.30 *Magazine* : *Club-star* (suite). De Michel Demort. Invités : Jean-Claude Brialy, Jacques Villeret, Jean-François Lepetit, Jean-Pierre Aumont, John Berry. 23.30 *Journal* et la *Bourse*.

## A 2

20.30 *Mardi cinémas* : le *Magique* Film français de Philippe de Broca (1973). Avec Jean-Paul Belmondo, Jacqueline Bisset, Vittorio Gassman, Monique Tarbès, Jean Leclerc. Un caissier de banque d'après un scénario de Jean Leclerc. Un caissier de banque d'après un scénario de Jean Leclerc. Un caissier de banque d'après un scénario de Jean Leclerc. 22.30 *Magazine* : *Club-star* (suite). De Michel Demort. Invités : Jean-Claude Brialy, Jacques Villeret, Jean-François Lepetit, Jean-Pierre Aumont, John Berry. 23.30 *Journal* et la *Bourse*.

## FR 3

20.30 *Le dernier silence*. 1<sup>er</sup> film : *Arrêt d'urgence* Film américain de Joshua Logan (1956). Avec Marilyn Monroe, Don Murray, Arthur O'Connell, Betty Field, Ellen Heckart. Un jeune coureur de jupon, qui n'a jamais connu de femme, rencontre à l'occasion d'un voyage, une jeune femme qu'il entreprend de conquérir par le mensonge. Le scénario et la belle dans une atmosphère très mystérieuse. Marilyn Monroe, personnage de fille minable, déçu, douloureux, se révèle, pourtant, remarquable. 22.28 *Dessins animés* : *Tom et Jerry* : *Text Avery*. 22.40 *Journal*. 23.00 2<sup>e</sup> film : *Le Vainqueur* de Jean Leclerc. De Jean Leclerc. Avec Pierre Bachevalier, Patricia Kaza, Mick Jagger, Bertine et les visiteurs, Gracinda de Michèle, Les Magic Platters. Séquences Goldies : Laurent Volzky. A cause des garçons. 18.10 *Flash d'informations*. 18.15 *Série* : *Ma sorcière bien-aimée*. La petite de la journée. 18.45 *Jes* : Des chiffres et des lettres. D'Arnaud Lamotte, présenté par Patrice Laffont. 19.05 *INC. Actualité* : *Juridiction*. 19.10 *Actualité régionale*. 19.35 *Série* : *Magy*. Un mari classé Ex. 20.00 *Journal*. 20.30 *L'heure de vérité*. Invité : Edouard Balet. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation répond aux questions de François-Henri de Vienne. Alain Duhamel, Albert Du Roy, Jean-Louis Lescotte et Jean Boissonnat (directeur du groupe Expansion). 22.10 *Magazine* : Des savoirs et des hommes. De Jean-Pierre Richard. Au sommaire : Le guide des bonnes manières ; petit précis de méditation ; Les ségales de l'histoire ; la saga des frères Ravi ; Les body-builders ; Haléte expo ; MYVE : Maison de retraite des vieux espions ; La vraie vie de la Jaccorde. 23.10 *Informations* : 24 h sur le 2. 23.40 *Basket* : *Orléans-Metz*. Coupe d'Europe des clubs champions. En direct d'Orléans.

## CANAL PLUS

20.30 *Cinéma* : *Deux super-héros* Film italo-américain de E. B. Chazler (1977). Avec Terence Hill, Bud Spencer.

## TF 1

13.35 *Feuilleton* : *Haine et passion*. 14.30 *Feuilleton* : *C'est déjà demain*. 14.45 *Club Dorothée*. 17.30 *Variétés* : *Jacky Star*. 17.50 *Flash d'informations*. 18.00 *Série* : *Mammi*. L'éclipse. 19.00 *Feuilleton* : *Santa Barbara*. 19.30 *Jes* : *La route de la fortune*. 19.55 *Théâtre du Tac-O-Tac*. 20.00 *Journal*. 20.25 *Météo*. 20.30 *Tape* : *vert et rouge de Lolo*. 20.45 *Variétés* : *Sacré soir*. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Nass Messaoudi, Jean-Paul, Nicolas Calais, François Valéry, Richard Gosselin, Yaya ou Dina, Antonio Platta, Richard Clayderman, un clip de Prince. 22.25 *Magazine* : *Dessins*. De Frédéric Mitterrand et Patrick Jodry. Le club d'Iran. 23.25 *Journal* et la *Bourse*.

## A 2

13.45 *Série* : *L'homme qui valait 3 milliards*. 500 millions de plus. 14.40 *Récent A2*. 17.20 *Série* : *An 8 des Jones*. *Jacques*. 17.50 *Variétés* : *Le Vainqueur*. De Jean Leclerc. Avec Pierre Bachevalier, Patricia Kaza, Mick Jagger, Bertine et les visiteurs, Gracinda de Michèle, Les Magic Platters. Séquences Goldies : Laurent Volzky. A cause des garçons. 18.10 *Flash d'informations*. 18.15 *Série* : *Ma sorcière bien-aimée*. La petite de la journée. 18.45 *Jes* : Des chiffres et des lettres. D'Arnaud Lamotte, présenté par Patrice Laffont. 19.05 *INC. Actualité* : *Juridiction*. 19.10 *Actualité régionale*. 19.35 *Série* : *Magy*. Un mari classé Ex. 20.00 *Journal*. 20.30 *L'heure de vérité*. Invité : Edouard Balet. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation répond aux questions de François-Henri de Vienne. Alain Duhamel, Albert Du Roy, Jean-Louis Lescotte et Jean Boissonnat (directeur du groupe Expansion). 22.10 *Magazine* : Des savoirs et des hommes. De Jean-Pierre Richard. Au sommaire : Le guide des bonnes manières ; petit précis de méditation ; Les ségales de l'histoire ; la saga des frères Ravi ; Les body-builders ; Haléte expo ; MYVE : Maison de retraite des vieux espions ; La vraie vie de la Jaccorde. 23.10 *Informations* : 24 h sur le 2. 23.40 *Basket* : *Orléans-Metz*. Coupe d'Europe des clubs champions. En direct d'Orléans.

## FR 3

13.30 *Magazine* : *La vie à pleines dents*. Spécial *jeunes*. Présenté par Pierre Nicolas. 14.00 *Magazine* : *Une pêche d'été*. *Magazine* : 15-25 ans. De Pascal Sanchez et François Guillard. 14.30 *Feuilleton* : *L'île du bout du monde*. (4<sup>e</sup> épisode). 15.00 *Flash d'informations*. 15.03 *Jes* : On va gagner. 16.30 *Magazine* : *Club-hits*. Présenté par Vincent Perre et Caroline Trosca. 17.00 *Flash d'informations*. 17.05 *Feuilleton* : *Studio folles*. producteur est un malin. 17.30 *Jes* : *Ascenseur pour l'aventure*. 17.35 *Dessins animés* : *Dessins*. La petite grenouille. 18.00 *Dessins animés* : *David le géant*. 18.30 *Feuilleton* : *Arthur, roi des Celtes* (3<sup>e</sup> épisode). 18.50 *Le 19-20* de l'information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.55 *Dessins animés* : <







هكذا من الاول

# Economie

## SOMMAIRE

■ La tendance est à la hausse sur les marchés des changes et boursiers. Le billet vert s'est redressé, le lundi 4 janvier, de 1,5 % sur les places européennes et à New-York. Il a atteint 124,07 yens à Tokyo, le 5 janvier. Les Bourses de Wall Street et de Tokyo ont été favorablement orientées (lire ci-dessous).

■ Après l'annonce de la reprise de la société américaine Robins par Sanofi, le secteur pharmaceutique international poursuit sa restructuration avec l'acquisition probable du capital de Sterling Co par le groupe suisse Hoffmann-La Roche (lire page 27).

■ L'échec du sommet de Copenhague à l'automne 1987 n'est pas irrémédiable. A y

regarder de près, les Douze sont plus divisés sur des questions de méthode que sur les questions de fond (lire ci-dessous).

■ Changement dans l'organigramme de la direction de Renault : José Dedeurwaerder est remplacé à la direction commerciale par Paul Percié du Sert. Patrick Faure devient secrétaire général (lire page 27).

## BILLET

### Le rachat de La Coupole A la fortune du pro

Ce n'est plus d'art que l'on parle aujourd'hui aux tables des brasseries. C'est d'affaires. La Coupole, la brasserie du boulevard Montparnasse à Paris, qui change de propriétaire, est un peu le symbole de cette évolution. Bien sûr, l'Auvergnat René Lefon, ami des arts montpérnais, qui passe la main à l'Alsacien Jean-Paul Bucher, cuisinier aux dents longues, patron du groupe Flo, c'est d'abord la marque d'un changement de style de gestion. La restauration se nourrit aujourd'hui autant d'informatique que du marché de l'argent. Mais la vente de La Coupole est aussi — et surtout — une opération immobilière.

Le groupe GOGEDIM va construire 7 000 mètres carrés de bureaux au-dessus de la célèbre salle Montparnasse, soixante ans après l'inauguration de La Coupole, est devenu, à l'image de sa tour, un quartier d'affaires comme les autres, avec ses fast-food bondés et ses câbles encombrés à la sortie des entrées.

Justement, les affaires ont ceci de commun avec l'art qu'elles se font maintenant à toute heure du jour et de la nuit. Comme les chouchouettes et le célèbre curry d'agneau de La Coupole, Jean-Paul Bucher, ancienne star des cuisines Medin's, est la synthèse parfaite

de ce qu'il faut pour réussir dans la brasserie moderne. Il sait gérer, servir et conserver la tradition. Depuis qu'il a racheté Flo, il y a vingt ans, son groupe est devenu de bonne taille : huit brasseries, quatre boutiques et une centrale d'achat à Rungis. Réaliser 315 millions de chiffre d'affaires dans un secteur où il faut faire « tourner les tables » (près de 1 200 000 repas ont été servis dans l'année) et pouvoir maintenir une qualité constante en servant d'importants quantités de nourriture hors du commun. Le patron de Flo le commercialise d'ailleurs sous forme de logiciels de gestion « spécial brasserie ». Et en ce temps où les entrepreneurs sont devenus des vedettes, chacun se pousse à l'avant, devant la réussite de l'Alsacien sorti de sa cuisine pour entrer sous la Coupole.

Il restera quelques nostalgiques de Montparnasse pour regretter qu'au 102 du célèbre boulevard, sur ce trottoir où les peintres croisaient les écrivains, où Miller déchaînait sa verve, où Céline, en chemise polaire, promenait ses yeux fous sur les gais de la décadence... on ait fait des bureaux au-dessus d'un lieu magique et qu'on ne parle plus là que de tableaux... de bord.

DIDIER POURQUERY.

## La Communauté européenne après l'échec du sommet de Copenhague

### Des divergences surmontables

Le sentiment d'urgence est suffisamment partagé dans la Communauté pour rendre vraisemblable un succès des Douze au Conseil européen qui se tiendra les 11 et 12 février à Bruxelles. Un tel pronostic est d'autant plus facile à formuler qu'aucun fossé infranchissable ne sépare les positions en présence. C'est vrai en particulier en matière agricole. Il faut en effet imputer

l'échec du sommet de Copenhague davantage à la multiplicité des questions mises sur la table, à une préparation siége insuffisante, du moins inadéquate, et aux difficultés inhérentes à la cohabitation plutôt qu'à des divergences sur le fond. Pour Paris, pour Bonn, voire pour Rome, les principaux problèmes dans ce débat sur la réforme de

la politique agricole commune (PAC), sur l'augmentation des ressources de la Communauté et la nouvelle manière de les affecter ont trait à la présentation. Chacun sait qu'en politique la présentation peut être aussi importante que le fond. Peut-on imaginer que les Douze, et singulièrement les Français, ne viennent pas à bout d'obstacles aussi superficiels ?

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

MM. François Mitterrand et Jacques Chirac ont assurément contribué à l'échec de Copenhague en ne cherchant pas à obtenir du chancelier Kohl la concession supplémentaire qui aurait rendu possible un compromis sur le plan agricole. « Pour eux, ce sera encore moins facile en février à Bruxelles, car on se rapprochera de l'élection présidentielle », entendait-on, au soir de la réunion de Copenhague, du côté de la Commission. Aujourd'hui, cette prévision, reflet du traumatisme suscité par l'échec, ne semble pas fondée.

Les Français donnent en effet l'impression de s'être ressaisis. Il serait bien sûr excessif, dans notre société si respectueuse, d'imaginer l'administration en train de faire la leçon aux principaux dirigeants du pays, de leur expliquer qu'il serait contraire à l'intérêt national de reproduire à Bruxelles le caillouillage de Copenhague. Pourtant, ce qui est en train de se passer revient à peu près au même. On s'emploie à Paris à accrédiiter l'idée qu'un accord est à portée de main, qu'il est vivement souhaité et, surtout, qu'un compromis conclu sur des bases voisines des propositions de la Commission serait parfaitement conforme aux objectifs de la France dans cette négociation. Un langage qui était sous-jacent aux commentaires faits durant les semaines précédant le Conseil européen, mais qui semblait avoir oublié le jour de Copenhague.

aboutit à une réduction de 19 % sur deux ou trois ans, en y ajoutant au besoin des réductions complémentaires en cas d'augmentation des surfaces plantées en oléagineux. C'est négociable, conclut-on à partir de la comparaison de ces chiffres.

Pourquoi, dans ces conditions, a-t-on manqué le coche à Copenhague ? « Notre problème est d'annoncer un chiffre pour des raisons évidentes de cohésion, le président de la République

considérées par tout le monde comme nécessaires.

Afin de justifier le peu d'ardeur manifesté à Copenhague par MM. Mitterrand et Chirac pour débattre le dossier agricole, certains font valoir que sur les autres points de l'ordre du jour — l'augmentation des fonds structurels et la compensation budgétaire — il était apparu que le soutien allemand, néces-

CEE. « Il faut éviter de payer trop cher pour une fausse cohésion. » Font-ils valoir, car ils ne croient guère aux vertus des politiques de développement régional ainsi menées sous les auspices de Bruxelles. Mais ils semblent prêts à composer, peu soucieux de se mettre à dos les pays du Sud, en particulier l'Espagne.

L'Italie pose un cas particulier. Peut-être prétendrait-elle bénéficier de l'accroissement des crédits des fonds structurels alors que, selon ses statistiques, sa richesse nationale dépasse désormais celle de la Grande-Bretagne ? Les Français, sans surprise, n'insistent pas trop sur cette contradiction. Les nouvelles méthodes préconisées par la Commission pour calculer la contribution de chacun des Etats membres aux ressources de la CEE, qui conviennent à Paris, défavorisent en revanche l'Italie. « On ne peut pas la traiter tous azimuts et ne pas tenir compte non plus du fait qu'en matière européenne elle ne se sent jamais en travers du chemin », remarque un haut fonctionnaire. Les Français grincent des dents mais acquiescent. Ils ne s'opposent pas à la cote mal taillée qu'on trouvera au bout du compte pour régler les problèmes italiens.

Quant à la compensation à accorder au Royaume-Uni pour limiter l'écart entre ce qu'il verse au budget européen et ce qu'il reçoit en retour, on ne se fait pas trop d'illusions. Il ne sera guère possible de la réduire de manière significative par rapport à ce qu'avait obtenu M<sup>me</sup> Margaret Thatcher en 1984 à Fontainebleau. Les fausses manœuvres, la proposition faite à Copenhague dans la précipitation, par la Commission de maintenir à peu de chose près le mécanisme de Fontainebleau, n'ont pas amélioré le sort de nos négociateurs. Aurait-on ainsi mesuré l'attitude d'un gouvernement résigné, pris de l'accommodement pour sortir de l'impasse ? En vérité, il s'agit plutôt d'un effort de recadrage de la position de la France par rapport à ce qui sont — à ce qu'on voit toujours être — ses objectifs dans cette négociation.

Mis à part le problème politique de présentation, encore une fois très réel, pourquoi retrouver un réflexe défensif en matière agricole alors que le but prioritaire de la France, tel que le voient ses experts, tous partis confondus (à l'exception du PCF), est d'obtenir une réforme de la PAC conforme à ses intérêts, autrement dit, améliorer la production de céréales et d'oléagineux avant que la facture devienne insupportable et que les partisans impotents des limitations quantitatives à la production, assurément dommageables.

Le souci d'éviter le gaspillage au nom de la solidarité (le doublement des fonds structurels) ainsi que celui de limiter le coût que représente pour la France le chèque accordé au Royaume-Uni relèvent du simple bon sens. Mais ils sont appréciés en fonction de cette autre préoccupation : les mesures à prendre de façon concertée pour éviter que la chute du dollar et, de façon plus générale, la politique économique des Etats-Unis n'affectent de manière brutale la croissance de l'Europe. Tel sera peut-être l'ordre du jour de conseil européen de juin à Hanovre.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Interventions massives des banques centrales

### La reprise du dollar entraîne celle des marchés boursiers

(Suite de la première page.)

« La devise américaine a atteint des niveaux tellement irrationnels qu'il sera difficile de revenir à des portées plus cohérentes. » Ce constat d'un expert européen trouvait un écho parmi les cambistes. S'ils ont été surpris de voir les banques centrales taper du poing sur la table après n'être intervenues que très timidement au cours des dix jours précédents, les opérateurs sur les marchés de change tiennent des propos mitigés : accablés à la prudence par la montée en première ligne des instituts d'émission, ils ne voient toujours pas de raison fondementale à une remontée de la devise américaine.

Les incertitudes qui pèsent sur l'économie internationale n'ont toujours pas trouvé un début de réponse crédible. La polémique qui renait en RFA sur la nécessité de relancer l'économie ouest-allemande, appelée selon les dernières estimations à traîner cette année autour d'une croissance de 1 % à 1,5 %, en est l'illustration la plus spectaculaire, en termes politiques.

Les dernières statistiques américaines ont pour leur part aggravé les interrogations des économistes comme des marchés financiers. La forte poussée de l'indice de la construction, + 2,2 % en novembre par rapport au mois précédent, a surpris les analystes. L'indice de confiance des consommateurs établi par l'institut de recherche économique, la Conference Board, est remonté de 3 points en décembre, récupérant près de la moitié de la perte de novembre due au krach du 19 octobre. L'économie américaine se révélerait-elle finalement plus résistante qu'on ne le pensait ?

Une hypothèse peu réjouissante pour tous ceux qui attendent impatiemment que les Etats-Unis entrent en période de rigueur. Le seul espoir, au cas où le dynamisme se confirmerait, serait de voir la Réserve fédérale franchir le pas, espéré par nombre d'Européens et

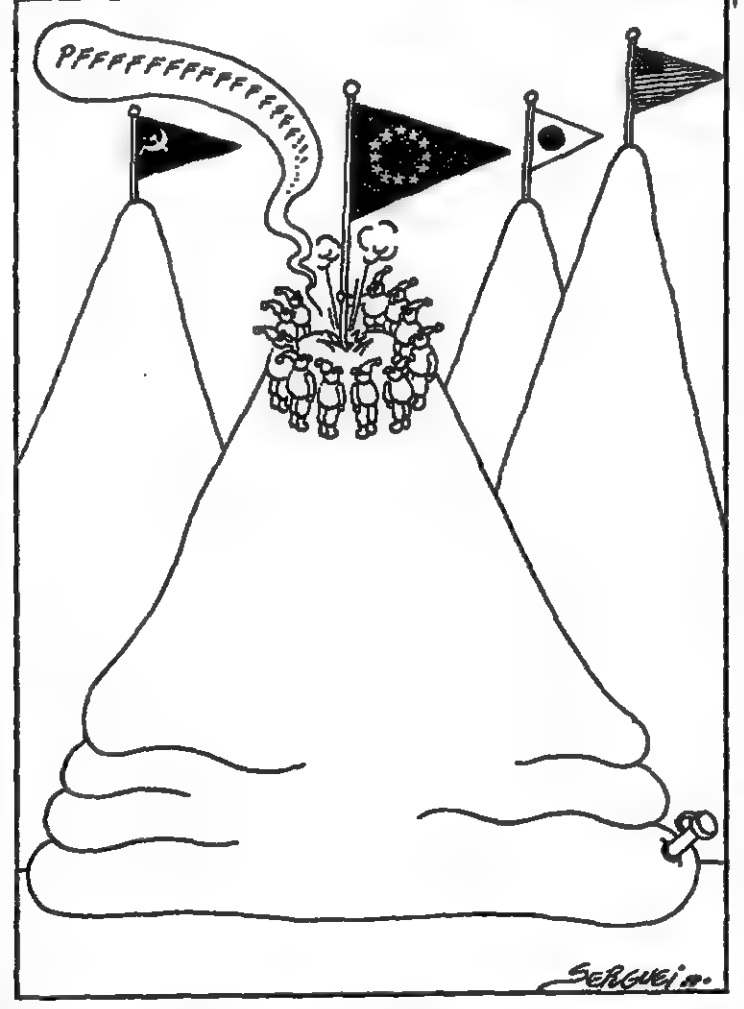
de Japonais, d'un relèvement du taux de l'escompte qui prouverait sa détermination à soutenir le dollar. On en est loin.

La crainte d'une récession l'emporte toujours au sein de l'institut d'émission, qui a maintenu à 6 %, depuis le 4 septembre, ce taux majeur pour la politique monétaire américaine. Et c'est un mouvement inverse qu'a amorcé une petite banque du Midwest, la South West Bank of Saint-Louis, en réduisant d'un quart de point à 8,50 % son taux de base, le lundi 4 janvier.

Aucune grande banque américaine n'a encore suivi. Mais si un mouvement de baisse des taux finissait par prendre de l'ampleur, le billet vert pourrait à nouveau s'affaiblir. Le fait même que les marchés des changes comme les banques centrales n'excluent pas une telle éventualité prouve la fragilité du redressement du dollar. Chacun attend à de nouveaux tests de la détermination des Sept. Mais à moins d'une baisse des taux de base américains nul n'exclut que le raffermissement du dollar puisse tenir... dix jours. Jusqu'au 15 janvier, date de l'annonce des résultats du commerce extérieur américain pour novembre.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

■ PRÉCISIONS. — Dans l'article intitulé « Le sens commun de Thatcher » paru dans le Monde daté 3-4 janvier, deux éléments devaient prêter à confusion. La chute de la Bourse de Londres a bien été plus sévère que celle de New-York ou de Paris depuis le krach d'octobre. Elle a par contre été moins forte, sur un an, comme l'indiquait un autre article paru le même jour et intitulé « Les marchés attendent avec inquiétude la réouverture de la Bourse de Tokyo ». Par ailleurs, la croissance de l'ordre de 5 % pour la Grande-Bretagne portait sur l'année couverte par le bilan réalisé par notre correspondant Dominique Dhombres, soit 1987.



bligue ou le premier ministre ne veulent pas prendre sur eux d'expliquer que notre système aboutit à des baisses des prix des céréales d'au moins 10 % en trois ans, fait valoir l'un de nos interlocuteurs parisiens.

A bien l'entendre, le temps séparant Copenhague de Bruxelles devrait être utilisé à préciser la position franco-allemande, à convaincre les partisans de la rigueur qu'elle n'a rien d'une échappatoire, à donner des garanties quant à la mise en œuvre effective de baisses de prix qui sont apparemment

saires pour s'opposer avec succès à certains aspects jugés excessifs des propositions de la Commission, faisait défaut. Plutôt ajourner le débat, aurait-on alors estimé, que de rentrer à Paris avec un compromis où une trop grande part du sacrifice serait consentie par la France.

### Compensations

Les Français sont toujours hostiles à l'idée de la Commission de doubler les crédits affectés aux fonds structurels. Une largesse qui bénéficierait surtout aux pays les moins prospères de la

## REPÈRES

### Taux d'intérêt

La Banque mondiale ramène à 7,72 % ses taux pour le tiers-monde

La Banque mondiale a annoncé le lundi 4 janvier qu'elle ramènerait à 7,72 % contre 7,76 % précédemment, les taux d'intérêt dont sont assortis ses prêts aux pays en développement.

Cette réduction, qui s'applique sur les versements semestriels situés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 1988, est la onzième depuis juillet 1982, lorsque la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) a adopté des taux variables pour ses nouveaux prêts. La précédente baisse remonte au 1<sup>er</sup> juillet dernier, les taux ayant à l'époque été ramenés de 7,92 % à 7,76 %.

### Croissance

1,5 % seulement en Afrique...

La croissance de l'économie africaine a atteint 1,5 % en 1987, contre 1,2 % en 1986, annonce la commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Ce résultat est sensiblement inférieur aux prévisions initiales, qui tablèrent sur une expansion de 2 % à 4 %. Il recouvre une quasi-stagnation de l'agriculture, la production n'ayant progressé que de 1 %, contre 3 % en 1986, en raison des conditions météorologiques, des guerres civiles et des problèmes de réfugiés.

Au total, le continent africain enregistre une expansion nettement inférieure à la croissance démographique moyenne, 3 %, soit une nouvelle baisse du revenu par tête.

### ... 6 % en Asie

En moyenne, les pays de la région Asie-Pacifique ont connu une progression de 6 % de leur produit national brut, annonce la commission économique et sociale des Nations unies. La Chine a, en 1987, enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés (9,6 %, contre 7,8 % en 1986). Celui de Singapour s'est fortement amélioré (8 %, contre 1,9 %), ainsi que celui de la Thaïlande (8,1 %, contre 3,5 %).

L'ensemble de la région a vu son expansion sensiblement remonter par rapport aux 4,2 % enregistrés en 1986. Compte tenu d'une conjoncture mondiale peu porteuse et d'une réduction probable des importations américaines, la commission table, pour 1988, sur une expansion encore vive mais ramenée à 5,6 %.

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

La Ville de Paris projette la création d'un pont sur la Seine, à l'amont du pont d'Austerlitz. Elle lance un appel de candidatures pour le concours de conception de l'ouvrage.

Les architectes, bureaux d'études et ingénieurs, des pays membres de la Communauté Economique Européenne, sont invités à retirer un dossier d'appel de candidatures du 4 au 29 janvier 1988, auprès de :

Monsieur l'ingénieur en Chef de la Section Projets  
10 bis, boulevard de la Bastille, 75012 PARIS  
Tél. : 16.142.76.51.94.

Ils devront adresser leur dossier de candidatures avant le 12 février 1988. Le texte légal de l'appel public de candidatures est publié au Moniteur des Travaux Publics (FRANCE) et au Journal Officiel des Communautés Européennes, les 24 et 31 décembre 1987.

groupe suisse H...  
mondial d...



# Affaires

Lançant la plus importante OPA de la chimie

## Le groupe suisse Hoffmann-La Roche vise le troisième rang mondial dans l'industrie pharmaceutique

Nouvelle OPA dans la pharmacie américaine. Après l'achat de la firme de Wall Street, une OPA hostile de 4,2 milliards de dollars (23 milliards de francs) en prix de 72 dollars par action. Concluant quand même, M. Gerber a écrit à M. Pictet pour l'informer en premier de son initiative, en soulignant qu'il restait disposé à la renoncer et que le maintien de la direction actuelle et l'autonomie de la société constituaient un point central.

Sur de sa force, le président d'Hoffmann-La Roche n'a pas posé comme condition pour le financement. En d'autres termes, le groupe suisse ne propose de payer comptant. C'est la plus élevée, et de loin, de toutes les propositions jamais faites ou proposées aux États-Unis pour racheter une firme chimique. Elle est supérieure de

27 % environ au dernier cours de l'action Sterling Drug (56 7/8 dollars) et revient à payer ce laboratoire pharmaceutique deux fois et demi son chiffre d'affaires, de 1,75 milliard de dollars (9,6 milliards de francs) en 1986. C'est cher, horriblement cher même. Mais M. Gerber ne le cache pas : « La combinaison de Sterling Drug et d'Hoffmann-La Roche présente une possibilité unique de créer un groupe dominant sur le marché mondial des médicaments ».

En réalisant son OPA, Hoffmann-La Roche gagnerait treize places et se hisserait juste derrière le premier groupe américain Merck et le second allemand Hoechst. Rousset-Uclaf, qui vendent pour l'équivalent de 24 et 25 milliards de francs de produits pharmaceutiques respectivement, Hoffmann-La Roche arriverait de plain-pied dans l'univers des analogiques. Sterling Drug est le troisième plus grand fabricant mondial d'aspirine (7 000 tonnes/an d'acide acétylsalicylique produites, dont 2 500 tonnes en Grande-Bretagne) derrière l'américain Monsanto (32 milliards de comprimés (130 par an et par habitant). Atout de poids, Sterling Drug commercialise la fameuse aspirine Bayer. Enfin, on peut estimer la part de ce groupe à 9 % sur le marché américain du paracétamol, et globalement de 15 % sur le marché mondial des analgésiques.

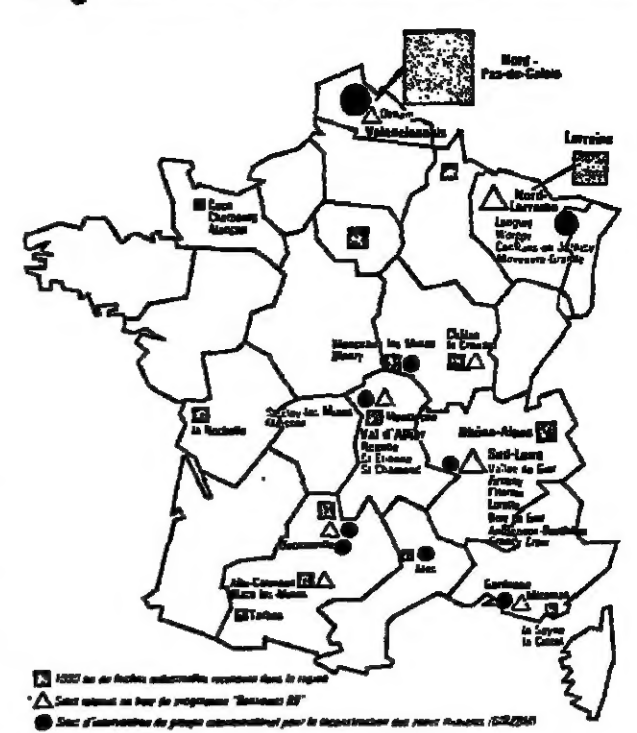
## Les belles américaines

Frères de belles entreprises américaines, les chimistes européens ont fort souvent accédé leurs investissements ces dernières années. Depuis 1984, ils ont dépensé 14 milliards de dollars aux États-Unis, soit 77 milliards de francs au cours actuel du billet vert. Avant Hoffmann-La Roche, qui bat tous les records, le plus généreux était le géant britannique ICI. Ce dernier a, en trois ans, investi plus de 3,5 milliards de dollars pour acheter, notamment, Beatrice Chemicals (chimie), Glidden (peintures) et Stauffer (agrochimie, chimie). De son côté, l'allemand Hoechst a payé 2,8 milliards de dollars pour s'emparer de Celanese (fibres, chimie), dont la division métrique composites a finalement intéressé

son compatriote BASF, lequel a également mis la main sur l'important fabricant de caoutchouc américain E.I. du Pont de Nemours & Co. (E.I. du Pont), le tout pour plus de 2 milliards de dollars. La référence à lever s'est joint au mouvement. Il a débouché 3,1 milliard de dollars pour acheter Chas. B. Ponté.

Côté français, l'Air liquide a décaissé 1,1 milliard de dollars pour Big Three (gaz comprimés) : Rhône-Poulenc, à peu près autant (1 087 millions) pour reprendre l'agrochimie d'Iron Carbide et la chimie minérale de Stauffer. Quant à Sanofi, il se propose d'engager au moins 600 millions de dollars pour acquérir Robins, devançant même à l'heure actuelle de la garantie de 2 375 millions de

## Les grandes « friches industrielles » en France



Lorsque, dans les régions frappées par la crise de la sidérurgie, des chantiers navals ou des mines, des usines ferment, non seulement plusieurs centaines de salariés perdent leur emploi, mais des friches industrielles apparaissent avec leur cortège de laideurs : terrains à l'abandon, carcasses de bâtiments dégradés, chemins et routes envahis par les herbes. Comment reconstruire ces friches pour d'autres usages ? Comment redonner au paysage un attrait ? La DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et les régions sont préoccupées depuis longtemps par cette question à la fois économique et écologique, et, chaque année, des sommes substantielles sont consacrées à la politique de réhabilitation des friches industrielles et de réorption de ces « cimetières ». Les entreprises elles-mêmes apportent maintenant leur obole, ainsi que le FEDER (Fonds européen de développement régional) et les communes concourantes. Depuis 1984, 2 500 hectares ont été ou sont en cours de réhabilitation, et quelque 6 200 emplois ont pu y être créés.

## Le départ de M. Dedeurwaerder de la régie Renault

### M. Lévy modifie son état-major

Après trente ans passés chez Renault, en Argentine, au Mexique, à Daimler-Benz, à la tête d'American Motors Corp., M. José Dedeurwaerder, directeur commercial et des relations internationales, quitte le groupe. Ce départ, décidé « en accord avec M. Lévy », le PDG de la Régie, ne traduit pas une divergence de vues sur la stratégie de redressement adoptée pour Renault, mais plutôt les difficultés de collaboration entre une structure collégiale et un homme à son aise, par exemple, jusqu'à son rappel au siège par Georges Besse en 1986, à une grande amoncelle.

Artisan de l'aventure américaine, M. Dedeurwaerder avait décliné, visiblement, le mot dans l'âme, le retrait de la Régie des États-Unis début 1987. Il aura mis à profit son court séjour au siège pour rénover profondément le réseau commercial du constructeur automobile tant en France qu'à l'étranger, avec notamment le rajeunissement des dirigeants des grandes filiales européennes (Grande-Bretagne, RFA...).

C'est M. Paul Percie Du Sor, directeur financier de Renault depuis 1984, lui aussi dans la maison depuis près de trente ans, qui devient directeur commercial. Un choix surprenant de prime abord, mais qui confirme la priorité de rentabilité et de rigueur de gestion donnée au réseau. Si le nouveau patron du réseau commercial n'apparaît pas comme un homme de terrain, il a en tout cas une bonne connaissance grâce à sa casquette de « Monsieur Finances » en tant que

patron de la DIAC, la société de crédit de Renault. L'indépendance de la direction financière est assurée par Louis Schweitzer, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, embauché par Georges Besse, le directeur de la planification et du contrôle de gestion depuis août 1987. Un itinéraire qui pointe ne pas en être un et le projet d'unification des finances, de la planification et du contrôle de gestion, étudié du temps de Georges Besse, se concrétise.

## Fragile redressement des prix du pétrole

Les cours du pétrole, qui avaient chuté d'environ 3 dollars en une semaine après le semi-échec de l'OPEP le 14 décembre à Vienne, se sont depuis lors sensiblement redressés. Lundi 4 décembre, lors de la réouverture des marchés internationaux après les fêtes, les cours du brut américain de référence, le WTI, ont gagné près d'un dollar à 17,69 dollars par baril (contre 15,15 dollars au plus bas le 21 décembre), tandis que le pétrole britannique Brent restait ferme à 17,30 dollars. Ce raffermissement du marché tient pour beaucoup à la vague de froid qui a touché les États-Unis et gonfle la demande de fioul. Il reflète aussi un léger regain de confiance des opérateurs à l'égard des pays producteurs membres de l'OPEP.

Selon la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*, les trois pays opposés jusqu'ici à une forte résistance aux rabais réclamés par les compagnies pour tenir compte de la décade des cours du marché vis-à-vis des tarifs officiels de l'OPEP (environ 2 dollars par baril). Les Émirats arabes unis, qui avaient jusqu'en décembre paillé officiellement le double de leur quota officiel, ont de plus, pour la première fois depuis l'été, fortement réduit leur rythme d'extraction. Le ministre du pétrole

## SOCIAL

### Les navigants d'Air Inter menacent d'arrêter le travail sans préavis

Au nom de l'intersyndicale des personnels navigants techniques d'Air Inter, M. Romain Kroes, responsable du SPAC, a déclaré, le 4 janvier, que les pilotes et les mécaniciens de la compagnie pourraient faire grève sans préavis. En effet, les syndicats, qui veulent imposer un pilotage à trois hommes — dont le mécanicien — au futur Airbus A 320 conçu pour être piloté par deux pilotes, dénoncent l'attitude de la direction qui profite du préavis pour louer des équipages et des avions de remplacement. « Ou bien Air Inter abandonne la pratique des défilés en cas de grève ou bien nous ne déposerons plus de préavis », a déclaré M. Kroes.

[La position de l'intersyndicale est difficile à défendre. L'affirmation]

Pour empêcher la fermeture de leur usine Les sidérurgistes de Krupp en appellent... à l'Iran

Les employés de l'usine Krupp de Rheinhausen, dans le Ruhr, ne savent plus à quel saint se vouer pour sauver leur unité de production, menacée de fermeture (le Monde du 28 novembre 1987) : le conseil d'entreprise et les courriers mensuels de l'usine ont appelé à l'aide... l'Iran, actionnaire à 25,1 % du groupe sidérurgique.

Le président du conseil d'entreprise (qui est l'équivalent du comité d'entreprise français), M. Manfred Bruckchen, a eu un entretien téléphonique avec le vice-ministre iranien des affaires économiques et financières, M. Mehdi Navab, et huit cents ouvriers musulmans, en majorité des Turcs, ont signé une lettre qui fut adressée. Une rencontre est prévue prochainement avec ce ministre.

Ce n'est pas la première fois que les salariés de Krupp se tournent vers l'Iran, présent dans le capital de leur groupe depuis 1978. En 1980, a assuré M. Bruckchen, l'appel aux bons offices de la République islamique aurait permis de sauver la fermeture d'une usine Krupp à Siegen. Autre exemple : en 1986, on a également vu des anciens salariés de Fiat s'adresser à l'un des actionnaires de leur entreprise... le colonel Kadhafi (le Monde du 28 février 1986).

d'avions et d'équipages de remplacement coûte cher et perturbe inévitablement les opérations d'une compagnie. La grève des pilotes mettrait tout un monde de pression sur la direction. Il semble que les navigants tiennent à glacer suffisamment les usagers et notamment les hommes d'affaires pour les amener à se retourner contre la direction d'Air Inter. Il s'agit en fait d'un degré de plus dans l'escalade qui précède tout à tour une notable par-

## Les syndicats de la Banque de France ont renoncé à la grève du 4 janvier

A la Banque de France, les organisations syndicales ont finalement renoncé à la journée de grève, prévue pour le 4 janvier. Ce renoncement, décidé en intersyndicale (CFDT, CGT, FO et SNA-automatons), intervient après l'échec du précédent débrayage, fixé au 31 décembre. Selon la direction, seulement 12 % du personnel avait cessé le travail ce jour-là.

La situation demeure confuse à l'usine de Chamalières (Puy-de-Dôme), où sont imprimés les billets de banque. Depuis plus d'un mois maintenant, aucun camion blindé transportant des billets n'a pu quitter l'imprimerie. La venue du médiateur, avant les fêtes de fin d'année, n'a pas permis une évolution positive. Sans grève, le mouvement se poursuit avec des débrayages tournants qui provoquent des perturbations. Le conflit le plus long qu'ait jamais connu la Banque de France n'a finit pas de mourir. Officiellement, il devrait être achevé depuis le 21 décembre, après trois semaines de grève. Les syndicats expliquent leur volte-face du 4 janvier par la crainte de voir le gouvernement de l'institution retenir sur les salaires un certain nombre de jours. Des discussions internes les auraient également empêchés de définir une ligne

## LOGEMENT

### Le Conseil national de la construction : « Relancer la relance »

Le Conseil national de la construction (CNC), qui regroupe depuis 1983 vingt et une organisations professionnelles, vient de rendre public un rapport intitulé « Pour une reprise durable de la construction. Relancer la relance ». Constituant la stabilisation de l'activité du bâtiment en 1987, le CNC estime que « le retour de tendances n'est ni suffisamment prononcé ni définitivement acquis ».

Pour atteindre l'objectif, jugé indispensable, de 330 000 à 360 000 logements neufs par an (contre 305 000 environ en 1987), le CNC propose trois séries de mesures qui interviennent l'aménagement de l'offre foncière, la fiscalité et l'innovation. Ainsi, par exemple, l'insuffisance de l'offre foncière, conséquence de « l'interférence permanente entre le pouvoir des élus et l'exercice légitime du droit de propriété », peut être améliorée.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Crédit Mutuel SICA

#### EPARGNE INDUSTRIELLE/EPARGNE LONG TERME

Division des titres par dix Afin de permettre aux actionnaires des SICAV « Epargne industrie » et « Epargne long terme » de bénéficier dans les meilleures conditions des dispositions du Plan d'Épargne ou de la retraite (PER), les actionnaires de ces sociétés, réunis en assemblée générale extraordinaire le mardi 8 décembre 1987, ont décidé la division par dix des titres Epargne industrie et Epargne long terme.

A l'issue de cette opération, qui interviendra le 4 janvier 1988, chaque porteur d'une action ancienne d'Epargne industrie ou d'Epargne long terme disposera de dix actions nouvelles.

La performance annuelle actuarielle d'Epargne long terme ressortissant quant à elle à 17,65 % depuis la création de la SICAV (15-06-84).

### PR PATRIMOINE-RETRAITE

Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite

Lors de sa dernière réunion, le conseil d'administration de la SICAV PATRIMOINE RETRAITE a décidé d'adapter la gestion de la SICAV aux contraintes spécifiques d'emplois de fonds définies par la loi du 17 juin 1987 instituant le Plan d'Épargne Retraite afin que la SICAV devienne éligible au P.E.R. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Le conseil d'administration

PATRIMOINE-RETRAITE

Société d'investissement à capital variable

Siège social : 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - Tél : (1) 42.96.16.24

صكنا من الاميل



4 JAN 1964

## PARIS:

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.



هكذا من الاول



هكذا من الامم

هكذا من الامم

J.P. BELMONDO • R. BOUYGUES  
 A. ET A. DELON • J. DE  
 ROSNAY • J.C. GAUDIN  
 S. GRIMAUD • PRINCESSE DE  
 MONACO • R. HOSSEIN  
 F. HUSTER • P. JAUQUIN  
 B. LAVILLIÈRES • E. LEROY-  
 LADURIE • MADONNA • J. MAS-  
 P. SABATIER • P. SEBASTIEN  
 J. SUITZER • B. TAPIE  
 J. VERGES

ME  
RII  
Les g  
de S  
L'ART